

DE LA
RESPONSABILITÉ
DU FAIT
DES CHOSES INANIMÉES
D'APRÈS LE CODE CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 12 décembre 1910, à 1 heure 1/2

PAR

PIERRE BARBERY

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants { MM BARTIN } *professeurs.*
WAHL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT — UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA
RESPONSABILITÉ
DU FAIT
DES CHOSES INANIMÉES
D'APRÈS LE CODE CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 12 décembre 1910, à 1 heure 1/2

PAR

PIERRE BARBERY

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants { MM. BARTIN } *professeurs.*
WAHL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1910



A MES CHERS PARENTS

A M^e Raymond GRÉBAN

Docteur en Droit

Notaire à Saint-Germain-en-Laye (S.-et-O.)

A TOUS MES AMIS

BIBLIOGRAPHIE

Ne sont indiquées dans cette bibliographie que les principales sources auxquelles nous avons puisé, en dehors des Codes, des ouvrages généraux, des répertoires. Les recueils de la jurisprudence n'y figurent que pour les notes fondamentales que nous y avons consultées.

I. — MONOGRAPHIES ET THÈSES (1)

BONNET. — *De la Responsabilité du fait des choses (Théorie générale)*, Poitiers 1907.

Bosc. — *Essai sur les éléments constitutifs du Délit civil*, Montpellier, 1900-1901.

FARRA. — *De la Responsabilité du fait des choses inanimées (Fondement juridique)*, Paris 1909.

FROMAGEOT. — *De la Faute comme source de la Responsabilité en Droit privé*, Paris, Rousseau 1891, 1 vol. in-8.

(1) Nous indiquons pour les thèses le lieu et l'année scolaire de la soutenance.

- GÉNY. — *Méthode d'interprétation et sources en Droit positif*, Paris, Chevalier, Marescq, 1899, 1 vol, in-8.
- GRANDMOULIN — *Nature délictuelle de la Responsabilité pour violation des obligations contractuelles dans l'Ancien Droit romain et dans le Droit français*, Rennes 1892-93.
- IHERING (VON). — *Etudes complémentaires de l'esprit du Droit romain. De la Faute en Droit privé*. Traduet, O DE MEULENAERE. Paris, Marescq, 1 vol. 1880.
- JOSSERAND. — *De la Responsabilité du fait des choses inanimées*, Paris, Rousseau, 1897, 1 vol. in-8.
- PISIER. — *De la Responsabilité du fait des choses (Fondement juridique)*, Paris 1898-1899.
- ROLAND (H). — *De la Responsabilité des conducteurs de véhicule au cas d'accident*, Paris 1909.
- SALEILLES. — *Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de Code Civil pour l'Empire Allemand*, 2^e édit., Paris, Pichon, 1901, 1 vol. in-8.
- SALEILLES. — *Les accidents de travail et la Responsabilité civile. Essai d'une théorie objective de la Responsabilité délictuelle*, Paris, Rousseau, 1897, 1 vol. in-8.
- SAINCTELETTE. — *De la Responsabilité et de la Garantie*, Bruxelles, Bruylant — Christophe 1884, 1 vol, in-8.
- SOURDAT. — *Traité général de la Responsabilité ou de l'action en dommages intérêts, en dehors des contrats*, 5^e édit Paris, Marchall et Billard, 1902, 2 vol. in-8.
- TARBOURIECH. — *La Responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*, Paris, Giard et Brière, 1896, 1 vol. in 8.
- TART. — *De la Responsabilité à raison des choses mobilières inanimées*, Liège, A. Miot 1898, 1 vol. in-16

TEISSEIRE. — *Essai d'une théorie générale sur le fondement de la Responsabilité*, Aix 1900-1901.

II. ARTICLES DE REVUES ET PÉRIODIQUES

BEUDANT et CAPITANT. — *Esquisse d'une théorie générale de la Responsabilité civile*, les *Annales de l'Université de Grenoble*, t. 18, n^{os} 1 et 4, 1906.

COLIN (A). — *Rapport présenté à la Société d'études législatives sur la responsabilité en matière d'accidents d'automobiles*. (*Bulletin de la Société d'Études législatives*), 1907, n^o 3, p. 273.

GÉNY. — *Risques et Responsabilité*, (*Revue trimestrielle de Droit civil*), 1906, p. 117.

MICHEL (L.). — *La Responsabilité civile des patrons envers les ouvriers en cas d'accidents et la loi du 9 avril 1898*, « Étude posthume » (*Revue critique de législation et de jurisprudence*) 1901, p. 592.

PLANIOL. — *Études sur la Responsabilité civile* (*Revue critique de législation et de jurisprudence*), 1905, p. 277, 1906, p. 80.

ROUARD DE CARD. — *De la distinction entre la Responsabilité contractuelle et la Responsabilité délictuelle*, (*France judiciaire*) 1891, 1^{re} partie, p. 97, 1894, 1^{re} partie, p. 161.

SALEILLES. — *Compte rendu d'une thèse de doctorat* (*Revue bourguignonne de l'Enseignement supérieur*), 1894, t. IV, p. 647.

SALEILLES. — *Le risque professionnel dans le Code civil. (Réforme sociale)*, 1898, t. I, p. 635.

SAUVAIRE-JOURDAN. — *Compte-rendu de l'ouvrage de M. Tarbouriech* : « La Responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail » (*Revue du droit public et de la Science politique*), 1897, 1^{re} partie, p. 346.

SAUZET. — *De la Responsabilité des patrons vis à vis des ouvriers dans les accidents industriels*, (*Revue critique de législation et de jurisprudence*), 1883, pp. 596 et 677.

WAHL (A). — *La responsabilité civile relative aux accidents d'auto* (*Revue trimestrielle de Droit civil*), 1908, n° 1.

WILLEMS. — *Essai sur la responsabilité édictée par les art. 1382-1886*. (*Revue générale du Droit de la législation et de la jurisprudence*) 1895, pp. 110, 210, 296, 401, 505 ; 1896, pp. 18, 229, 385.

III. — NOTES D'ARRÉTISTES

Abréviations

D. — *Jurisprudence général* de DALLOZ, recueil périodique.

S. — *Recueil général des lois et arrêts*, fondé par J. B. SIREY.

P. Fr. — *Pandectes françaises*, recueil mensuel de jurisprudence et de législation.

ANONYME. — S. — 1871, 1. 9 (attribuée à Labbé).

S. — 1887, 1. 217.

D. — 1900, 2. 265.

BOISTEL. — D. — 1901, 1. 41.

BOUVIER-BANGILLON. — P. Fr. — 1903, 1. 5.

CHAVEGRIN. — S. — 1896, 2. 225.

COLIN (A). — D. — 1904, 2. 73.

ESMEIN. — S. — 1897, 1. 17.

S. — 1898, 1. 65.

S. — 1899, 1. 497.

S. — 1900, 2. 57.

S. — 1910, 1. 17.

- JOSSERAND. — D. — 1900, 2. 289.
D. — 1904, 2. 257.
D. — 1905, 2. 417.
D. — 1906, 2. 249.
D. — 1907, 1. 177.
D. — 1908, 1. 217.
- LABBÉ. — S. — 1885, 4. 25.
S. — 1886, 2. 97.
S. — 1889, 4. 1.
S. — 1890, 4. 17.
- PLANIGL. — D. — 1896, 2. 457.
D. — 1906, 1. 457.
D. — 1907, 2. 17.
D. — 1907, 2. 97.
D. — 1909, 1. 73.
- SALEILLES. — D. — 1897, 1. 433.
-

AVANT-PROPOS

But et plan du sujet

A l'heure actuelle, il existe sur la responsabilité du fait des choses inanimées, autres que les bâtiments, trois systèmes qui se recommandent également de notre Code Civil.

Dans le premier, cette responsabilité, ne se distinguant pas de celle du fait personnel, est soumise aux mêmes textes, aux articles 1382 et 1383. Une personne n'est tenue de réparer le dommage que si elle est en faute, autrement dit sa responsabilité est *subjective*.

L'application des articles 1382 et 1383 comporte l'importante conséquence suivante : la personne lésée par une chose inanimée est tenue, pour être indemnisée, de démontrer que le dommage dont elle souffre provient d'une faute commise par le propriétaire ou le gardien de la chose. Celui-ci peut d'ailleurs s'exonérer en prouvant que le dommage ne lui est pas imputable, parce qu'il provient

soit d'un cas fortuit, où de la force majeure, soit d'une faute de la victime.

Le système de la *faute prouvée*, suivi pendant longtemps par nos tribunaux, est, pour cette raison, qualifié aussi de *théorie traditionnelle*.

Le second système est celui de la *présomption de faute*. Au point de vue des textes, il se fonde tantôt sur l'article 1386, relatif aux bâtiments, mais interprété alors d'une façon extensive, tantôt sur l'article 1384 al. 1. d'après lequel « on est responsable du fait des choses que l'on a sous sa garde ». Quelquefois même, il s'appuie à la fois sur ces deux textes combinés entre eux.

Dans ce système, la responsabilité du fait des choses inanimées reste encore *subjective*, elle repose sur la faute ; seulement, quand une chose occasionne un dommage, on présume que celui qui en a la garde a dû commettre une faute, le demandeur en indemnité se trouve donc dispensé de faire cette preuve, c'est là ce qui différencie ce système du précédent. Le gardien peut renverser la présomption qui existe à son encontre, en démontrant que le dommage est dû à un cas fortuit, à la force majeure ou à une faute de la victime.

D'après une nouvelle interprétation de l'article 1384 al. 1, la responsabilité du fait des choses inanimées est *objective*, elle repose non pas sur la *faute*, mais sur le *risque*. Le propriétaire doit être, de *plein droit*, responsable, parce que c'est lui *qui a créé le risque* en introduisant sa chose

dans le milieu social et que, d'autre part, c'est lui qui *en profite*. Le demandeur en indemnité n'a pas à prouver la faute de son adversaire mais, dans ce système, et c'est ce qui le caractérise, le propriétaire est responsable des accidents causés par sa chose, même quand ceux-ci proviennent d'un cas fortuit, sa responsabilité se trouve ainsi aggravée, puisqu'il est exonéré seulement quand le dommage résulte de la force majeure ou d'une faute de la victime.

Tels sont les *trois grands systèmes* qui sont soutenus sur notre sujet.

Nous nous proposons, en premier lieu, de rechercher quel est celui de notre Code Civil.

Pour atteindre ce résultat, il importe d'abord de connaître l'histoire de chaque théorie, de voir comment elle a pris naissance, de se demander si ses promoteurs se sont efforcés de découvrir la vérité législative, ou s'ils n'étaient pas préoccupés, au contraire, par d'autres considérations.

Il y aura lieu ensuite de préciser le système de notre Code Civil, sur la responsabilité du fait des choses inanimées, en étudiant les conséquences juridiques qu'il comporte.

Et nous serons ainsi amené, ce sera le but pratique de cette étude, à indiquer comment le problème qui nous occupe doit être résolu en législation.

Voici dès lors le plan que nous avons adopté :

Les rédacteurs du chapitre « Des délits et des quasi

délits » (1) n'ont pas été des novateurs, ils n'ont fait que mettre au point les idées qui s'étaient fait jour dans notre Ancien Droit et le Droit romain.

Pour interpréter les textes de ce chapitre, il faut donc connaître les principes qui régissaient, dans ces législations primitives, la réparation des dommages causés par les choses inanimées. Ce sera l'objet d'un *Chapitre Préliminaire*.

Dans une *Première Partie*, nous ferons un exposé historique des différents systèmes qui ont été successivement élaborés sur notre sujet, afin de rechercher dans quel but ils ont été imaginés.

La *Deuxième Partie* de notre thèse aura pour but de préciser le système de notre Code Civil, en étudiant toutes les conséquences juridiques qui en résultent.

Nous passerons, dans une *Troisième Partie*, à l'examen critique des autres théories proposées, afin de voir si l'une d'elles mérite d'être adoptée par notre législation contemporaine.

Après un *Appendice* sur la législation comparée, alors que nous connaissons tous les éléments de la question, nous indiquerons dans nos *Conclusions* comment il est désirable de voir réglementer la responsabilité du fait des choses inanimées.

(1) *Code Civil*, liv. III, t. IV : « Des engagements qui se forment sans convention » ; chap. II : « Des délits et des quasi-délits. »

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

ÉTUDE DE LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES EN DROIT ROMAIN ET DANS NOTRE ANCIEN DROIT

Au cours de cette étude historique nous allons envisager les dommages causés par toutes les choses animées ou inanimées. La raison pour laquelle il est nécessaire que nous dépassions ainsi les limites de notre sujet sera indiquée par la suite (1).

SECTION I

Le Droit Romain

La notion de *responsabilité* a été conçue diversement, selon les peuples et les degrés de civilisation. Nous en avons un exemple remarquable dans le Droit romain primitif où tout le système des délits privés (*delicta privata*)

(1) Voy. *Infra*, page 27.

est construit en dehors de l'idée de faute, le simple *fait* du dommage suffisant à légitimer une réparation.

« Que le tort ait été commis par un homme, un animal ou une chose, qu'une blessure ait été faite intentionnellement ou par mégarde, il n'importe. La passion est aveugle sous l'empire de la douleur ou de la colère, la victime ne songe qu'à tirer vengeance du tort qu'elle a subi, quel qu'en soit l'auteur et quelle qu'en soit la cause (1) ».

« L'injustice, ainsi que le dit M. de Ihering (2), est appréciée non d'après sa cause, mais d'après son effet, non d'après les circonstances qui ont leur siège dans la personne de l'auteur, mais au point de vue du lésé... La douleur gouverne souverainement le sentiment juridique de l'homme de la nature ».

Par suite, quand un dommage est occasionné par une chose (animal ou objet inanimé) c'est sur cette chose seule que la victime exerce des représailles. L'offensé ne s'attaque directement au propriétaire que si celui-ci refuse de lui faire *l'abandon noxal* de l'objet nuisible (3).

(1) Cuq., *Institutions juridiques des Romains*, Paris, Plon et Nourrit, éd. 1891, t. I, page 335. — Cfr. Girard, *Nouvelle revue historique*. Année 1888, pages 39 et s.; et *Manuel élémentaire de Droit Romain*, 3^e éd., Paris, Rousseau, 1901, pages 390 et s.

(2) De Ihering, *De la faute en Droit privé*, page 9.

(3) D'après la Bible (Exode XXVIII) le bœuf qui avait tué un homme était lapidé, il en est de nos jours exactement de même en Abyssinie (Voy. *Munziger Sitten und Recht der Bogos*, Winterthur, éd. 1859, page 83.)

La vengeance, appliquée directement aux choses inanimées

Comme toute autre législation, le Droit Romain n'est pas resté immuable. Nous le voyons se transformer progressivement. La vengeance reste toujours le fondement de la responsabilité, mais elle ne s'exerce plus d'une façon purement physique ni aussi brutale. Le coupable tâche d'obtenir le pardon de sa victime, en lui faisant accepter une certaine somme d'argent. Peu à peu la rançon se substitue au talion. Même si le dommage a pour auteur un animal ou un objet quelconque, cet arrangement amiable peut encore être conclu. La personne lésée a le droit de se faire livrer la chose qui lui a nui, mais toutes les fois que celui qui est propriétaire de cette chose trouvera avantageux de la conserver, il proposera à la victime de renoncer à sa vengeance moyennant une *composition* librement débattue (1).

A l'époque des XII Tables, on est en pleine transition. La répression des actes délictueux est mieux assurée par suite de l'intervention de l'État qui rend la *composition*

dommageables, se retrouve chez bien d'autres peuples primitifs. C'est ainsi que chez les populations de l'Asie Méridionale, quand un homme est tué par la chute d'un arbre, sa famille doit le venger en abattant l'arbre et en le hachant en morceaux (Cfr. Tylor, *Civilisation primitive*, traduction française éd. 1876, t. I, page 328.) Des solutions analogues se rencontrent encore dans les coutumes des Ossètes contemporains (Voy. Kowalesky, *Coutume contemporaine et loi ancienne*, Paris, 1893, pages 9-301 et s. Adde, Esmein, *Nouvelle Revue Historique*, année 1900. *La coutume primitive dans un conte populaire*, page 16.

(1) Girard, *Nouvelle Revue Historique*, année 1888, *Les Actions noxales*, page 44.

légale. Le châtement ne dépend plus de l'arbitraire de la victime, elle a droit désormais à une somme d'argent **tarifiée**, que le coupable est tenu de lui payer et dont elle doit se contenter. Les Romains se préoccupent déjà d'assurer d'une façon efficace, la réparation des dommages causés par certaines choses.

C'est ainsi, qu'en ce qui concerne les animaux, on peut citer les deux actions civiles *de pastu* et *de pauperie* données comme noxales contre le propriétaire. La première est spéciale au cas où un animal domestique est aller brouter sur le terrain d'autrui (1). La deuxième, mieux connue (2), plus générale, ne vise pas un genre limité de dommage, mais elle est soumise à des conditions bornant étroitement son champ d'application — le dommage devait être causé par un quadrupède, spontanément, sans aucune provocation.

Quant aux dommages que les bâtiments, en s'écroulant, peuvent causer aux fonds voisins, ils sont également l'objet d'une *legis actio* particulière, l'*actio damni infecti*, sur laquelle on manque de renseignements (3).

Vers la fin de la République, nous trouvons proclamée pour la première fois, dans la loi *Aquilïa*, la règle qu'il n'y a pas de responsabilité sans faute. Mais comme cette loi avait

(1) L'action *de pastu* n'est mentionnée clairement qu'une seule fois au *Digeste*, l. 14, § 3, D. *De praescr. verb.*, XIX, 5.

(2) L'action de *pauperie* fait l'objet d'un titre spécial au *Digeste* et aux *Institutes*. *Dig. Si quadr. paup.*, IX, 1, *Inst. Si quadr. paup.* IV, 9.

(3) Voy. toutefois Gaius *Institutes*, IV, 31.

une portée assez restreinte (1), les jurisconsultes s'efforcent de renverser les barrières établies par la rédaction trop étroite du texte; grâce à une interprétation de plus en plus large (2), les prêteurs, de leur côté, pour accorder une indemnité à tous ceux qui souffrent d'un dommage, étendent sans cesse son champ d'application (actions fictives-utiles). On en arrive ainsi à faire tomber sous le coup de la *legis actio Aquiliæ*, non seulement le dommage voulu et prévu (*dolus*) mais encore celui qu'on aurait dû raisonnablement prévoir (*culpa*) (3).

A cette époque, le Droit Romain privé atteint son complet développement; il nous reste donc, pour terminer ce chapitre, à voir comment est assurée la réparation des dommages résultant du fait des choses.

Arrêtons-nous d'abord aux animaux.

Les actions civiles *de pastu* et *de pauperie* subsistent encore avec leur caractère de noxalité, survivance de la vengeance privée.

(1) Primitivement pour que la loi *Aquilia* s'appliquât, il fallait : avoir détruit ou détérioré une chose mobilière, que l'acte dommageable fût un fait actif, imputable à faute — une négligence ne suffisant pas — que le préjudice ait été causé *corpore corpori*. Enfin la loi ne protégeait que le seul propriétaire.

(2) Voy. Mommsen et Macquart *Manuel des Antiquités Romaines*, t. 19. *Le Droit Pénal Romain* traduit par J. Duquesne, Paris, Fontemoing, 1907, t. III, pages 148 à 151.

(3) « In lege Aquilia et levissima culpa venit », l. 44, pr. *Dig. Ad leg. Aquil.*, IX, 2.

Par suite, celui qui s'est rendu acquéreur de l'animal, depuis le jour où le dommage s'est produit, n'en sera pas moins reconnu responsable, bien qu'il ne pouvait évidemment pas être tenu d'une obligation de surveillance (1). Cependant, les idées de faute, d'imputabilité commencent à se faire jour. Nous en avons une preuve dans les tentatives maladroites faites par les jurisconsultes de la fin de la République pour accommoder les vieilles actions civiles *de pastu* et *de pauperie* aux principes nouveaux, en distinguant, suivant que l'animal a agi *secundum naturam* ou *contra naturam* (2).

Si nous passons à la responsabilité du fait des choses inanimées, nous voyons que les Romains continuent à s'occuper des dommages qui peuvent être causés aux propriétés voisines par la chute totale ou partielle d'un édifice. A cette époque, en effet, l'*actio damni infecti* est remplacée par une voie de droit plus commode et plus efficace : la *stipulatio damni infecti*.

Une disposition de l'Édit permet au voisin menacé par la ruine d'un bâtiment, d'exiger du propriétaire de cette maison, l'engagement, par stipulation (*cautio*), de réparer

(1) Toutefois les actions édilitiennes plus récentes édictées contre celui qui garde des bêtes dangereuses a proximité d'endroits ouverts à la circulation publique, ne sont pas noxales. Argument de la fin du pr. aux *Inst. Si quadr. paup.*, IV, 9, les actions du § 1 sont opposées aux actions noxales.

(2) Girard, *Nouvelle Revue Historique*, année 1888, *Les actions notales*, page 46, note 2.

ce dommage futur (*damnum infectum*) (1). Un décret du prêteur octroie, au demandeur, la possession du bâtiment, à titre conservatoire (2), en cas de refus par le propriétaire de donner caution. Et si celui-ci persiste dans son refus, sans faire les réparations requises, un second décret permet au voisin de posséder l'édifice, (*sili*) de façon à l'usucaper (3). Une fois que le propriétaire s'est engagé, par stipulation, quand l'écroulement vient à se produire, il est tenu de réparer le préjudice qui a pu être ainsi causé au fonds du voisin, sinon il serait en faute de n'avoir pas rempli la promesse faite au prêteur et s'exposerait, par suite, à des mesures d'exécution très rigoureuses.

Sur les dommages occasionnés par des choses inanimées, autres qu'un bâtiment, nous avons peu de renseignements.

Il existe, au Digeste, seulement quelques textes qui s'y réfèrent, dont le plus connu est la loi 9, § 3, *De damno inf.*, XXXIX, tit. 2 (4) qui vise le cas où une barque entraînée

(1) La stipulation *damni infecti* ne concernait d'ailleurs que le dommage provenant d'un vice du bâtiment (*vitium*) elle n'obligeait pas le propriétaire à réparer celui qui avait pour cause une force étrangère au bâtiment, inondation, tremblement de terre etc..., l. 24, § 3, *Dig. De damno infecto*, XXXIX, 2.

(2) L. 4, §§ 1 et 4, *Dig. De damno inf.*, XXXIX, 2.

(3) L. 15, §§ 20 et 23, *Dig. De damno inf.*, XXXIX, 2.

(4) « Neratius autem scribit, si ratis in agrum meum vi fluminis delata sit, non aliter tibi potestatem tollendi faciendam, quam si de præterito quoque damno mihi cavisses. » *Adde*, l. 8, *Dig. De incendio ruina*, XLVII, 9; L 5, § 4. *Ad. exhib*, X 4.

par le courant, est venue à s'échouer sur le terrain d'autrui. Il convient de remarquer que d'après cette loi, le propriétaire n'est pas rendu directement responsable de sa chose, puisqu'il ne peut être poursuivi personnellement et directement et c'est seulement, s'il veut reprendre sa barque, qu'il doit s'engager, au préalable, à réparer les dégâts qu'elle a ainsi occasionnés (1).

Il résulte, de ce qui précède :

Que les Romains se sont efforcés de bonne heure, au moyen d'actions spéciales, de rendre le propriétaire responsable des dommages résultant du fait des animaux ou de la ruine des bâtiments.

Qu'au contraire, ils ne se sont pas préoccupés de soumettre, à des règles particulières, la réparation des dommages causés par les autres choses inanimées (2), ils semblent s'être contentés de procéder, par solution d'espèce, dans les rares hypothèses où une chose inanimée, autre qu'un bâtiment, était une source de dommage (3).

(1) Des interprètes généralisent cette solution et disent qu'en Droit Romain, en cas de dommage causé par le fait d'une chose quelconque, le victime, si elle est nantie de la chose, peut la retenir jusqu'à ce que le dommage ait été réparé. En ce sens, voy. Ihering, *De la faute en droit privé*, p. 14; Maynz, *Cours de Droit Romain*, 5^e éd., Bruxelles; Bruylant, Christophe et C^{ie} 1891, t. II, page 520. Il est douteux que cette généralisation soit légitime, les Romains procédant volontiers par espèce.

(2) En ce sens Esmein, note au Sirey 1897-1-17, col. 8 et 9.

(3) On s'appuie quelquefois (voy. Pisier, *op. cit.*, page 142, n^o 101) sur l'action prétorienne de *effusis* et *dejectis* donnée contre le pro-

SECTION II

L'Ancien Droit

Au moment des invasions, les Barbares pratiquent, comme les premiers Romains, le système de la vengeance privée, (*faida*) en cas de délits commis contre les particuliers (1). Quand l'auteur du mal est un animal ou un objet quelconque, il doit être livré à la victime pour lui permettre d'assouvir son ressentiment. L'offensé, ainsi que le fait remarquer M. Esmein (2), peut conserver la chose qui lui est ainsi livrée au lieu de la détériorer ; il trouve alors, dans sa valeur économique, une compensation à la perte qu'il a éprouvée. L'idée de réparation se

prieétaire, quand un objet tombe ou est projeté d'un appartement sur la voie publique, pour en conclure, qu'en Droit Romain, la responsabilité du fait des choses inanimées se fondait sur une idée de propriété. Il y a quelque témérité à vouloir extraire un système juridique de simples dispositions prises dans un but de police. D'ailleurs, les textes s'opposent à cette manière de voir. Cfr. notamment, l. I, § 4, *Dig. De his qui effud*, IX, 4. « Hæc in factum actio in eum datur qui in habitat, eum quid déjiceretur vel effudetur ; non in dominum ædium culpa enim penes est » Cuq, *Institutions juridiques des Romains*, t. II, page 480, classe les actions de *effusis* et *dejectis* au nombre de celles réprimant les dommages causés par *imprudence*.

(1) Brissaud, *Histoire du Droit privé*, Paris, Fontemoing, éd. de 1908, p. 409.

(2) Esmein, *Nouvelle Revue Historique*, année 1900 ; *La Coutume primitive dans un conte populaire*, page 17.

confond ainsi avec celle de représailles. Pour se soustraire à cette abandon noxal, le propriétaire de l'objet nuisible peut faire accepter à la victime une certaine somme d'argent, une *composition*. De même qu'en Droit Romain, cette composition, tarifée par l'usage, devient obligatoire (1); elle comprend, généralement, tout à la fois, des dommages intérêts et une peine. Il est intéressant de signaler que, dans les lois barbares, la réparation de certains dégâts commis par les animaux est assurée, d'une façon spéciale. Nous voulons parler des dommages causés par les animaux qui s'en vont paître dans le champ du voisin. La loi des Burgondes (2), celle des Wisigoths (3), et la loi salique (4) permettent alors au possesseur du champ de s'emparer de l'animal, de le nourrir et de le garder. Si le propriétaire veut reprendre sa bête, il doit, au préalable, remettre les lieux en état et indemniser le plaignant (5).

Au moyen-âge, les délits criminels donnent lieu à des peines afflictives et infamantes, infligées par l'Etat. A

(1) Quand un homme est tué par un quadrupède l'édit de Rotharis, chap. xiv, la loi des Saxons, tit. XIII, *De animal quod damnum dat* § 1, voy. Walter, *Corpus germanici antiqui*, t. I, page 388 et la loi Salique, tit. XLI décident que le maître doit payer une *composition*.

(2) *Lex Burgundiorum*, tit. XXIII, *De damnis quæ ab animalibus inferuntur*, Walter *op. cit.*, page 316.

(3) *Lex Wisigothorum*, liv. VIII, tit. XIII, *Si fructifera loca animalibus fuerit dissipata*, § 13, Walter, *op. cit.*, t. I, page 584.

(4) *Lex Salica*, tit. X, *De damno in messe in quolibet clausura*, Walter *op. cit.*, t. I, page 19.

(5) Voy. Brissaud, *Histoire du Droit privé*, page 548, note 1.

cette époque, il est même curieux de signaler que des procès criminels sont fréquemment intentés aux animaux qui occasionnent la mort de quelqu'un, et que des peines publiques sont prononcées contre eux. (1)

Beaumanoir blâme l'usage de mettre ainsi à mort des animaux « se une truie tue un enfant, ils (seigneuss justiciers) la pendent... mes c'est noient à fere, car bestes nues n'ont nul entendement qu'est biens ne qu'est maus et por ce est ce justice perdue » (2).

Et cependant, Ayrault (3) nous atteste, qu'au xvi^e siècle, des exécutions capitales d'animaux ont encore lieu. Il nous parle même de procès intentés aux choses inanimées (4), en nous faisant remarquer toutefois « qu'ordonner qu'une bulle, un mauvais livre soient brûlés, un libelle lacéré, des caractères d'imprimerie fondus, ce n'est pas en vouloir aux choses muettes, insensibles et inanimées, c'est le délinquant qu'on veut atteindre en le privant de ces choses honteusement. »

Les punitions, infligées aux bêtes brutes et aux choses

(1) Glasson, *Histoire du Droit et des Institutions de la France*, t. VI, page 650 et la note 2. Adde Berriat de Saint-Prix. *Recherches sur les procès faits dans le Moyen-Age aux animaux*. Cet auteur relève plus de 80 condamnations à mort prononcées de 1120 à 1741 contre les animaux les plus divers, depuis l'âne et la truie jusqu'à la sauterelle.

(2) Beaumanoir *Coutume de Beauvaisis*, éd. Salmon, Paris, A. Picard et fils, 1900, II. p. 481 n° 1944.

(3) Ayrault, *Formalités et Instructions judiciaires*, édition 1604 pages 603 et suivantes.

(4) Ayrault, *op. cit.*, pages 607-613.

inanimées, sont faites, nous dit-il, pour frapper l'esprit, mais le résultat qu'on se propose n'est pas atteint, ces procès produisant plus de ridicule que d'efficacité. Il n'est donc pas étonnant que ces curieux usages aient fini par disparaître.

Au moyen âge, on finit également par admettre, en cas de délit commis par un animal ou une chose inanimée, que la victime a le droit d'exiger, du propriétaire, la réparation du préjudice qui lui a été causé et, au lieu d'une somme fixe, on accorde, à la personne lésée, une indemnité en rapport avec le dommage subi (1).

Pour terminer ce chapitre préliminaire, il nous reste donc à nous demander quel est le fondement et l'étendue de la responsabilité du fait des choses, à l'époque où notre Droit Coutumier arrive à l'apogée de son développement.

On y retrouve, comme en Droit Romain, la préoccupation d'assurer la réparation des dommages causés par les animaux dans des conditions plus avantageuses que celles du droit commun ; la responsabilité du maître, ou du propriétaire, repose sur une faute de sa part, mais on n'exige pas que la victime fasse la preuve de cette faute (2). La plupart des coutumes (3), notamment celle de Paris,

(1) Brissand, *op. cit.*, pages 410 et 414.

(2) En ce sens voy. Bonnet. *De la Responsabilité du fait des choses*. Thèse Poitiers 1907, p. 31 n° 23.

(3) Quelques coutumes s'inspirant du Droit Romain consacrent encore l'abandon noxal en faveur du propriétaire, voy. *Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine*, F. n° 421, t. II, page 163. *Livre des*

fondent cette responsabilité sur la *faute*. Domat (1) se prononce nettement dans le même sens : « L'ordre qui lie les hommes en société, nous dit-il, ne les oblige pas seulement à ne nuire en rien par eux-mêmes, à qui que ce soit, mais il oblige aussi chacun à tenir tout ce qu'il possède, en un tel état, que personne n'en reçoive ni mal, ni dommage ; ce qui renferme le devoir de contenir les animaux qu'on a en sa possession, de sorte qu'ils ne puissent nuire aux autres personnes, ni causer dans leurs biens quelque perte ou quelque dommage ». Domat conclut très justement, que c'est le possesseur de l'animal, et non pas nécessairement le propriétaire, qui sera rendu responsable. Dans son ouvrage sur *Le Droit commun de la France et la Coutume de Paris*, Bourjon s'exprime également d'une manière très nette sur le fondement de la responsabilité du fait des animaux. « Les maîtres des animaux sont garants du dommage fait par l'animal qui leur appartient, c'est à eux à prévenir et à empêcher le dommage qu'ils peuvent faire » (2) et il a soin de faire remarquer que « le maître ne s'affranchit pas de cette

Droiz et des Commandements, t. I, n^{os} 119 et 228 et l'art. 640 de l'*Ancienne Coutume de Bretagne*.

(1) Domat. *Les Lois Civiles dans leur ordre naturel*, Paris 1735, Liv. II, t. 8, Sect. II.

(2) Bourjon. *Le Droit commun de la France et la Coutume de Paris*, Ed. 1770. Liv. VI, Tit. III, Chap. 7 n^o 1, page 504.

action en offrant d'abandonner l'animal, il faut qu'il répare, parce qu'il est tenu d'une action personnelle (1). »

Passons maintenant à la responsabilité du fait des bâtiments.

Notre Droit coutumier ne connaît plus la stipulation *damni infecti*, mais il s'efforce d'accommoder les règles du Droit Romain aux usages de l'époque. D'après Domat (2), le propriétaire du bâtiment qui menace ruine, peut être sommé, par ses voisins, de le démolir ou de le réparer, et s'il ne tient pas compte de cette sommation, les intéressés peuvent demander, aux juges, l'autorisation de faire eux-mêmes le travail auquel il se refuse (3).

La sommation produit un autre effet : elle oblige, désormais, le propriétaire à indemniser le voisin, au cas où la chute du bâtiment vient à se produire. Quand au contraire, le propriétaire n'a pas reçu de sommation, il

(1) Bourjon. *Ibid*, Chap. 7, n° 5.

(2) Domat. *op. cit.*, Liv. II, tit. 8, sect. III, n°s 1, 2, 3, 4.

(3) Cfr. l'art. 2630 du projet du Code Civil Russe ainsi conçu : « La personne menacée du préjudice que peut occasionner un édifice en construction, faute d'un entretien normal ou à cause des vices de construction, peut demander que le propriétaire présente une garantie et prenne les mesures nécessaires pour prévenir le préjudice ; par exemple, qu'il répare ou reconstruise et, en cas de besoin, qu'il détruise même l'édifice en construction. Elle peut demander aussi que le droit lui soit reconnu de faire faire, elle-même, aux frais de la personne responsable, les actes et travaux qui seraient exécutés par cette dernière, dans les délais indiqués par le tribunal. » *Bulletin de la société d'Etudes législatives* année 1907 page 626.

peut s'exonérer de tous dommages-intérêts, par l'abandon de l'emplacement et des matériaux.

Un siècle plus tard, au temps de Bourjon (1) la responsabilité du fait des bâtiments s'est aggravée puisque, même si aucune sommation n'a précédé la chute de l'édifice, le propriétaire est tenu d'indemniser la victime, sans que celle-ci ait à prouver autre chose que le dommage dont elle se plaint et l'existence d'un rapport de cause à effet, entre ce dommage et la ruine d'un bâtiment. (2)

Il convient de remarquer que, dans notre Ancien Droit, la responsabilité du fait des bâtiments a un champ d'application plus étendu qu'en droit romain. D'une part, elle peut-être invoquée par les passants qu'a blessés l'écroulement, aussi bien que par les voisins (3). D'autre part, elle est entendue assez largement. C'est ainsi que si un incendie a été communiqué, par une maison, à la maison

(1) Bourjon. *Op. cit.*, Liv. VI. Tit. III. Chap. 6, Sect. 2, N° x page 503.

(2) Le voisin peut se faire autoriser à consolider le bâtiment qui menace ruine et, pour se faire rembourser, il a contre le propriétaire une action privilégiée. Bourjon, *op. cit.*, Liv. VI. Tit. III, Chap. 6, Sect. 2, N°s 14 et 15.

(3) En ce sens, voy. Bourjon, *op. cit.*, Liv. VI, t. 3, chap. VII qui traite des dommages causés par les bâtiments dans 2 sections distinctes. « *De l'action contre celui dont le bâtiment par sa chute totale ou par portion a blessé quelqu'un* » et « *De l'action contre celui dont le bâtiment par sa chute totale ou par portion a endommagé le bâtiment d'un autre.* »

voisiné, le propriétaire, ou même le locataire de la maison dans laquelle le feu a pris naissance, est tenu d'indemniser le voisin, sans que celui-ci ait besoin de prouver sa faute : cette faute étant présumée. (1)

Quant aux choses inanimées, autres que les bâtiments, il y a des textes pour attester qu'on a toujours vu, en elles, des causes susceptibles de dommage. L'article 177, de la très ancienne coutume de Bretagne, est particulièrement significatif à cet égard « *Les chouses qui n'ont vie quand ils tuent morz homme ou famme ou autres chouses, dont aucune partie en fust endopmagiée, quant giens ou avairs ne feraient le meffait, ceulx à qui les chouses seraient qui fait auroient le meffait ne auroient que faire de les desdopmagier ne de les désavoer, si les chouses n'étaient sur chemin ou en ville, que ils feissent le meffait par deffaut de celui à qui les chouses seraient, adonc serait-il tenu de les desdopmagier sans autre péril de corps* ». (2)

Mais notre Ancien Droit, comme le Droit Romain, ne semble pas avoir soumis, à des règles spéciales, la réparation des dommages causés par ces choses inanimées.

Il ressort, de cet exposé, que les dommages, provenant du fait des animaux et de la ruine des bâtiments, étaient

(1) Bourjon, *op. cit.*, Liv. VI, tit. 3, chap. VIII Davot et Bannelier. *Traité du Droit Français à l'usage du duché de Bourgogne*, t. VII, page 536.

(2) Planiol. *La très ancienne coutume de Bretagne*. Bibliothèque bretonne armoricaine. Rennes. Plichon et Hervé, 1896, fasc. II page 189.

réglémentés d'une façon particulière ; qu'au contraire, ceux occasionnés par les autres choses inanimées étaient réparés, conformément aux principes du droit commun.

Pour marquer cette opposition, il était donc nécessaire que, dans ce chapitre préliminaire, nous envisagions la responsabilité du fait des choses *en général*.

PREMIÈRE PARTIE

Exposé historique des différentes théories de la doctrine et de la jurisprudence sur la Responsabilité du fait des choses inanimées.

La réparation des dommages occasionnés par les choses inanimées, n'était pas assurée spécifiquement, dans notre Ancien Droit.

Maintenant, on s'efforce, au contraire, de distinguer cette responsabilité du fait des choses, de celle du fait personnel, pour la soumettre à des règles particulières. Il importe de rechercher l'origine de ce mouvement, de se demander comment le problème qui nous occupe s'est trouvé posé, dans quel but plusieurs théories ont été successivement élaborées, en vue de le solutionner. En un mot, il convient de faire l'historique de la question, Après avoir ainsi dégagé les difficultés du sujet, nous serons mieux à même de le traiter.

Dans cette Première Partie, les différents systèmes relatifs à la responsabilité du fait des choses inanimées, ne seront exposés qu'en aperçu ; ils feront l'objet d'un examen plus approfondi, quand le moment sera venu d'aborder leur étude critique.

CHAPITRE PREMIER

RÉGIME DE LA FAUTE PROUVÉE, APPLICATION DES ARTICLES 1382 ET 1383

Les premiers tribunaux qui sont appelés, après la promulgation du Code Civil, à statuer sur les demandes en réparation de dommages occasionnés par des choses inanimées, autres que des bâtiments, s'appuient pour motiver leurs décisions, sur les articles 1382 et 1883. Ils décident, en conséquence, que le propriétaire ou le gardien de la chose n'est responsable, qu'autant que sa faute est établie, et que c'est la victime du dommage qui doit en faire la preuve, conformément à l'article 1315.

Les auteurs approuvent cette jurisprudence. Quelques-uns d'entre eux, comme Duranton, ne font même pas allusion à la responsabilité du fait des choses inanimées, comme source de responsabilité distincte, la laissant ainsi, sous l'empire du droit commun de l'article 1382. Ceux qui s'en occupent, l'étudient à propos de l'article 1386 et se bornent à observer que la disposition de ce texte n'exclut pas la responsabilité du propriétaire, lorsque le dommage

a sa cause dans la ruine ou la chute des choses inanimées, autres qu'un bâtiment, ajoutant que le principe posé par les articles 1382 et 1383 suffit à justifier la demande des dommages intérêts, lorsqu'une faute est prouvée mais, de l'article 1384, al. 1, il n'est nullement question (1). Voici notamment ce qu'écrit Larombière : « Le principe de la responsabilité, en cas de dommage causé par la ruine, la chute ou le choc des choses inanimées, est écrit dans les articles 1382 et 1383, et si l'article 1386 s'occupe spécialement de la ruine d'un bâtiment, ce n'est pas pour restreindre les cas de responsabilité, mais seulement pour y comprendre un cas d'une importante particulière » (2).

Aussi, quand les premiers accidents, causés par les machines, donnent lieu à des demandes en indemnités, les juges, sans hésiter, appliquent les articles 1382 et 1383.

En 1870, on essaie, pour la première fois, de soutenir, en cas d'explosion de machine, que le propriétaire doit être présumé en faute, en vertu de l'article 1384. Voici, dans quelles circonstances, la Cour de Cassation est appelée, après le Tribunal Civil et la Cour de Paris, à donner son opinion sur cette thèse nouvelle.

(1) Voy. Demolombe. *Cours de Droit Civil*, t. XXXI. « Traité des engagements qui se forment sans convention ». Paris, Lahure, éd. 1882, page 570 n° 664. Demante, Colmet de Santerre, *Cours analytique de Code Civil*, Paris, Plon, éd. 1865, t. V, n° 363 bis 1, et 366 bis 2. Duvergier. *Revue étrangère et française*, t. X, pages 425 et 601.

(2) Larombière. *Théorie et pratique des obligations*, Paris, Pédone, éd. 1885, t. VII, page 666.

Une dame Painvain, occupée à laver du linge dans une blanchisserie appartenant au sieur Deschamp, est blessée par l'explosion d'une chaudière à vapeur. Elle forme, contre le propriétaire du lavoir, une demande en dommages intérêts qui est rejetée par le Tribunal de la Seine (1). « Attendu que la femme Painvin n'établit pas, quant à présent, que l'événement, dont elle a été victime, ait été causé par la faute ou la négligence de Deschamp ». Devant la Cour, la demanderesse soutient que c'est à son adversaire à prouver le cas fortuit qui le libérerait. Mais la cour rejette sa demande par adoption de motifs du jugement qui lui était déféré. La dame Painvain se pourvoit alors en cassation disant : quiconque a une chose, en sa possession et en sa garde, doit répondre aux termes de l'article 1384, du dommage causé par le fait de cette chose ; ce n'est pas à la personne lésée, à prouver la faute ou la négligence commise, c'est au propriétaire, ou au gardien de la chose, à combattre, à faire évanouir la présomption et à établir sa libération, en prouvant qu'il n'a commis aucune négligence.

La question était donc nettement posée. La Cour de Cassation rejette le pourvoi (2) parce que : « l'existence d'une faute, légalement imputable, constitue l'une des conditions essentielles de l'action en responsabilité, que

(1) Trib. Seine, 19 mai 1868, confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 9 janv. 1869. D. 1870, 1. 361 ; S. 1871, 1. 9.

(2) Cass. 19 juill. 1870. D. 1870, 1. 361 ; S. 1871, 1. 9.

celui qui se prétend lésé, par un quasi délit est, en conséquence et en sa qualité de demandeur, tenu d'en justifier; que, faute par lui d'en rapporter la preuve, sa demande n'est pas établie et doit être rejetée, sans que le défendeur ait à prouver le fait sur lequel il fonde une exception de libération; que dans le cas où, comme dans l'espèce, il s'agit de l'explosion d'une machine à vapeur, et bien que cette explosion se rattache au fait actuel du propriétaire ou de ses agents, celui qui poursuit la réparation du dommage, par lui souffert, doit établir, outre l'accident, la faute qu'il leur impute, comme engageant leur responsabilité; qu'un pareil événement, qui peut être le résultat d'un cas fortuit et de force majeure, n'implique point nécessairement par lui-même la faute ou l'incurie du défendeur ». Et M. Labbé, dans une note insérée au *Sirey*, sous cet arrêt (1), approuve la décision de la Cour de Cassation écartant la théorie nouvelle qui commençait à se faire jour, en cas de dommage causé par une machine. « Tous les articles du chapitre des délits et des quasi délits, dit-il, ne répètent pas le mot *faute*, mais ils sont tous dominés, à cet égard, par le principe écrit dans le premier article de ce chapitre, l'article 1382. Que le dommage provienne de notre fait, ou du fait des choses nous appartenant, il n'y a pas à distinguer : « sans faute, point d'obligation ».

(1) S. 1871, 4. 9.

Le 7 novembre de la même année, la Cour d'Appel d'Alger (1) se prononce dans le même sens que l'arrêt de cassation précité : elle décide, en conséquence « que l'ouvrier qui s'est blessé, en s'avancant imprudemment sous une machine en mouvement, n'est pas fondé à réclamer des dommages-intérêts à son patron, à raison de cet accident. »

Deux arrêts rendus, l'un par la Chambre des requêtes, le 26 novembre 1877, (2) l'autre par la Chambre civile, le 9 mars 1880, (3) attestent que la Cour suprême continue à soumettre les accidents, causés par les machines, à l'application des articles 1382 et 1383. Et le 2 décembre 1884, la Chambre des requêtes décide encore que la demande, formée par un ouvrier contre son patron, en réparation du dommage à lui causé par l'explosion d'une mine, au moment où il la bourrait, est à bon droit rejetée, lorsqu'en

(1) Cour d'Alger 7 nov. 1870. D. 1870, 2. 212 ; *Adde* Lyon 12 août 1873. D. 1873, 2. 189 ; Paris 21 déc. 1874. D. 1876, 2. 72 ; Lyon, 9 mai 1874, S. 1874, 2. 316, Trib. civ. Marseille, 31 juillet 1876, confirmé par un arrêt de la Cour d'Aix du 10 janv. 1877. D. 1877, 2. 44 ; Cour de Nancy, 9 déc. 1876. D. 1879, 2. 47.

(2) Cass. req. 26 nov. 1877 ; D. 1878, 1. 118 et S. 1878, 1. 48 aux termes de cet arrêt, l'accident provenant d'un cas fortuit ne donne droit au profit de l'ouvrier blessé à aucune indemnité.

(3) Cass. civ. 9 mars 1880. D. 1880, 1. 296 la responsabilité du patron ne peut se trouver engagée, à raison de l'accident arrivé à un ouvrier, lorsqu'il est établi qu'aucune faute n'est imputable à son patron et que l'accident est imputable à l'ouvrier, Voy. à ce sujet Cass. req. 15 nov. 1881. D. 1183, 1. 159 ; S. 1884, 2. 6.

présence des hésitations des experts sur la cause précise de l'accident et des incertitudes des enquêtes, il est impossible d'affirmer que l'accident fut plutôt la conséquence de la faute commise par le patron (1) que le résultat de la négligence de l'ouvrier (2). « Attendu, dit l'arrêt, que si Perrin (le concessionnaire de la mine) a commis une faute, le demandeur en cassation devait établir que cette faute avait été la cause de l'accident... qu'en de pareilles circonstances, Brétéchié (l'ouvrier) n'avait pas fait la preuve qui lui incombait, en qualité de demandeur et en rejetant, par suite, son action, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles sus-visés (1382 et 1383). Par ces motifs, rejette... » (3)

Le Tribunal civil de Moulins, (4) le 8 janvier 1887, consacre une fois de plus le système de la faute prouvée. Appelé à statuer sur le dommage causé à un mineur, blessé par la chute d'une plaque de fonte, il deboute l'ouvrier de sa demande : « Considérant qu'aucun fait d'imprudence n'est relevé en l'espèce à la charge de Deciter (le

(1) Le patron avait eu le tort de fournir à son ouvrier un bourroir en fer dont le revêtement en cuivre n'avait pas la longueur déterminée par un arrêté préfectoral.

(2) L'ouvrier avait été lui-même assez imprudent pour charger la mine sans se servir d'une bourre d'isolement et pour mettre ainsi la poudre en contact avec une couche de brique pilée dont il n'avait pas eu le soin d'extraire les graviers.

(3) Cass. req. 2 décemb. 1884. S. 1886, 4. 367 et D. 1885, 4. 423
Adde : Orléans 13 déc. 1884. D. 1886, 2. 42.

(4) Moulins : 8 janv. 1887. S. 1887-2. 173.

patron) que la cause qui a déterminé la fracture des tire-fonds assujettissant la plaque, qui est tombée au fond du puits, reste absolument inconnue ; que les tire-fonds... ont un caractère de solidité très apparent ; que l'on se trouve en présence d'un cas fortuit ; par ces motifs, déclare Angot mal fondé en sa demande. »

Et, par application des articles 1382 et 1383, la Cour de Besançon, (1) en cas d'accident arrivé à des enfants, travaillant dans une usine, condamne le patron qui a été assez imprudent pour leur imposer un travail les mettant en contact avec les parties dangereuses d'une machine.

Un arrêt de la Cour d'Orléans, (2) rendu la même année, décide que l'ouvrier, qui se prétend victime d'un accident dû au mauvais état, ou au mauvais fonctionnement de l'instrument mis à sa disposition, doit prouver la faute qu'il impute à son patron, et dont il prétend faire découler la responsabilité de celui-ci, aucune présomption de faute n'existant contre le patron, considéré comme propriétaire de l'instrument.

Il ressort, de cette étude jurisprudentielle, que nos tribunaux, jusqu'en 1890, soumettent les dommages causés par les choses inanimées, autres que les bâtiments, au système de la faute prouvée.

Mais l'application des articles 1382 et 1383 aux accidents du travail offrait les graves inconvénients suivants :

(1) Besançon : 14 nov. 1888. D. 1890-2. 239.

(2) Cour d'Orléans, 20 déc. 1888. S. 1890-2, 14.

La responsabilité du patron, en cas d'accident, est subordonnée à l'existence d'une faute, dont la preuve doit être rapportée par l'ouvrier, demandeur en indemnité. Or, en pratique, l'ouvrier se trouve souvent dans l'impossibilité de faire cette preuve : il n'y a pas eu de témoins, ou les témoins sont morts des suites du même accident, ou encore, ils dépendent trop du patron pour oser dire ce qu'ils ont vu.

D'autre part, l'accident, dont la cause reste inconnue, provenant d'un cas fortuit proprement dit, est entièrement supporté par la victime, sans qu'elle puisse exercer aucun recours contre son patron (1).

Les inconvénients, résultant ainsi de l'application des principes du droit commun aux accidents du travail, se font, chaque jour, sentir davantage, à mesure que l'industrie se développe.

(1) Il résulte, de cette règle, disait M. Ricard dans le rapport par lui présenté à la Chambre des Députés, le 25 février 1892, que l'ouvrier est seul à supporter les conséquences de tous les accidents dus aux cas fortuits, à la force majeure, à sa faute même légère et excusable, enfin aux fautes de son patron, lorsqu'il est dans l'impossibilité de les prouver. Or, la preuve, dans ce dernier cas, est souvent impossible à faire lorsque l'état matériel des lieux a été modifié par l'accident, lorsque l'ouvrier a été tué ou grièvement blessé, ou lorsque les personnes présentes sont hors d'état de fournir un témoignage éclairé et impartial. Voy. Annexe n° 4926. *Journ. Offic.*, des 25-26-27 avril 1892, p. 301. Cpr. le rapport de M. Duché à la Chambre des Députés déposé le 28 nov. 1887, *Journ. Offic.*, docum. parlem. de 1887, page 386.

L'opinion publique s'émeut de ce fâcheux état de chose et, en attendant qu'une réforme législative intervienne (1), des tribunaux et des auteurs vont s'efforcer d'y apporter un remède. A cet effet, nous allons les voir distinguer la responsabilité du fait des choses, de celle du fait personnel et s'appliquer à solutionner la question des accidents du travail à l'aide des textes mêmes du Code civil.

Tel est le point de départ du mouvement qui tend à soumettre la responsabilité du fait des choses inanimées à des règles dérogatoires au droit commun des articles 1382 et 1383. Le but poursuivi par les tribunaux et les auteurs qui vont s'engager dans cette voie (2), sera d'assurer, plus

(1) La première proposition de loi concernant les accidents dont les ouvriers sont victimes dans l'exercice de leur travail date de 1881 ; l'initiative en revient à M. Martin-Nadaud. Cette proposition comprenait un article unique ainsi conçu : « Lorsqu'un homme louant ses services à un autre homme s'est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime. » *Journ. Offic.*, 1880, page 6179. Sur les autres propositions qui ont été soumises depuis au Parlement, consultez Blondet. *De la responsabilité des accidents du travail sous le régime du Code Civil et la loi du 9 avril 1898*. Thèse, Paris 1901. Chapitre III. Travaux préparatoires.

(2) En ce sens, voy. Baudry-Lacantinerie et Barde. *Traité de Droit Civil, Obligations*, T. IV, page 1190, n° 2966 «... lorsque les progrès de l'industrie et la multiplication des choses inanimées dangereuses rendirent les accidents plus fréquents, on sentit alors le besoin d'établir sur une autre base la responsabilité dont il s'agit. » Pisier, *De la responsabilité du fait des choses*. Thèse, Paris, 1899,

équitablement, la réparation des dommages provenant, non pas de toutes les choses inanimées, mais seulement des choses machines.

pages 19 et s. Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*. Paris. A. Rousseau, année 1897, page 17.

CHAPITRE DEUXIÈME

PALLIATIFS APPORTÉS A LA THÉORIE TRADITIONNELLE PAR LA JURISPRUDENCE ET LES AUTEURS

SECTION I

Théories ayant pour but de faciliter ou de renverser la charge de la preuve

§ 1. — APPLICATION DE L'ARTICLE 1386 GÉNÉRALISÉ

Les premières tentatives faites pour soustraire la responsabilité du fait des choses inanimées à la doctrine traditionnelle, remontent à l'année 1877. En vue de faciliter la preuve exigée du demandeur en indemnité, quelques juridictions généralisent l'article 1386, en englobant, sous le vocable de « bâtiment », tous les immeubles par destination. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris (1), du

(1) Paris, 20 août 1877. S. 1878, 2. 48 ; on remarquera que la formule

20 août 1877, s'appuie sur ce texte pour statuer sur la demande en indemnité d'un passant blessé par la chute d'un arbre, sur la voie publique (1). Et dix ans plus tard, la Cour de cassation élargit encore le champ d'application de l'article 1386.

Un volant et deux poulies s'étaient brisés dans une usine, renversant des pans de mûr, dont un débris avait atteint un ouvrier et l'avait tué sur le coup. La veuve réclame une indemnité, en se fondant sur ce que l'accident avait été déterminé par un vice de construction de la machine. La demande, ainsi motivée, est repoussée par le Tribunal d'Avesnes et la Cour de Douai. Il ne suffit pas, affirmaient ces juridictions, de prouver la mauvaise construction de la machine « il faudrait encore établir que ce vice provient de la faute du propriétaire de l'usine ». Le Tribunal et la Cour d'appel appliquaient donc, purement et simplement, l'article 1382. La Cour suprême saisie, à son tour, de la question écarte ce texte, en utilisant ingénieusement l'article 1386 : elle affirme que cette disposition vise, non pas seulement les bâtiments, mais « tout ce qui en dépend, par incorporation » notamment les ma-

de l'arrêt ne doit pas être acceptée sans réserve en tant qu'elle rattache la responsabilité à la propriété.

(1) Nous verrons, plus récemment, la Cour de Grenoble écarter en pareille hypothèse l'art. 1386 pour faire application de l'art. 1384, al. 1, interprété comme édictant une présomption de faute au profit de la victime

chines fixées au sol (1). En conséquence, elle décide que la demanderesse en indemnité devait établir l'existence d'un vice de construction, mais qu'elle ne saurait être tenue de prouver, en outre, une faute du propriétaire, par suite de laquelle ce vice se serait produit.

Un arrêt de la Cour de Paris (2), en date du 19 mai 1893, étend encore le domaine d'application de l'article 1386, dans l'espèce suivante :

Un mécanicien, appelé Teffaine, avait été tué par l'explosion de la machine d'un remorqueur, l'accident provenait du défaut de soudure d'un tube. A la suite d'une demande en dommages-intérêts, introduite par la veuve de la victime, la Cour de Paris motive ainsi sa décision :

« Attendu..... que le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par un vice de construction (art. 1386 Code civ.); que, par analogie, il est juste de décider qu'en confiant à Teffaine une machine, Gussiez et Cousin sont responsables du dommage qui a été occasionné par un vice de construction de la dite machine..... Infirmes..... » La Cour d'appel, dans ses motifs, soumet donc le défendeur aux

(1) Cass. 19 avril 1887. S. 1887, 1, 217, et la note.

(2) Cour de Paris, 19 mai 1893 sous cass S. 1897, 1, 17 et D. 1897, 1, 433. En faveur du système de la faute prouvée voy. Bordeaux, 9 nov. 1892. S. 1893-2, 148 ; Rennes. 20 mars 1893. D. 1893, 2, 526 et S. 1894, 2, 36 ; Req. 5 avr. 1894. D. 1894, 1, 478 et S. 1897, 1, 229.

conditions d'application de l'article 1386, bien que le dommage ait été causé par la machine d'un remorqueur, qui n'est autre qu'une chose mobilière inanimée (1).

Nous aurons, dans la partie critique de notre thèse, à nous demander si ces extensions de l'article 1386 méritent d'être approuvées.

Ce qu'il importe d'indiquer, dès maintenant, c'est le but que se proposaient ces juridictions en appliquant l'article 1386, au lieu des articles 1382 et 1383 : elles voulaient faciliter aux victimes des choses inanimées, et surtout des machines, une preuve souvent embarrassante.

La situation de l'ouvrier, semble-t-il, se trouvait améliorée puisqu'il lui suffisait d'établir le vice de construction, ou le défaut d'entretien, de la machine pour que le patron fut déclaré responsable, malgré son absence de faute, ou le caractère occulte du vice incriminé. Mais en réalité, il n'en était pas ainsi. Démontrer le vice de construction d'un mécanisme, souvent fort compliqué, était presque aussi difficile, pour l'ouvrier, que de dénoncer la faute ou la négligence du propriétaire de l'outillage. Il fallait se livrer

(1) Cfr. Amiens, 24 janvier 1907. S. 1908, 2, 50. L'arrêt décide nettement qu'un meuble, devenu immeuble, par destination, n'en conserve pas moins sa nature qui est réputée essentiellement mobilière. La Cour d'Amiens applique l'art. 1384, al. 1. Il y a lieu de remarquer que l'art. 1386 était, dans l'espèce, invoqué par le défendeur, justement pour faire échec au principe général que l'on dégage de l'art. 1384. C'est peut être la première fois qu'on assiste à ce curieux renversement d'argument.

à un examen minutieux de l'objet, voir si la machine avait été construite selon toutes les règles de l'art, et convenablement entretenue. Un pareil examen était même rendu impossible toutes les fois que la machine, cause de l'accident, avait été complètement détruite, à la suite d'une explosion. Comment savoir alors, si elle avait été mal construite?

Le but poursuivi par les juridictions qui appliquent l'article 1386 se trouvait donc imparfaitement atteint et il fallait chercher ailleurs une solution à la question des accidents provenant du machinisme.

§. 2. — THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

Entre temps, deux auteurs, MM. Sauzet et Saintelette, imaginent alors d'assurer la réparation des accidents du travail, à l'aide des principes contractuels. Ils soutiennent que le patron n'est pas seulement tenu de payer à l'ouvrier un salaire, mais qu'il doit aussi lui livrer un matériel en bon état et prendre toutes les précautions utiles pour éviter des accidents. « Le patron, dit M. Sauzet, (1) doit veiller à la sécurité de l'ouvrier, c'est à dire, qu'il doit le conserver sain et sauf au cours de l'exécution du travail dangereux

(1) Sauzet, *De la responsabilité des patrons envers les ouvriers*, dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*. Année 1883, page 616. Saintelette, *De la responsabilité et de la garantie*, année 1884, page 155.

qu'il lui confie et qu'il dirige ; il doit, à chaque instant, pouvoir le restituer à lui-même, valide comme il l'a reçu ». Et M. Saintelette ne tient pas un autre langage : « L'ouvrier est, comme l'assuré, un créancier de sureté ». La conséquence naturelle de ces prémisses est que l'ouvrier se trouve dispensé de prouver la faute du patron ; en cas d'accident, il suffit qu'il établisse la cause génératrice de sa créance, c'est à dire l'existence d'un contrat de louage d'ouvrage et c'est au patron qui se prétend libéré à prouver, comme tout débiteur, la cause qui le libère (article 1315 al. 2) La thèse contractuelle, outre qu'elle soulevait de graves difficultés, au sujet de la détermination exacte de l'étendue de la dette de garantie incombant au patron, avait pour résultat d'admettre la validité des clauses d'irresponsabilité.

C'est pourquoi elle ne fut pas admise par notre jurisprudence (1).

Nous n'insisterons d'ailleurs pas davantage sur cette

(1) Cependant de 1888 à 1895 le Tribunal de commerce de la Seine est resté obstinément attaché à la thèse de Saintelette. Entre autres décisions voy. trib. com. Seine, 7 mars 1888, *Gaz. Pal.*, 1888, 1, 48 ; 8 août 1891, *Gaz. Pal.*, 1891-2, 317 ; 3 oct. 1891. *La Loi*, 26 oct. 1891 ; 5 av. 1893, *Gaz. Pal.*, 1893, 1, 504 ; 21 juin 1893. *Le Droit*, 19 juill. 1893 ; 10 déc. 1893, *Gaz. Pal.*, 1893, 2, 459 ; 8 mars 1894, *Gaz. Pal.*, 1894, 1, 453 ; 6 déc. 1894. *La Loi*, 8 janv. 1895 ; 20 mai 1895. *Gaz. Pal.*, 1895, 2, 27. Une décision du 27 mai 1895 *Le Droit*, 27 juin 1895, marque le point de départ d'un revirement qui s'est produit dans la jurisprudence de ce tribunal.

théorie (1) qui laissait forcément, en dehors de son domaine d'application, les personnes « conventionnellement étrangères l'une à l'autre » mais nous tenions cependant à la signaler, à cette place, comme une phase historique de l'évolution que nous sommes en train de retracer.

§ 3. — SYSTÈME DE LA PRÉSUMPTION DE FAUTE FONDÉ SUR
L'ARTICLE 1384, ALINÉA 1, « IN FINE »

A partir de 1888, plusieurs décisions judiciaires préfèrent, à la théorie contractuelle, un autre système permettant de renverser également la charge de la preuve, tout en étant d'une application plus générale.

Ce système qui se fonde uniquement sur l'art. 1384, al. 1, *in fine*, avait été condamné formellement par la Cour de Cassation (2) en 1870, mais il avait été, depuis, repris et défendu par Laurent. D'après le savant auteur belge, les rédacteurs de notre Code, en décidant qu'on est responsable « des choses que l'on a sous sa garde » ont voulu consacrer l'existence d'une responsabilité du fait des

(1) Au sujet de cette théorie, cf. Glasson, *Le Code Civil et la question ouvrière*. Rouard de Card, *France judiciaire*, année 1891, 1^{re} partie, page 97; Pic, *Législation industrielle*, T. I, p. 361; De Courcy, *Le Droit et les ouvriers*, pages 30-41; Lyon-Caen. Note au Sirey, 1883, 1, 129; Labbé, notes au Sirey, 1885, 4 25 et 1886, 2, 97. Chavegrin, note au Sirey, 1896, 2, 225; Esmein, note au Sirey, 1897, 1, 17.

(2) Voy. *Supra*, p. 33-34.

choses, distincte de celle du fait personnel. Et puisque l'art. 1384, al. 1. n'exige pas la preuve d'une faute pour les dommages commis par des enfants ou des domestiques, il doit en être de même pour les choses inanimées qui sont sous notre garde.

Nous n'avons pas à apprécier ici la valeur doctrinale de cette interprétation « en harmonie avec les faits et l'équité ». Mais, ce qu'il convient de remarquer, c'est la préoccupation à laquelle obéit son promoteur. « Les accidents causés par les machines, nous dit-il (1), sont journaliers, ils ne peuvent guère provenir que de l'imperfection de la machine ou d'une négligence de l'ouvrier, donc le législateur a pu présumer la faute ». Et il ajoute « n'est-il pas juste, que le propriétaire de la machine supporte le dommage plutôt que celui qui en est victime ? » Cet auteur prend, comme exemple, un accident de machine, il raisonne uniquement sur cette hypothèse, sans envisager les dommages qui peuvent être causés par d'autres choses inanimées.

Laurent ne précise pas le caractère de cette présomption qui serait ainsi instituée par l'art. 1384, al. 1, mais il laisse à entendre qu'à son avis, la preuve contraire doit être réservée. « C'est au demandeur à établir, s'il y a lieu, qu'il n'y a pas de faute à lui reprocher » (2).

(1) Laurent, *Principes de Droit Civil*, 3^e éd. Paris. Durand et Pedone-Lauriel, t. XX, page 694.

(2) Laurent, *op. cit.*, t. XX, page 692.

La première décision qui se prononce, en ce sens, est un jugement du Tribunal Civil de Gien (1), du 26 avril 1888, statuant sur la demande d'indemnité, introduite par la victime d'un accident du travail. Un ouvrier d'une faïencerie, ayant eu un doigt mutilé par une scie circulaire, réclame des dommages-intérêts à son patron. Mais à la suite d'enquête, de contre-enquête et d'expertise, il ne peut réussir à établir aucune faute à la charge du propriétaire de l'usine. Le Tribunal donne cependant gain de cause à l'ouvrier « Attendu qu'aux termes de l'art. 1384 du Code civil, on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde ; que cet article établit, au profit de la victime du dommage, et contre le propriétaire de la chose, une *présomption légale de faute*, à la charge du propriétaire de la chose, cause du dommage ». Mais la Cour d'Orléans infirme ce jugement et revient à la doctrine traditionnelle des art. 1382 et 1383 car, dit-elle, « tous les moyens d'investigation, auxquels le Tribunal a eu recours, n'ont pu faire connaître les véritables causes de l'accident, ni même les conditions dans lesquelles il s'est produit ».

Quelques années plus tard, le Tribunal de Bourgoïn (2) applique le même système que celui de Gien, à propos d'un accident causé, non plus par une machine, mais par un arbre qui, dans sa chute, avait écrasé un passant. La ville, gardienne de l'arbre, est condamnée « Attendu que

(1) Gien, 26 avril 1888, S. 1890-2, 14.

(2) Bourgoïn, 10 juin 1891. S. 1893, 2, 205.

l'art. 1384 du Code civil édicte *une présomption de faute* relativement aux dommages causés par le fait des choses que l'on a sous sa garde, qu'en établissant cette présomption, le dit article ne déroge pas au principe général posé dans les art. 1382 et 1383; qu'il faut une faute pour engendrer la responsabilité, car si chacun est responsable des accidents causés par les vices et les défauts de la chose dont il est propriétaire, ou dont il se sert, c'est qu'il peut s'en défaire et que, s'il la conserve, il doit veiller à ce qu'elle ne cause aucun dommage, de telle sorte, qu'il y a faute de sa part, à ne pas s'en être défait ou de ne pas y avoir veillé, lorsque le vice de la chose pouvait occasionner un dommage ».

Les juges de Bourgoin, à l'appui de leur décision, invoquent, en outre, la doctrine d'après laquelle l'art. 1386 pourrait être étendu, avec ses deux conditions de défaut d'entretien ou de vice de construction, à toutes les choses inanimées. La Cour de Grenoble confirme ce jugement, par adoption de motifs.

Le 19 mars 1895, la Cour de Dijon décide également, à propos de l'incendie communiqué à une récolte, par l'explosion d'une locomobile, que c'est au défendeur à prouver que l'accident a été dû exclusivement à un cas fortuit. Il y a lieu de remarquer que cette décision, comme la précédente, s'appuie en même temps sur l'art. 1386, dont les conditions avaient été établies par l'expertise.

Il nous reste maintenant à rechercher le caractère de

cette présomption. Les jugements de Gien, de Bourgoin et l'arrêt de Dijon sont formels, il s'agit d'une présomption absolue, qui ne disparaît que devant la preuve soit d'une faute de la victime, soit d'un cas fortuit ou de force majeure. Le premier est ainsi conçu : « Attendu que cet article (1384) établit au profit de la victime des dommages et contre le propriétaire de la chose, une présomption légale de faute, à la charge du propriétaire de la chose, cause du dommage ; que cette présomption *juris tantum* peut sans doute disparaître, s'il est prouvé que le dommage n'est dû qu'à l'imprudence de la victime. »

D'après l'arrêt de Dijon « la présomption légale de responsabilité, édictée par le dit article (1384), ne disparaît, qu'en cas de force majeure ». Pour être complet, il aurait dû ajouter que cette présomption disparaît également en cas de faute de la victime.

Quant au jugement de Bourgoin, voici comment il s'exprime, au point de vue de la preuve contraire : « Attendu que le défendeur est obligé, pour s'exonérer de la responsabilité, de prouver soit le cas fortuit ou de force majeure, soit la faute du demandeur. »

Ces trois décisions se bornent à déclarer que cette présomption est absolue, sans chercher à justifier leur affirmation. Peut-être, ont elles inféré la présomption absolue du silence de l'art. 1384 qui ne réserve pas la preuve contraire touchant le fait des choses, alors que cette preuve est réservée, chaque fois que dans les alinéas suivants, le

législateur l'a jugé utile. A cette observation, il est facile de répliquer, par cette simple remarque, que la preuve contraire est de règle générale (art. 1352 al. 2) il n'y a de présomptions irréfragables, que celles édictées par la loi. Sans doute, ces tribunaux ont-ils pensé, avec M. Labbé, que la preuve d'un fait négatif, l'absence de faute, est impossible. Mais, ainsi que nous le verrons, il doit être permis, au propriétaire, de démontrer qu'il s'est conduit, dans une hypothèse donnée, avec toute la diligence qu'on était en droit d'attendre de lui.

Quoiqu'il en soit, avec le système de la présomption absolue on en arrivait, en fait, à rendre le propriétaire responsable du dommage causé par sa chose, sans se préoccuper de savoir s'il avait, ou non, commis une faute : c'était déjà presque reconnaître qu'il était, de *plein droit* responsable. La victime n'avait plus à prouver la faute du propriétaire, il suffisait qu'elle établisse un rapport de cause à effet, entre la chose et le préjudice souffert. Le propriétaire ne pouvait plus dégager sa responsabilité et écarter la présomption pesant sur lui, qu'en dénonçant le cas fortuit, la force majeure ou la faute de la victime.

Vers 1894, la question des accidents du travail, que nous retrouvons à toutes les étapes de l'évolution que nous étudions, arrive à l'état aigu. Quelques juridictions, ainsi que nous venons de le voir, avaient bien tenté de la solutionner, en s'appuyant, soit sur l'article 1386, soit sur

l'article 1384, alinéa 1, mais la grande majorité de la jurisprudence continuait à appliquer le système de la faute prouvée. Or, d'après une statistique, figurant au Bulletin du Comité permanent des accidents de travail (1), il venait d'être démontré que 47 0/0 des accidents graves, (c'est-à-dire des accidents de travail suivis de mort ou d'une d'incapacité de travail de plus de treize semaines) appartenaient aux cas fortuits et aux événements de force majeure, 20 0/0 étaient imputables à la faute du patron, 25 0/0 à celle de l'ouvrier et 8 0/0 à celle de l'un et de l'autre.

L'application des articles 1382 et 1383, aux accidents de travail, avait pour résultat d'en laisser près de la moitié sans réparation par suite de l'impossibilité, pour l'ouvrier, de démontrer la faute du patron.

En vue de remédier à ce fâcheux résultat, M. Félix Faure avait déposé une proposition de loi tendant à introduire, en matière de responsabilité, un nouveau principe : *le risque professionnel*, c'est-à-dire l'obligation, pour le patron, de réparer les accidents, sans cause connue, arrivés à son ouvrier, par suite de l'exercice de sa profession. Un projet de loi avait même été élaboré, en ce sens, par la Commission chargée d'étudier la question, mais il n'avait pas encore reçu force de loi.

En présence des lenteurs apportées à la réalisation de cette réforme, dont la nécessité se faisait chaque jour

(1) Cette statistique est citée dans le rapport de M. Poirrier au Sénat, *Journal Officiel* du 23 juin 1895, Doc. parl., Annexe, n° 73.

sentir davantage, quelques auteurs cherchent alors à faire pénétrer, dans notre droit, l'équivalent du risque professionnel, en se servant des textes de notre Code Civil. Rompant complètement avec l'idée de faute, ils soutiennent que, d'après les termes mêmes de l'article 1384 al. 1, *in fine*, la responsabilité du dommage, causé par une chose est une suite nécessaire du droit de propriété. Et relativement aux accidents du travail, ces auteurs concluent que le patron doit être responsable, non plus à raison d'une faute de sa part, mais en sa qualité de propriétaire de l'outillage industriel. Il nous reste donc, pour compléter cette première partie de notre étude, à retracer le développement de cette doctrine nouvelle, appelée d'abord : *système du risque*, connue depuis, sous le nom de : *théorie objective*, ou de la *responsabilité légale*.

SECTION II

Théorie de la Responsabilité objective

C'est dans une note au Sirey (1) que nous voyons esquisser, pour la première fois, une conception qui au dire de M. Labbé sommeillait au fond de beaucoup d'esprits, conception d'après laquelle « l'homme doit prélever, sur la valeur de sa chose et sur le profit qu'il en a retiré,

(1) Labbé, note au S. 1871, 1, 9.

de quoi indemniser les tiers, à qui la chose a nui. » L'éminent professeur, loin de considérer la responsabilité comme une charge de la propriété, s'efforce de repousser cette conception.

Quelques années plus tard, Laurent reprend cette idée : qu'il est juste que la responsabilité soit une charge de la propriété. Toutefois, il l'invoque seulement comme une considération complémentaire d'équité, en faveur de l'interprétation qu'il donne à l'article 1384, alinéa 1, *in fine* et loin d'admettre l'existence d'une responsabilité objective du fait des choses, il reconnaît explicitement que « le législateur a pu présumer la faute. »

La situation fâcheuse faite aux victimes des accidents du travail, par l'application des art. 1382 et 1383, amène M. Labbé à changer d'opinion. Après avoir soutenu pendant quelque temps la thèse contractuelle (1), l'éminent professeur, en 1890, se rallie ouvertement à la théorie du risque dans les termes suivants : « Nous avons, en 1871, lié essentiellement la responsabilité à la faute ; mais, après une réflexion plus profonde, une étude plus attentive de la rédaction de la loi, plus touché que nous ne l'avons été de la corrélation entre les chances bonnes ou mauvaises d'une opération volontaire, entre les profits et les risques d'une entreprise, nous changeons de sentiment et nous accordons, en équité, notre adhésion au

(1) Notes au S. 1885, 4, 25 ; S. 1886, 2, 97.

principe : que celui qui perçoit les émoluments procurés par une machine, susceptible de nuire aux tiers, doit s'attendre à réparer les préjudices que cette machine a causés (1). »

A partir de 1894, nous voyons cette conception, jusqu'à restée assez vague, se préciser, sous l'influence de M. Saleilles qui devient bientôt le champion de la théorie du risque.

A cette date, il dégage de l'art. 1384, alinéa 1 une obligation légale, (2) le savant professeur divise les choses inanimées en deux catégories : 1^o celles qui ont besoin qu'on les garde parce qu'elles consistent dans un mécanisme dont le fonctionnement est une menace perpétuelle, pour ceux qui en approchent et qui en ont le maniement, et auxquelles l'art. 1384, alinéa 1 doit être appliqué ; 2^o celles au contraire « dont normalement on ne peut craindre aucun danger » et qui, par suite, n'échappent pas à l'empire des art. 1382 et 1383. Cette distinction semble donc n'être imaginée que pour soustraire, à l'application du système de la faute prouvée, les dommages provenant des machines, puisque de l'avis même de son auteur « la théorie de l'obligation légale doit être limitée aux seuls cas où la pratique industrielle exige une protection spéciale. »

(1) Note au S. 1890, 4, 17.

(2) *Rev. bourguig. de l'Enseign. sup.*, 1894, p. 661.

Entre temps, interviennent deux importants arrêtés rendus le premier, par le Conseil d'État (1), le 21 juin 1895, le deuxième, par la Chambre Civile de la Cour de Cassation (2), le 16 juin 1896, statuant, tous deux, sur la demande en indemnité d'un ouvrier blessé par une machine, ils semblent condamner le patron, abstraction faite de toute faute de sa part. Nous réservons, pour le moment, la question de savoir quel est le sens, la portée de cet arrêt de la Chambre Civile.

A la suite de ces deux décisions, M. Saleilles reprend et précise sa théorie dans une brochure fort remarquée (3), parue en 1897, et dans une note accompagnant l'arrêt de la Chambre civile précité.

Avec cette théorie, la situation des victimes du machinisme se trouve encore améliorée. L'ouvrier, pour obtenir une indemnité, n'est pas tenu d'établir la faute de son patron, puisque celui-ci est de plein droit responsable, en sa qualité de propriétaire de l'outillage industriel. Et la doctrine de M. Saleilles se rapproche, par ce côté, de celle de la présomption de faute, *juris* et de *jure*, mais elle en diffère, à un autre point de vue : elle n'admet pas que le patron puisse s'exonérer de la responsabilité qui lui in-

(1) Cons. d'État, 21 juin 1895, S. 1897, 3, 33 (note de M. Hauriou).

(2) Cass. civ., 16 juin 1896, D. 1897, 1, 433, note de M. Saleilles et S. 1897, 1, 17, note de M. Esmein.

(3) Saleilles, « *La responsabilité civile et les accidents du travail* ». Paris, Rousseau, 1907.

combe, en démontrant que la cause de l'accident est inhérente au fonctionnement même de la machine, réside dans un cas fortuit, proprement dit. Or, c'est précisément ce résultat que se proposaient d'atteindre les partisans du risque professionnel.

La même année, la théorie objective voit se révéler un autre ardent défenseur, M. Josserand, dont la monographie intitulée « *De la Responsabilité du fait des choses inanimées* » remporte, dans le monde juridique, un succès mérité, par la clarté d'exposition, la richesse et l'habileté d'argumentation de son auteur. On remarque, dans l'ouvrage de M. Josserand, une certaine tendance à appliquer le système de la responsabilité objective à toutes les choses inanimées et cette tendance n'allait pas tarder à s'accroître pour une raison qu'il convient maintenant d'indiquer : le 9 avril 1898, intervient enfin une loi soumettant à des règles spéciales la réparation des accidents du travail.

A la suite de cette loi, la théorie de MM. Saleilles et Josserand, imaginée en vue d'améliorer la situation des ouvriers victimes d'accidents industriels, n'avait plus sa raison d'être (1). Pour qu'elle ne tombe pas dans l'oubli, ses promoteurs s'efforcent de la consolider en la généralisant. Ils soutiennent, à cet effet, que d'après l'article 1384, al. 1, tout propriétaire est de plein droit responsable des

(1) Voy. en ce sens Beudant et Capitant, *Théorie générale de la responsabilité civile*. *Annales de l'Université de Grenoble*, année 1906, t. XVIII, p. 463, n° 88.

dommages causés par les choses inanimées qu'il a sous sa garde. Ces auteurs décident en conséquence :

1° Que le demandeur en indemnité n'a pas à démontrer la faute de son adversaire, il suffit qu'il établisse que le dommage, dont il souffre, provient bien du fait de la chose ;

2° Que le propriétaire ne peut pas échapper à la responsabilité qui lui incombe en prouvant : soit qu'il n'a commis aucune faute, soit que la cause du dommage, inhérente à la chose, réside dans un cas fortuit proprement dit.

Voici dès lors la conclusion qui se dégage de cette première partie de notre thèse.

Les différentes théories qui s'écartent de la doctrine traditionnelle ont été imaginées antérieurement à la loi du 9 avril 1898, dans le but d'améliorer la situation faite par l'application des articles 1382 et 1383 aux victimes des accidents industriels. Leurs auteurs ont tâché à l'aide des textes qu'ils avaient à leur disposition, d'assurer plus équitablement la réparation des accidents provenant du machinisme, sans se préoccuper de savoir comment le problème de la responsabilité du fait des choses inanimées doit être résolu d'après le Code civil.

DEUXIÈME PARTIE

De la responsabilité du fait des choses inanimées d'après le Code Civil

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE DU CODE SUR LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES SPÉCIALEMENT DU FAIT DES CHOSES INANIMÉES

La plupart des systèmes qui viennent d'être exposés sont tendancieux, aussi convient-il, pour découvrir la vérité législative, de les laisser momentanément de côté. Nous nous proposons, ainsi que l'indique le titre même de notre thèse, de rechercher à quelles règles la responsabilité du fait des choses inanimées se trouve subordonnée, d'après notre Code Civil. Voici, à cet effet, la méthode que nous avons l'intention de suivre, parce qu'elle nous paraît la plus propre à atteindre ce résultat.

Nous allons rechercher, en nous aidant des précédents historiques et des travaux préparatoires, quel est, parmi les articles qui figurent au chapitre « Des délits et des quasi-délits » celui applicable aux choses inanimées.

Une fois ce texte connu, nous étudierons les conséquences qu'il comporte en faisant ressortir, s'il y a lieu, les critiques que soulèvent ces conséquences. En un mot, nous allons, dans cette deuxième partie de notre étude, interpréter les textes, en vue de découvrir la vérité législative et non pas, comme on l'a fait trop souvent, dans le dessein de les réformer.

Nous sommes d'autant plus autorisé à procéder de la sorte, que nous nous réservons d'indiquer, par la suite, comment il est désirable, en législation, de voir régler la responsabilité du fait des choses inanimées.

Mais comme notre sujet se rattache à un problème plus large : celui de la responsabilité du fait des choses *en général*, il est nécessaire que nous abordions, d'une façon au moins sommaire, l'étude des art. 1385 et 1386 qui visent les dommages dus au fait des animaux, ou à la ruine des bâtiments.

Ces deux textes ont un sens certain, dénué d'obscurité, c'est donc par eux qu'il convient de commencer, avant de passer à l'art. 1384, al. 1, dont la rédaction, au contraire, assez souple, se prête à diverses interprétations. Nous suivons ainsi la méthode indiquée par Descartes « Partir de l'intuition des choses plus faciles, pour s'élever,

par les mêmes degrés, à la connaissance de toutes les autres ».

SECTION I

Responsabilité résultant de la ruine des bâtiments

Contrairement à l'ordre du Code, nous étudierons, en premier lieu, l'article 1386, parce qu'ainsi que nous le verrons, il y a lieu de rapprocher l'art. 1384, al. 4 *in fine* de l'article 1385.

L'article 1386 décide que : « Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien, ou par le vice de sa construction ». Quand un édifice s'écroule, en causant quelque dommage aux immeubles voisins, ou même à des personnes, (1) à quelles conditions le deman-

(1) A la différence du droit romain, mais conforme en cela à notre ancien droit, l'art. 1386 est absolument général, et peut être invoqué, aussi bien par les passants qu'a blessés l'écroulement, que par les voisins sur le fonds desquels il s'est produit. Voy. en ce sens : Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 4^e édit., Cosse-Marchal et C^{ie}, 1869-1878, t. IV, page 772 ; Demolombe, *Cours de Code Napoléon. Traité des engagements qui se forment sans convention*, Paris, Lahure, 1882, t. XXXI, n^o 659 ; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, nouvelle édit., Paris, Pédone-Lauriel, 1885, t. VII, page 658 ; Laurent, *Principes de droit civil*, 2^e édit., Paris, Durand et Pédone-Lauriel, 1876-1878, t. XX, n^o 644 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité théorique et pratique de droit civil (Des obligations)*, 3^e édit., Paris, Larose, 1908, t. IV, p. 676, n^o 2.958.

deur en indemnité peut-il obtenir une réparation du préjudice qui lui a été causé ? Qui doit-il poursuivre, que doit-il prouver ? L'article que nous venons de citer, répond à cette double question.

Personnes responsables : C'est le propriétaire de l'édifice qui est seul tenu d'indemniser la victime, même si, au moment de l'éroulement, il n'a ni la possession, ni la jouissance du bâtiment (1). On justifie cette solution par cette considération que c'est au propriétaire qu'il appartient de surveiller son bâtiment. Est-ce bien rationnel ? Il nous semble que lorsque le propriétaire n'est plus en contact direct avec son bâtiment, soit qu'il l'ait loué, soit que, malgré lui, il en ait été dessaisi, au profit d'un usufruitier, ce devoir de surveillance devrait passer au possesseur, même à l'égard des tiers (2).

Sans doute le propriétaire peut bénéficier d'un recours contre celui par la faute duquel est arrivé l'éroulement,

(1) Il en est ainsi notamment si le bâtiment se trouve lors de sa chute occupé par un locataire ou un usufruitier. Cfr. Aubry et Rau, *loc. cit.* ; Larombière, *loc. cit.* ; Demolombe, *op. cit.*, t. XXI, n° 658 ; Laurent, *op. cit.*, XX, n° 640 ; Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, Paris, Pichon, 1892-1903, t. VIII, n° 454 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *loc. cit.*

(2) L'article 836 du Code civil allemand paraît préférable à notre article 1386 ; prévoyant cette même hypothèse de la chute d'un bâtiment, il en rend responsable non pas le propriétaire, mais le possesseur pour soi (*Eigenbesitzer*). Le Code civil italien (art. 1.155) et le Code civil espagnol (art. 1907) s'en tiennent, comme le nôtre, à la responsabilité du seul propriétaire.

ce sera, par exemple, contre le vendeur de la maison, ou contre l'entrepreneur qui l'a construite (article 1792) mais cela ne modifie nullement sa situation envers la victime. La personne qui doit être poursuivie étant déterminée, il nous faut maintenant examiner à quelles conditions de preuve se trouve subordonnée l'action en réparation de la victime.

Conditions d'application de l'article 1386 (1). — Le demandeur n'a pas à prouver la faute du propriétaire (2) il suffit qu'il démontre : 1° que le dommage causé est dû à la ruine totale ou partielle d'un bâtiment (3). 2° que la ruine provient bien d'un défaut d'entretien, ou d'un vice de construction (4). Cette preuve faite, le propriétaire sera néces-

(1) Nous nous bornerons ici à indiquer ces conditions très succinctement, notre sujet portant sur la responsabilité du fait des choses inanimées autres que les bâtiments.

(2) Voy. Cass. civ. 19 avril 1887, S. 1887, 1, 217. « Attendu que la victime du dommage causé par la ruine d'un bâtiment n'est tenue d'établir en outre toute autre faute du propriétaire, par suite de laquelle ce vice se serait produit ; attendu, qu'en décidant le contraire et en statuant ainsi qu'il l'a fait, l'arrêt attaqué a formellement violé l'article sus-visé (1386, Casse, etc...

(3) L'expression ne comprend pas les cas dans lesquels un objet faisant partie de la construction s'en détache et occasionne un accident : par exemple, une pierre se détache d'une corniche ; un tuyau de cheminée mal assujéti, est emporté par le vent ; le bâtiment n'est pas ruiné pour cela, pour qu'il y ait ruine, il faut qu'il y ait destruction totale ou partielle de l'édifice ou de gros ouvrages. En pareil cas, des tribunaux appliquent l'article 1384, al. 1, *in fine*. Voy. Melle, 27 mai 1899 sous Cass. civ., 30 juin 1902, D. 1907, 1, 437.

(4) Si une tribune édifiée en vue de supporter 50 personnes, et

sairement responsable, malgré le caractère occulte du vice incriminé ou son absence de faute (1), il ne sera exonéré que si l'accident est dû soit à un cas fortuit, soit à une faute de la victime (2). Maintenant que nous connaissons les conditions d'application de l'article 1386, il nous reste à rechercher quel est son fondement.

Fondement de l'article 1386. — Le législateur présume que le défaut d'entretien ou le vice de construction du bâtiment sont dus à une faute du propriétaire (3). Il suffit, pour se convaincre que telle est bien sa pensée, de se reporter aux Travaux préparatoires de notre Code civil. Le passage suivant, tiré du discours du tribun Bertrand de Greuille, est significatif. « C'est donc le seul fait de l'écroulement qui peut légitimer la plainte et la demande du lésé, et déterminer une condamnation à son profit.

fort bien faite pour cet usage, s'effondre sous le poids d'une foule, les victimes ne pourront alléguer que l'accident provient d'un vice de construction. Cfr. Un jugement du trib. civ. de Tarbes, 4 janv. 1897, réformé par un arrêt de la Cour de Pau, D. 1900, 2, 265.

(1) Rouen, 19 juillet 1872, S. 1872, 2, 149; Cass., 19 avril 1887 précité; Cass., 23 janv. 1897, S. 1898, 1, 65; Cass. req., 28 févr. 1899, S. 1899, 1, 400.

(2) Toulouse, 25 mai 1892, S. 1892, 2, 221; D. 1893, 2, 14, (chute de bâtiment par suite de force majeure), Paris. 17 janv. 1903, S. 1903, 2, 301; D. 1907, 2, 97; Nancy. 5 janv. 1907, S. 1907, 2, 159. Cfr. Larombière, t. VII, page 659 (art. 1386, n° 4); Huc, t. VIII, n° 454; Sourdat, *Traité de la responsabilité civile*, 2^e édit. t. II, n° 1468.

(3) En ce sens voy. Fromageot, *De la faute comme source de responsabilité en droit privé*, page 162; Labbé, note au Sirey, année 1871, 1, 9.

C'est, après cet écroulement, qu'il est permis d'examiner le dommage et c'est alors, enfin, que le juge en prononce la réparation, s'il est établi que la négligence du maître à entretenir son bâtiment, ou l'ignorance des ouvriers qu'il a employés à sa construction, ont déterminé la chute » (1).

Nous avons encore une autre preuve que les rédacteurs de l'article 1386 ont bien considéré le défaut d'entretien et le vice de construction, comme inséparables de la faute du propriétaire. Regnault (de Saint-Jean d'Angély) avait proposé, au Conseil d'Etat, sur l'article 20 du projet du Code Civil, devenu depuis l'article 1386 « de se borner à dire : *par sa faute*, et de retrancher ces mots : *par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction*, de peur qu'en énonçant quelques cas, la loi ne parut décharger de la responsabilité pour les autres suivant la règle : *inclusio unius est exclusio alterius* » (2).

Et, d'après Malleville, cette proposition ne fut pas adoptée, non pas qu'on ait voulu rejeter l'idée de faute, mais simplement parce qu'il n'était guère possible de « concevoir d'autres cas, que ceux expliqués dans l'article, qui puissent rendre le propriétaire garant » (3).

(1) Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Paris, Videcoq, 1836, t. XIII, p. 477.

(2) Fenet, *op. cit.*, XIII, p. 455.

(3) Malleville, *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat*, Paris, Garnery, 1805, III, p. 492 sur l'article 1.386.

La présomption, ainsi instituée par l'article 1386, comme le remarque M. Planiol (1), tombe parfois à faux.

Il est possible, par exemple, que le vice de construction soit dû à la maladresse des architectes et des entrepreneurs ; si l'écrroulement ne se produit qu'au bout de dix ans, le propriétaire actuel qui a fait bâtir, sera rendu responsable de la faute d'autrui, sans aucun recours. L'acheteur d'une construction peut se trouver dans une situation analogue, si le vice s'est révélé après que le délai, pour agir en garantie contre le vendeur, est expiré. A notre avis, les auteurs de l'article 1386 n'ont pas aperçu ces hypothèses exceptionnelles, c'est pourquoi nous continuons à affirmer que le fondement de l'article 1386 est *subjectif*. Seulement, les rédacteurs du Code ont pensé, à tort ou à raison, que le défaut d'entretien, ou le vice de construction, une fois prouvé, la faute du propriétaire du bâtiment se trouvait, par la même établie.

La rigueur de la présomption, instituée par l'article 1386, se justifie, en outre, par un motif d'utilité pratique (2), lorsqu'un bâtiment s'écroule, plus ou moins longtemps après avoir été construit, les tiers qui éprouvent un dommage, de ce chef, ne connaissent que le propriétaire

(1) Planiol, *Étude sur la responsabilité civile* dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1906, p. 89.

(2) En ce sens Beudant et Capitant, *Théorie générale de la responsabilité civile*, *Annales de l'Université de Grenoble*, année 1906, p. 637, n° 82 ; Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, 3^e édit., t. II, n° 1453.

actuel ; et il n'y aurait aucune sécurité pour eux, s'il ne leur était pas permis d'obtenir, dans tous les cas, une indemnité de ce propriétaire.

Il convient, en terminant, de remarquer que l'art. 1382 complète l'article 1386, à un double point de vue. Si le dommage provenant d'un bâtiment est dû à la faute délictuelle d'un tiers, la victime, au lieu de poursuivre le propriétaire conformément à l'article 1386, pourra actionner directement ce tiers, en vertu de l'article 1382.

D'autre part, quand un édifice cause un dommage, autrement que par sa ruine (1), on se trouve alors, en dehors des termes de l'article 1386, qui par suite, ne peut plus s'appliquer ; la preuve du défaut d'entretien, ou du vice de construction, ne suffit plus pour faire condamner le propriétaire, l'article 1382 reprend son empire, et la victime, pour obtenir une réparation, est tenue de démontrer la faute du défendeur (2). La jurisprudence fait une

(1) En cas d'incendie, etc.

(2) Dans le système qui voit dans l'art. 1384, al. 1, le principe d'une responsabilité du fait des choses, distincte de celle du fait personnel, c'est cet article, au contraire, qui doit être appliqué, lorsqu'un bâtiment cause un dommage, autrement que par sa ruine, puisque l'art. 1386 se trouve écarté. En ce sens, voy. un jugement du Trib. civ. de la Seine du 23 janv. 1903, D. 1904, 2, 237. La responsabilité est alors restreinte dans la seule hypothèse où on avait cru bon de l'aggraver, puisque la victime doit, en vertu de l'art. 1386 prouver le défaut d'entretien ou ce vice de construction, si le dommage est dû à la ruine d'un bâtiment, au lieu qu'elle n'a qu'à établir un simple lien de causalité matérielle, lorsque le bâtiment lui porte préjudice,

application constante de cette idée, en cas d'incendie communiqué à une maison par la maison contiguë. Elle décide que le propriétaire de la maison où le feu a pris naissance, n'est obligé d'indemniser le voisin que si une faute proprement dite est établie à sa charge (1).

SECTION II

Responsabilité résultant du fait des animaux

L'article 1385 est ainsi conçu : Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût *sous sa garde*, soit qu'il fut égaré ou échappé. » Nous n'avons pas l'intention d'entreprendre un commentaire détaillé de cette disposition ; nous nous bornerons à noter, qu'elle s'applique à tous les animaux, qu'ils soient domestiques, ou non, pouvant être l'objet d'un droit de propriété (2) et qu'elle prévoit toutes espèces

autrement que par sa ruine. Ce système aboutit donc à une solution inélégante.

(1) Cass. civ., 22 octobre 1889, D. 1890, 1, 422 ; Cass. req., 13 juillet 1903, D. 1903, 1, 507. Nous avons vu, dans l'ancien droit, qu'il en était autrement : une présomption légale de faute existait contre le propriétaire, ou même le locataire de la maison qui avait communiqué l'incendie. Bourjon, *op. cit.*, liv. VI, t. III, chap. VIII ; Davot et Bannelier, *Traité du droit civil français à l'usage du duché de Bourgogne*, t. VII, page 538.

(2) Voy. Beudant et Capitant, *op. cit.*, page 633, n° 80.

de dommages qui peuvent être causés par ces animaux, soit aux personnes, soit aux choses, sans distinguer, selon que la bête s'est conduite *secundum* ou *contra naturam* (1).

Mais, comme cet article vise un cas de responsabilité du fait des choses, les animaux étant des choses animées, il est intéressant, pour notre sujet, de se demander quel est son fondement et de préciser les personnes auxquelles il se rapporte.

Fondement de la responsabilité consacrée par l'article 1385.

— Elle n'est certainement pas une conséquence du droit de propriété, puisqu'elle incombe, non seulement aux propriétaires de l'animal, mais encore à celui qui s'en sert, sans en être propriétaire. Le véritable fondement de l'article 1385 se trouve indiqué d'une manière précise dans les Travaux préparatoires, notamment par Bertrand de Greuille : « Le dommage doit être imputé, soit au défaut de garde et de vigilance, de la part du maître, soit à la témérité, à la maladresse ou au peu d'attention, de la part de celui qui s'est servi de l'animal (2) ».

Le législateur a pensé que le dommage causé par l'animal provient toujours d'une faute commise par la per-

(1) Sourdat, *op. cit.*, p. 665, n° 1410. Le fait des animaux sauvages ne peut engager la responsabilité du propriétaire qu'en vertu des art. 1382 et 1383. En ce sens Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, IV, pages 117 et suiv.

(2) Fenet, *op. cit.*, XIII. pp. 476-477.

sonne qui en a la garde. Et si cette responsabilité subsiste, quand bien même l'animal *s'est égaré ou échappé*, c'est précisément parce que la loi impute à une négligence du gardien, qu'il se soit *égaré ou échappé* (1).

Bien que l'article 1385 ne le décide pas formellement, les auteurs et les tribunaux s'appuient sur la tradition et les Travaux préparatoires, pour en induire que ce texte dispense la victime de prouver la faute du gardien ; il suffit, pour réussir dans sa demande, qu'elle établisse que le préjudice, dont elle se plaint, est dû à l'animal.

Caractère de la présomption instituée par l'article 1385.

— Tout le monde reconnaît que cette présomption n'est pas irréfragable, puisque le législateur a gardé le silence à cet égard et qu'elle n'est pas une de celle sur le fondement de laquelle la loi annule certains actes, ou dénie l'action en justice (art. 1352).

Mais il y a difficulté sur le point de savoir en quoi doit consister la preuve contraire. Le maître de l'animal doit-il établir *directement* le fait étranger qui a causé le dommage? lui suffit-il, au contraire, de démontrer son absence de faute, d'où il résulterait, *indirectement*, par voie d'induction, que l'accident est dû, soit à un cas fortuit (*stricto sensu*) ou de force majeure, soit à une faute de la victime (2),

(1) Beudant et Capitant, *op. cit.*, p. 627, n° 75.

(2) On se pose la même question, sous une autre forme, quand on se demande si la présomption de l'art. 1385, est absolue ou relative.

Demolombe (1), Larombière (2), Marcadé (3), Aubry et Rau (4) exigent la preuve directe du cas fortuit. Cette solution admise également par M. Labbé (5) est encore enseignée aujourd'hui par MM. Baudry-Lacantinerie et Barde (6); elle est combattue, au contraire, par Colmet de Santerre (7), Sourdat (8), Laurent (9), Huc (10) et Planiol (11) qui se contentent de l'absence de faute. Les deux opinions sont donc soutenues par des auteurs de grande valeur.

Quant à la jurisprudence, elle se montre assez indécise. Après avoir admis que la démonstration, par le gardien, de son absence de faute, suffisait à renverser la présomption (12), la Cour de Cassation s'est ensuite ralliée au système contraire (13).

(1) Demolombe, *op. cit.*, t. XXI, n° 654.

(2) Larombière, *op. cit.* t. VII, p. 651, art. 1385, n° 6.

(3) Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code civil*, 8^e édit., Paris, Delamotte, 1889, t. V, page 305.

(4) Aubry et Rau, *op. cit.*, t. IV, page 771 et la note 10.

(5) Labbé, note sous trois arrêts de la Cour de Paris au Sirey, 1886, 2, 97, col. 7 et 8.

(6) Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, t. IV, page 662, n° 2946 et suivants.

(7) Colmet de Santerre, *Cours analytique de droit civil*, commencé par Demante, Paris, Plon, éd., 1865, t. V, n° 366 bis, II.

(8) Sourdat, *op. cit.*, t. II, nos 1431 et 1432.

(9) Laurent, *op. cit.*, t. XX, n° 626, page 674.

(10) Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. VIII, n° 451, 3.

(11) Planiol, *op. cit.*, t. II, page 304, n° 920.

(12) Voy. par ex. Cass. req., 23 déc. 1879, S. 1880, 1, 463.

(13) Cass., 27 oct. 1885, D. 1886, 1, 207; Cass., 8 janv. 1894, D. 1894,

Nous ne prenons pas, pour le moment, parti dans cette controverse, nous réservant de le faire, à propos des choses inanimées, mais nous tenons toutefois à la signaler parce que, les auteurs qui interprètent l'art. 1384, al. 1, comme édictant une présomption de faute, en cas de dommage provenant d'une chose inanimée, raisonnent, par analogie avec l'art. 1385, pour en conclure que cette présomption doit offrir les mêmes caractères.

Personnes responsables. — Le législateur a considéré, dans l'art. 1385, que le dommage, causé par un animal, provient toujours d'une faute de celui qui en a la garde. Il s'en suit, que la présomption ne pèse pas nécessairement sur le propriétaire, mais peut incomber à d'autres personnes.

Deux hypothèses peuvent se présenter. La première est celle où l'animal se trouve placé sous la surveillance de celui qui en est propriétaire. C'est alors cette personne qui sera présumée en faute. Dans l'autre hypothèse, prévue également par le texte, l'animal, au lieu d'être sous la garde du propriétaire, est sous celle d'un tiers qui s'en sert. Celui-ci sera responsable au lieu et place du propriétaire (1).

1, 403 ; Cass., 11 mars 1902, S. 1902, 1, 310 ; Cass., 28 nov. 1904, S. 1906, 1, 448.

(1) Colmet de Santerre, *op. cit.*, n° 366 bis, I ; Aubry et Rau, *op. cit.*, IV, pp. 771-772 et la note 12 ; Laurent, *op. cit.*, XX, n° 627 ; Hoc, *op. cit.*, VIII, n° 450 ; Planiol, II, page 304, n° 949, Dijon, 10 déc,

Mais la détermination des personnes autres que le propriétaire qui peuvent être rendues responsables, en vertu de l'article 1385, soulève des difficultés, tenant à ce que les auteurs et les tribunaux ne s'entendent pas sur le sens qu'il convient de donner aux mots « celui qui se sert d'un animal ».

La plupart d'entre eux (1) décident que « se servir d'un animal » c'est en avoir l'usage, au sens juridique du mot, c'est-à-dire en tirer un profit. Ils en concluent que l'art. 1385 vise exclusivement les personnes qui ont, à la fois, l'usage et la détention de l'animal, tels que le locataire, l'usager, le commodataire, l'usufruitier.

Dans cette opinion, le propriétaire qui a confié sa bête à un tiers (un domestique ou un aubergiste, par exemple) n'en reste pas moins présumé en faute, parce qu'il conserve l'usage de son animal, bien que l'exerçant par l'intermédiaire de ce tiers.

Quelques auteurs (2), et plusieurs tribunaux (3) sont d'avis, au contraire, que l'expression « se servir d'un

1896, D., 1897, 2, 454; Montpellier, 2 fév. 1899, S. 1899, 2, 100; Chambéry, 5 juin 1906, D. 1907, 5, 10.

(1) Aubry et Rau, *loc. cit.*; Planiol, *loc. cit.*; Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, t. IV, pp. 1166 et suiv. Dans le même sens, voy. Bourges, 19 nov. 1900, S. 1901, 2, 6; Douai, 31 mars 1903; D. 1904, 2, 453; Rennes, 19 mars 1907, S. 1907, 2, 168.

(2) Sourdat, *op. cit.*, II, nos 1435 et 1435 bis.

(3) Montpellier, précité; Poitiers, 7 déc. 1903, D. 1904, 2, 180; S. 1904, 2, 99.

animal » doit être prise, dans son acception usuelle, comme synonyme d'avoir l'animal à sa disposition matérielle, sous sa direction. Avec cette interprétation l'art. 1385 a un champ d'application plus étendu, il englobe même les personnes qui ont la détention de l'animal, sans en avoir l'usage, au sens juridique du mot : domestiques du propriétaire, vétérinaire, aubergiste (1).

Ici encore, nous n'avons pas à prendre parti dans cette discussion, mais nous étions cependant obligé d'en parler, parce que nous la retrouverons, à propos de l'art. 1384, al. 1 *in fine*.

Ces quelques développements relatifs aux dommages résultant du fait des animaux et de la ruine d'un bâtiment, suffisent à nous démontrer :

1° Que les animaux, dont il est question dans l'art. 1385, sont *sous la garde* de quelqu'un qui s'en sert, et sont englobés, par conséquent, dans la disposition finale du 1^{er} al. de l'article 1384.

2° Que les art. 1385 et 1386 ont un *fondement subjectif* reposent sur la notion de faute. Seulement, en vue d'obliger le maître de l'animal à une grande vigilance, le législateur a institué, contre lui, une présomption, et dans l'article 1386, il a pensé, à tort ou à raison, qu'il y avait toujours une faute du propriétaire, quand la ruine du bâtiment provenait d'un vice de construction, ou d'un défaut d'entretien.

(1) En ce sens Beudant et Capitant, page 631, n° 79.

En ce qui concerne les autres choses inanimées, non visées par les art. 1385 et 1386, nous pouvons, par analogie, conclure, dès à présent, que le répondant ne sera tenu à la réparation, que s'il est en faute. Mais la question qui se pose est de savoir si cette faute sera présumée, ou devra, au contraire, être prouvée par la personne lésée, nous allons en aborder l'examen dans la section suivante.

SECTION III

Responsabilité résultant des dommages causés par les choses inanimées

Il existe, dans notre Code, un autre texte relatif à la responsabilité du fait des choses, l'article 1384 al. 1 *in fine* qui décide que chacun est responsable du dommage causé « par le fait des choses que l'on a sous sa garde. »

Ce fragment de texte est susceptible de plusieurs interprétations, (1) il est donc du devoir de chacun d'en chercher une explication qui traduise fidèlement la vérité législative. Une pareille tâche conviendrait à de plus autorisés que nous, nous l'entreprenons, sans illusion sur nos moyens et dans le seul but d'exprimer, en toute franchise, notre opinion.

En parlant des « choses que l'on a sous sa garde »,

(1) Nous l'avons déjà vu au cours de notre première partie.

l'article 1384, § 1^{er}, croyons-nous, vise seulement les animaux, et n'est pas le siège d'une responsabilité du fait des choses inanimées.

Telle est la double proposition qu'il nous faut maintenant justifier.

Notre ancien droit ne connaissait que deux cas dans lesquels un propriétaire était tenu, en vertu de règles spéciales, de réparer le préjudice causé par sa chose, c'était quand le dommage résultait du fait d'un animal ou de la chute totale ou partielle d'un bâtiment, mais il n'avait pas jugé à propos de soustraire les autres choses inanimées, dommageables, à l'application des principes du droit commun. (1)

Les législateurs de notre Code n'ont pas été des novateurs, ils n'ont fait que formuler et mettre au point les idées qui s'étaient fait jour dans les ouvrages de nos anciens auteurs. A l'imitation de Domat et de Bourjeon, ils se sont donc bornés, dans les articles 1385 et 1386, à assurer, au moyen de règles particulières, la réparation des dommages provenant des animaux, ou de la chute des bâtiments. (2)

Si les rédacteurs de l'article 1384, al. 1, avaient eu l'intention de consacrer l'existence d'une responsabilité du fait des choses inanimées distinctes de celle du fait

(1) Voy. *suprà*, pages 26 et 27.

(2) En ce sens Esmein, note au Sirey, 1897, 1, 49, col. 2 ; 1898, 1, 65, 3 col. ; 1899, 1, 497 ; 1910, 1, 17, § 2.

personnel, ils n'auraient pas manqué de justifier une pareille innovation. Or, dans les Travaux préparatoires, en dehors des bâtiments, il n'est pas question des autres choses inanimées. (1)

Quant au sens de l'article 1384, al. 1, il ressort clairement du projet de Code Civil de l'an VIII. Dans ce projet, les articles 1384 et 1385 formaient un article unique, ainsi conçu : « On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde.....

Le propriétaire d'un animal est responsable du délit ou du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fut sous sa garde soit qu'il fut égaré, ou échappé, » (2)

Cet article unique, lors de la rédaction définitive du Code Civil, a été scindé en deux parties : la première, a formé l'article 1384 ; la deuxième, est devenue l'article 1385, mais il n'en reste pas moins vrai, que dans l'ordonnance primitive des textes, les choses visées, au début de l'article 1384, n'étaient autres que celles visées, à la fin, c'est-à-dire les animaux. (3)

(1) Voy. l'Analyse des Travaux préparatoires qui ont précédé la rédaction des articles 1384 à 1386 dans Farra : *De la responsabilité du fait des choses inanimées*. Thèse, Paris, 1909, pages 32 et suivantes.

(2) Article 20 du projet.

(3) Cfr. Tart, *De la responsabilité à raison des choses mobilières inanimées*, Liège, 1898, p. 21 et suiv. et Planiol, *op. cit.*, II, p. 303, n° 917.

En ce sens, nous ne saurions invoquer de meilleur témoignage que celui de M. Léon Michel. « Le début de l'article 1384, alin. 1, nous dit-il, pose une formule générale; la fin de l'article en développe la première partie, mais c'est l'article 1385 qui développe la seconde, et l'on est averti, par là, du sens particulier du mot chose, il est synonyme du mot animal. » (1)

Pendant près de trois quarts de siècle, les idées que nous venons de formuler étaient acceptées comme indiscutables. A l'heure actuelle, par suite des transformations qui se sont opérées dans la vie sociale, elles sont, au contraire, battues en brèche. (2) Il n'en reste pas moins vrai, que l'interprétation que nous donnons de l'art. 1384 al. 1 nous paraît être celle qui est la plus conforme à la vérité législative, parce que, comme nous le démontrons, les arguments, invoqués par ceux qui soutiennent que ce texte fait allusion aux choses inanimées, ne sont pas décisifs. (3)

Si l'article 1384 al. 1 n'a pas le sens que nous lui don-

(1) Léon Michel, dans *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, année 1901; *La responsabilité civile des patrons*, p. 603. M. Esmein adopte la même manière de voir dans une note au Sirey précitée : « Le membre de phrase discuté ne contient point la règle qu'on prétend en tirer; il n'a point disposé sur ce point mais simplement annoncé la disposition de l'article suivant. »

(2) Nous croyons avoir suffisamment insisté sur cette idée au cours de notre Première Partie.

(3) Voy. *infra*, pages 156 et s.

nons, on ne peut y voir alors qu'une formule incorrecte et vague, ayant pour objet d'annoncer, dans des termes trop généraux, les dispositions qui vont suivre et qui concernent les animaux et les bâtiments.

Aucun texte n'ayant spécialement parlé des choses inanimées, il semble donc légitime d'admettre que les dommages, causés par elles, doivent être soumis à l'empire des articles 1382 et 1383.

Ils ne donnent lieu à réparation, qu'autant que la victime démontre une faute, à la charge de la personne qu'elle veut rendre responsable. (1)

Nous allons maintenant étudier, d'une manière approfondie, le système de la faute prouvée, qui nous paraît être celui de notre Code Civil, afin de rechercher si, de nos jours, il suffit encore à donner satisfaction aux besoins sociaux.

(1) En ce sens Willems, *Essai sur la responsabilité civile*, *Revue générale du Droit et de la Législation*, année 1895, p. 510 ; Fromageot, *op. cit.*, page 99.

Tart, *De la Responsabilité à raison des choses mobilières inanimées*, pp. 224 et s.

CHAPITRE DEUXIÈME

ÉTUDE JURIDIQUE DU SYSTÈME DE LA FAUTE PROUVÉE

Voici les questions qui vont être abordées au cours de ce chapitre, et l'ordre dans lequel elles seront étudiées.

Après avoir précisé ce que l'on entend par ces mots « être responsable du fait d'une chose inanimée » nous rechercherons à quelles conditions se trouve subordonnée cette responsabilité, et quelles sont les causes d'exonération. Nous aurons ensuite à déterminer les personnes qui peuvent être rendues responsables du préjudice causé. Puis, nous nous demanderons quelles sont les conditions de preuve, nécessaires au succès de la demande en indemnité, et quelle est l'étendue et la nature de la réparation. Enfin, comme les règles de la responsabilité délictuelle diffèrent de celles de la responsabilité contractuelle, il faudra que nous délimitions le domaine de ces deux responsabilités.

PARAGRAPHE PRÉLIMINAIRE

Sens de l'expression « Responsabilité du fait des choses
inanimées »

Que signifie cette expression ? D'après M. Planiol (1) « il n'est pas de formule plus fausse ; comment un homme peut-il, sans son propre fait, être responsable d'une chose ? La raison se refuse à comprendre, et la conscience à approuver ; aussi n'y a-t-il qu'une ellipse et le fait des choses, dont l'homme est véritablement responsable, n'est que la conséquence de sa *faute*. Pour que le dommage, causé par une chose, puisse engager la responsabilité humaine, il faut qu'on puisse découvrir, dans le passé de la chose nuisible, un acte de l'homme qui soit la cause initiale du malheur survenu... » L'opinion du savant professeur est discutée en doctrine. Des auteurs admettent, en effet, l'existence d'une responsabilité *spéciale*, du fait des choses, et d'après eux, voici quel serait l'intérêt pratique de la distinction : il y aurait présomption de faute, en vertu de l'article 1384, toutes les fois que l'accident serait dû au fait de la chose ; ce serait, au contraire, à la victime à prouver la faute de l'auteur du dommage, quand l'accident résulterait du fait de l'homme. Pour délimiter le domaine d'application de cette responsabilité du fait

(1) Planiol, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1906. *Etude de la responsabilité civile*, page 80.

des choses, ces auteurs distinguent trois séries d'hypothèses. (1)

1° Il y a fait de l'homme, quand la chose est inerte entre ses mains : ce sera, par exemple, le poignard d'un assassin, la canne du promeneur qui éborgne un passant ;

2° Inversement, il est des cas où le fait de la chose apparaît nettement, sans aucune confusion, parce qu'à aucun moment l'activité humaine n'est intervenue dans la consommation du dommage, (2) on peut citer, notamment, l'explosion spontanée d'un produit chimique.

3° Il arrive enfin, que l'action de l'homme et le fait de la chose se combinent pour contribuer à la production du dommage, et il est alors souvent difficile de déterminer la part qu'il faut faire à l'un ou à l'autre.

Lorsque l'intervention humaine n'a fait que contribuer indirectement à l'événement dommageable, en l'ayant rendu possible, alors que, sans elle, il ne l'eût pas été, c'est d'ailleurs le cas pour la plupart des choses mobilières

(1) Sur cette distinction voy. Farra, thèse précitée, pages 116 à 121 et Bonnet. *De la responsabilité du fait des choses*. Poitiers, année 1907, pp. 85-98. Cfr. Trib. Civ. de Dijon, 30 juillet 1906, confirmé par Cour de Dijon, D. 1910-2-133.

(2) M Esmein note au S. 1897-1. 17 col. 7 soutient qu'il n'y aurait fait de la chose seulement lorsque le dommage est causé par le contact immédiat de la chose avec un corps étranger, lorsqu'il y a de la part de la chose « *damnum corpore datum* ». L'opinion du savant professeur n'a pas été suivie par les tribunaux, cfr. p. ex. Pau, 6 janv. 1898. D. 1900-2-265.

inanimées (1), les partisans de cette doctrine décident qu'il y a fait de la chose, parce que le fait de l'homme a bien rendu le dommage possible, mais ne l'a pas consommé.

Quand au contraire l'accident survient par suite d'un concours simultané de l'homme et de la chose, il n'est pas facile de délimiter le domaine respectif de la responsabilité du fait personnel et de celle du fait de la chose. Voici, d'après ces auteurs, quel serait le critérium de la distinction : il y aurait tantôt fait de l'homme, tantôt fait de la chose, selon que, lors de l'événement dommageable, la chose était ou non susceptible d'être maîtrisée par l'homme (2).

Que faut-il penser de cette doctrine ? Nous ne croyons pas devoir admettre l'existence d'une responsabilité spéciale, du fait des choses, pour les raisons suivantes :

Dans l'hypothèse où la chose n'est entre les mains de l'homme qu'un instrument inerte, il n'y a pas de difficulté, tout le monde est d'accord pour décider qu'il s'agit d'un cas de responsabilité du fait personnel, aussi n'est-il pas nécessaire d'insister.

(1) Ex. Un vase placé imprudemment sur le pilier d'une porte se renverse. Trib. civ. Seine, 28 janv. 1899, D. 1900, 2.289 ; une enseigne accrochée à un mur rompt ses attaches. Aix, 1^{er} juin 1904. D. 1904, 2.257 ; une machine explose au moment de sa mise en marche. Bourges, 6 fév. 1895. D. 1900, 2. 289.

(2) Voy. Teisseire. *Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité*. Thèse. Aix, 1900-1901, pp. 173 et 175.

Si le dommage est causé par le fait de la chose, sans aucune intervention de l'activité humaine (renvoi à la deuxième hypothèse) nous reconnaissons que la cause de l'accident réside dans le fait de la chose, mais nous n'admettons pas, dans l'état actuel de notre législation, qu'il existe alors une responsabilité du fait de la chose, sinon la doctrine que nous combattons aboutirait à un résultat singulier : toutes les fois que l'accident est dû au fait de l'homme, la victime doit prouver la faute du répondant ; s'il provient, au contraire, du fait de la chose, parce que l'activité humaine n'est intervenue à aucun moment, on présume que l'homme est responsable de sa chose, qu'il a dû commettre une faute, n'est-ce pas une contradiction ?

Quand le fait de l'homme a précédé et rendu possible le dommage causé par la chose, l'accident est bien produit par le fait de la chose, mais la responsabilité en jeu est celle de l'homme ; nulle part, dans notre code, il n'est dit que la faute de l'homme doit être contemporaine de la consommation du dommage, pour qu'il y ait responsabilité.

Nous reconnaissons, bien volontiers, que la responsabilité de l'homme n'existe que dans la mesure où il a la chose sous sa direction ; mais si cette chose échappe à sa maîtrise, nous pensons, d'après notre Code Civil, qu'il n'y a pas alors de responsabilité du tout, ni personnelle ni du fait de la chose (1).

(1) La doctrine qui distingue le fait de la chose du fait de l'homme

Nous croyons donc pouvoir conclure, comme le fait M. Planiol (1), qu'un homme n'est responsable du fait de sa chose, seulement quand il est en faute, et dans la mesure où il est en faute, qu'en dehors de là, il n'existe pas de responsabilité spéciale du fait des choses inanimées.

SECTION I

Conditions de fond de cette responsabilité et causes d'exonération.

§. I. — CONDITIONS DE FOND

La responsabilité du fait des choses inanimées ne se distingue pas, dans notre Code Civil, de celle du fait personnel, il s'ensuit qu'elle se trouve subordonnée aux mêmes conditions : pour qu'une personne soit tenue de réparer le dommage engendré par sa chose, il faut qu'elle ait commis une faute en relation directe avec l'événement dommageable et imputable à son auteur.

(a) *Existence d'une faute.*

La question de savoir dans quels cas une personne sera

encourt à nos yeux un autre reproche : elle considère que le premier alinéa de l'article 1384 fait allusion à toutes les choses, or nous avons vu que telle n'est pas la façon dont ce texte doit être entendu. Voy. *supra* pages 78-81.

(1) Planiol, *Ibidem*.

en faute dépend de la conception que nous nous faisons touchant cette notion. Notre Code présente à ce sujet une lacune regrettable, source de mille divergences : ni l'article 1382, qui parle de la faute, ni l'article 1383, qui s'en occupe, sans en parler, n'en donnent la définition. Et, en l'absence de toute définition légale, il n'est peut être pas un auteur qui ne s'en fasse une conception personnelle.

Pour l'un, « la faute est un manquement voulu, ou non voulu, mais toujours intentionnel, à un devoir juridique » (1) pour un autre, elle consiste « dans un manquement à une obligation légale préexistante ». (2)

Ces deux définitions se ressemblent par un trait commun : elles exigent, pour qu'il y ait faute, la lésion d'un véritable droit, ou le manquement à un devoir juridique. Mais elles présentent un grave défaut, le manque de précision (3). Les deux formules que nous venons de rapporter, ne nous permettent pas, en effet, de savoir en quoi consiste l'obligation préexistante, le devoir juridique dont la violation constitue la faute. La même critique peut égale-

(1) Fromageot, *op. cit.*, page 4.

(2) Planiol, *op. cit.*, T. II, n° 863 et 864.

(3) La définition suivante, proposée par M. Saleilles, n'échappe pas à ce reproche : « Est en faute, quiconque aurait pu prévoir le dommage éventuel qu'il pouvait causer par son fait et qui ne l'a pas prévu ou qui l'ayant prévu n'a pas pris toutes ses précautions nécessaires pour l'éviter ». *Bulletin de la société d'Études législatives*, année 1905, page 328.

ment être adressée à Laurent qui se borne à dire que « la faute est un acte illicite, contraire au droit » (1). Comme les précédentes, cette définition ne nous apprend rien, puisqu'elle laisse entière la question de savoir quels sont les actes contraires au droit. Toutes ces formules sont en outre critiquables à un autre point de vue : bien que se recommandant de la tradition, elles ne tiennent pas suffisamment compte de l'élément subjectif qu'elles semblent passer sous silence. C'est pourquoi nous accordons nos préférences à la définition suivante, de MM. Beudant et Capitant, qui paraît mieux se rapprocher de la vérité traditionnelle. « Il y a faute, dans une hypothèse déterminée, si l'auteur du fait dommageable ne s'est pas conduit comme l'aurait fait un homme diligent, lorsqu'il n'a pas pris toutes les précautions qu'un homme diligent aurait prises ». (2)

Cette faute pourra revêtir divers aspects. Elle consistera dans une imprudence, lorsque le propriétaire de la chose n'en a pas usé avec la même prudence qu'aurait apportée un « *pater familias diligentissimus* ».

Quand au contraire, il aura omis de s'entourer de certaines précautions qu'aurait prises un bon père de famille, il sera coupable alors d'une négligence (3), mais pour que

(1) Laurent, *op. cit.*, t. XX, p. 418. Consulter Bosc. *Essai sur les éléments constitutifs du délit civil*. Thèse Montpellier, année 1901, p. 8 et s.

(2) Beudant et Capitant, *op. cit.* page 136, n° 24.

(3) Cette distinction entre l'imprudence et la négligence se trouve précisée dans Bosc, thèse précitée pages 13 et 14.

l'omission soit illicite, l'acte positif correspondant doit être légalement obligatoire.

MM. Beudant et Capitant (1) font judicieusement observer que ce type abstrait du bon père de famille varie avec le temps, les progrès de l'industrie et de la science, l'état des mœurs. Dans cette mesure, il est permis de mêler les réalités sociales aux idées juridiques, sans cependant aller jusqu'à sacrifier les unes aux autres.

Et il est curieux, à ce propos, de signaler combien cette notion de faute se trouve déformée dans plusieurs jugements relatifs à des accidents du travail, antérieurs à la loi du 9 avril 1898 (2). Les tribunaux veulent, à tout prix, accorder une réparation à l'ouvrier blessé, sans cependant délaisser les principes de la faute « aquilienne ». A cet effet, quelques-uns d'entre eux s'efforcent de grossir, d'exagérer cette faute du patron. Deux arrêts nous semblent particulièrement significatifs. Le premier, rendu par la Cour de Paris (3), le 12 décembre 1881, déclare le patron en faute, parce qu'il a fait travailler ses ouvriers à côté d'une courroie de transmission, alors qu'aucun moyen n'était scientifiquement connu pour éviter les dangers résultant de ce voisinage. Et un arrêt de la Cour de Gre-

(1) Beudant et Capitant, *loc. cit.*

(2) Voy. la note de M. Saleilles au Dalloz 1897-1. 435 col. 2 et Bosc, *op. cit.*, page 164.

(3) Paris, 12 déc. 1881. S. 1882-2.136.

noble (1), tout en reconnaissant que le patron a pris toutes les précautions usuelles, décide cependant qu'il est en faute de ne pas en avoir pris d'extraordinaires, d'exceptionnelles.

b) *Existence d'un lien de causalité entre la faute et le dommage*

Pour qu'une personne soit responsable du fait de sa chose, il faut de plus qu'il existe une relation directe entre sa faute ou sa négligence et l'événement dommageable. Et ici encore, cette seconde condition n'a pas toujours été observée par notre jurisprudence, en matière d'accidents du travail notamment.

Plusieurs décisions se sont contentées de relever un *fait irrégulier*, à la charge du patron, pour le rendre responsable, alors que l'accident survenu n'était pas le résultat direct de ce fait. Et on ne saurait trouver de meilleur exemple que dans un arrêt rendu par la Chambre civile de la Cour de Cassation, le 7 août 1895 (2).

Un apprenti, retenu au travail au-delà de l'heure réglementaire, avait pénétré dans une partie de l'atelier où il lui était défendu d'aller, il s'était refusé de se retirer, malgré l'injonction qui lui en était faite. En jouant avec un camarade, ce jeune ouvrier tomba si malheureusement

(1) Grenoble, 6 févr. 1894, D. 1894-2.364.

(2) Cass. civ., 7 août 1895. D. 1896-1 81 et la note de M. Planiol.

qu'il eut la tête broyée dans les roues d'une machine à imprimer. La Cour de Rouen n'avait pas admis que le patron puisse être déclaré responsable, l'ouvrier ayant été victime de sa propre imprudence.

La Chambre Civile casse l'arrêt d'appel, en s'appuyant sur ce raisonnement : la faute du patron réside dans le fait d'avoir retenu l'apprenti au-delà de l'heure réglementaire ; sans cette prolongation de travail, celui-ci n'eût pu se rendre coupable de l'acte d'indiscipline qui lui est reproché : il y a donc lien de cause à effet, entre la faute du patron et l'accident survenu.

M. Planiol, dans une note sur cet arrêt, s'élève avec force contre cette façon de raisonner ; et M. Saleilles s'accorde à reconnaître « qu'il y a là, au point de vue juridique, quelque chose de boiteux » (1).

Aussi, n'est-il pas étonnant que la grande majorité de nos tribunaux se soit refusée à suivre ces errements et continue à appliquer le principe : qu'une faute n'engage la responsabilité de son auteur, qu'autant qu'elle se rattache au préjudice causé par une relation directe (2).

c) De l'imputabilité

C'est sur *l'usage de la raison* que notre Code civil fonde

(1) Saleilles, note précitée.

(2) Voy. Cour d'Aix, 7 mars 1892. D. 1892-1. 502 ; Cass. 10 déc. 1900, D. 1901, 1. 360

la responsabilité, et la formule suivante, de M. Gény, a le mérite de bien faire ressortir cette idée : « La faute n'est qu'une défaillance d'attitude, en rapport de causalité avec le dommage de la part d'un homme *doué de liberté et de raison* » (1).

Une autre condition est donc encore nécessaire pour qu'une personne soit tenue de réparer le dommage causé par sa chose : il faut qu'elle ait le discernement de ses actes, que la faute qu'on lui reproche lui soit *imputable*. Et voici les conséquences de ce principe :

Un fou, un enfant, manquant de discernement, ne pourront être rendus responsables, s'ils se servent d'une chose inanimée, de telle façon qu'il en résulte un préjudice pour autrui. La victime d'ailleurs ne sera pas désarmée, elle bénéficiera presque toujours d'un recours, soit contre les personnes chargées de surveiller le fou, soit contre les parents ou le tuteur de l'enfant.

Une autre conséquence du principe de l'imputabilité est que le gardien d'une chose inanimée échappera à toute responsabilité, lorsque le dommage engendré par sa chose sera dû, soit à un cas fortuit ou à la force majeure, soit à la faute d'autrui. Ces causes d'exonération vont être étudiées dans le paragraphe suivant.

(1) Gény, *Revue trimestrielle de droit civil*, année 1902, p. 839.

§ 2. — CAUSES D'EXONÉRATION

Puisque le propriétaire, ou le gardien d'une chose inanimée, ne peut être tenu de réparer le préjudice occasionné par elle que s'il est en faute, sa responsabilité doit cesser en dehors de là, toutes les fois que la cause du dommage réside soit dans un cas fortuit ou de force majeure, soit dans une faute de la victime ou d'un tiers.

a) *Du cas fortuit et de la force majeure*

La plupart des auteurs et la jurisprudence emploient indifféremment ces deux expressions, pour désigner tout fait échappant aux prévisions et à l'action de l'homme (1). Le cas fortuit et la force majeure, bien qu'étant des causes d'exonération, se distinguent par leur caractère théorique.

Le cas fortuit est la cause étrangère à la personne qui l'invoque, que celle-ci n'a pu prévoir, mais dont elle eut pu conjurer l'effet si, lui étant possible de prévoir cette cause, elle l'avait prévue. Il en sera ainsi, quand un ouvrier ayant bourré un trou de mine il se produit une

(1) Voici par exemple ce que dit Sourdat, *op. cit.*, T. I, n° 645 : « On entend par cas fortuit et force majeure tout accident provenant d'une cause étrangère à l'obligé indépendante de sa volonté et qu'il n'a pu empêcher, ni éviter ». Le Code Civil lui-même emploie indifféremment ces deux expressions. Voy. les art. 1348 al. 4 ; 1773 ; 1954.

explosion à laquelle on ne pouvait s'attendre, que la science était impuissante à éviter et qu'elle est incapable d'expliquer (1) ou encore, si une chaudière explose, alors qu'elle était bien construite et bien conduite.

La force majeure, au contraire, est l'événement dommageable qu'il était possible de prévoir, mais contre lequel les forces humaines ne pouvaient entrer en lutte (2). Exemples de cas de force majeure : un arbre qui, déraciné par le vent, écrase un passant ; la foudre qui tombe sur un magasin de produits chimiques, dont elle détermine l'explosion ; une voiture, stationnant sur la voie publique, qui est violemment heurtée par une autre et projetée dans la devanture d'une boutique (3).

A première vue, une différence toute naturelle apparaît entre le cas fortuit et la force majeure, tels que nous venons de les définir. Dans le cas fortuit, événement qui se produit en dehors de l'action humaine, aucun patri-

(1) Cass. Req. 26 nov. 1877, D. 1878-1. 118.

(2) M. Huc, *op. cit.*, T. VII, n° 143. propose la distinction suivante : le cas fortuit et la force majeure seraient l'un et l'autre des faits qu'on ne peut empêcher ni prévoir ; mais les cas fortuits seraient des faits de la nature, ex : la tempête, le feu du ciel, les inondations ; tandis que les cas de force majeure seraient des faits de l'homme, ex : la guerre.

M. Planiol, *op. cit.*, T. II, n° 231 décide également qu'on devrait réserver l'expression de cas fortuit pour désigner l'origine externe du fait et celle de force majeure pour indiquer sa nature insurmontable. Cfr. A. Colin au Dalloz, année 1904-2. 73 Col. 3.

(3) Cass. Civ. 31 juill. 1905-1.532.

moine n'apparaît pour répondre de l'acte dommageable.

Dans la force majeure, la volonté humaine intervient, mais elle n'est pas libre, il en résulte que l'imputabilité disparaît et avec elle le droit à la réparation ; mais en pratique l'un et l'autre exonèrent de toute responsabilité (1), c'est pourquoi, dans ce paragraphe, et sous réserve de l'observation qui précède, nous emploierons l'expression de cas fortuit, *lato sensu*, pour désigner toute cause de dommage inhérente ou extérieure à la chose, ne provenant pas de la faute du gardien.

A ce propos, se posent plusieurs questions que nous allons examiner rapidement.

Le vice propre de la chose peut-il être allégué comme cas fortuit ? Oui, à notre avis, mais seulement dans la mesure où il peut exister sans la faute du propriétaire.

Le vice propre peut être défini de la façon suivante : il sert à désigner l'imperfection de la chose par rapport à l'espèce. Le plus souvent, quand il engendre un dommage, le propriétaire est en faute et ne saurait par suite l'invoquer à l'effet de s'exonérer. Ou bien, en effet, il savait sa chose vicieuse et alors il est coupable : soit parce qu'il n'y a pas remédié, soit parce qu'aucun remède n'étant possible, il a conservé, en sa possession, une chose susceptible de nuire. Ou bien, il ignorait le vice, mais son

(1) Si la distinction du cas fortuit et de la force majeure est dépourvue d'intérêt pratique en ce qui concerne la théorie de la faute, il en est autrement quand il s'agit du système du risque.

ignorance était fautive, car il aurait dû le connaître, être assez habile pour le découvrir (1). Il existe cependant certaines hypothèses où l'effet du vice propre peut se concevoir sans que celui qui se sert de la chose soit en faute. Quand une machine d'excellente marque renferme un vice original de construction, ou s'use avant le temps normal, nous croyons qu'il doit être permis à celui qui se sert de la machine d'invoquer ce vice propre, comme cas fortuit libératoire parce qu'il existait à son insu et qu'on ne saurait lui reprocher de ne l'avoir pas connu. Décider le contraire, serait rompre avec l'idée de faute et imposer au propriétaire, à raison de cette seule qualité, la responsabilité de tous les vices de sa chose.

La nature dangereuse d'une chose inanimée peut-elle aussi constituer une cause d'exonération ?

Cette question ne se confond pas avec la précédente. Il existe, en effet, certaines choses qui, bien que n'offrant aucune imperfection et alors même qu'elles sont étroitement surveillées, sont cependant dangereuses, par essence. Lorsque le dommage réalisé par leur fait a pour cause déterminante ce pouvoir *sui generis* de nuire, il semble qu'il doit-être permis, au propriétaire, de s'en prévaloir, pour se soustraire à toute responsabilité. Toutefois, nous croyons que cette faculté comporte une limite. L'usage de certaines catégories de choses, semble-t-il,

(1) Demolombe, *op cit.*, t. XXI, n° 638.

doit-être considéré comme fautif, soit qu'il s'agisse d'objet de pur luxe, ou d'agrément dont l'emploi ne répond pas aux besoins de la société, soit qu'il s'agisse de choses, tellement dangereuses, que leur utilité ne parvient pas à en légitimer l'emploi. Mais, en pratique, il sera souvent fort difficile de déterminer les choses dont le seul emploi est fautif, parce qu'il faudra tenir compte de l'état des mœurs (1).

Il y a lieu de remarquer que si le cas fortuit l'a été précédé d'une faute, la jurisprudence admet communément que l'auteur de cette faute sera responsable des conséquences de son acte. Au point de vue logique, cette jurisprudence doit-être approuvée au cas seulement où, entre la faute et le dommage, il existe un rapport de cause à effet, et encore faut-il exiger que la faute soit la cause première du dommage. Ce sera une question d'espèce (2).

b) *De la faute d'autrui*

La responsabilité du propriétaire, ou du gardien, se trouvera encore dégagée chaque fois que le dommage engendré par la chose sera imputable à une faute émanant d'autrui, le plus souvent de la victime, parfois d'un tiers.

(1) Cette question pourrait se poser à l'heure actuelle au sujet des aéroplanes.

(2) Voy. Bosc, *op. cit.*, p. 27 et Cass. Req., 4 août 1884, D. 1884, 1, 454.

Plusieurs hypothèses se présentent, nous allons les envisager successivement.

Faute de la victime. — Quand une chose engendre un dommage, par suite d'une faute émanant uniquement de la victime, la solution n'est pas douteuse : le gardien doit-être complètement exonéré, puisque la victime ne peut imputer qu'à elle-même le dommage dont elle souffre. Mais ce qu'il importe d'observer, c'est que cette faute peut revêtir les formes les plus diverses. Le cas le plus saisissant est celui où la victime se livre à la chose pour se suicider (1). Mais sa simple imprudence suffit à décharger le propriétaire de toute responsabilité.

Si la faute de la victime, au lieu d'avoir été la cause exclusive du dommage, a seulement contribué à sa production, le propriétaire et la victime devront en supporter les conséquences. Et on ne saurait prétendre, pour condamner le propriétaire à une réparation intégrale, que les co-auteurs d'un délit, ou d'un quasi-délit, sont, d'après notre jurisprudence, responsables *solidairement* ou tout au moins *in solidum*. Un codébiteur solidaire ne peut pas être obligé à la totalité de la dette dans ses rapports avec ses codébiteurs, or il s'agit ici de rapports entre codébiteurs. Puisqu'il y a confusion, sur la tête de la victime, des deux qualités de débiteur solidaire et de créancier, il est conforme aux principes qu'elle ne reçoive le paiement de sa

(1) Ex. : Une personne qui se jette sous une automobile.

créance que déduction faite de la part de dette lui incombant.

Faute d'un tiers. — Dans l'hypothèse où une chose inanimée cause un dommage, par suite de la faute d'un tiers, et sans que le propriétaire ou le gardien soit lui-même en faute, il est évident que ce tiers sera seul tenu d'indemniser la victime. Cette solution est incontestable, c'est pourquoi nous n'insisterons pas davantage sur elle.

Supposons maintenant que la chose nuisible se trouvait sous la garde de plusieurs personnes. La victime pourra-t-elle exiger, de l'une quelconque d'entre elles, la totalité de l'indemnité?

Pour résoudre la question, il nous faut faire appel aux principes qui régissent la responsabilité des coauteurs d'un dommage. D'après l'article 55 du Code pénal, les « individus, condamnés pour un même crime ou un même délit » sont tenus solidairement des conséquences de ce délit. Cet article est spécial au droit criminel, mais une jurisprudence, aujourd'hui constante, s'appuie sur lui pour admettre la responsabilité solidaire entre co-auteurs d'un *délit civil* (1) La véritable nature de l'obligation au tout des coauteurs est très discutée en doctrine (2).

(1) Voy. Caen, 5 mars 1894, D. 1895, 2, 329 ; Cass. Req., 19 mars 1902, D. 1902, 1, 541 ; 11 janv. 1905, S. 1905 1, 72. La jurisprudence d'autrefois préférait le système de l'obligation *in solidum*, voy. Cass. Civ., 11 juillet 1892, D. 1894, 1, 513 ; Nîmes, 30 avril 1895, D. 1895, 2, 335.

(2) Voy. Demolombe, *op. cit.*, t. XVI (*Traité des contrats*), 3^e édit., n^{os} 291, 293, 295, 300.

On se demande si cette obligation est véritablement *solidaire* ou seulement *in solidum*. Peu nous importe le sens dans lequel on tranche cette controverse. Quelle que soit l'opinion adoptée, chacun des coauteurs se trouve obligé au tout envers la victime ; chacun, d'autre part, s'il a payé le tout, a la faculté de recourir contre les autres à l'effet de leur faire supporter une partie de la dette qu'ils ont contribué à faire naître. Si on applique cette double proposition dans l'hypothèse que nous envisageons, il en résulte que si plusieurs personnes sont en même temps tenues de surveiller la chose dommageable, il doit être possible à la victime d'exiger, de l'une quelconque d'entre elles, l'intégralité de l'indemnité (1).

Nous croyons même qu'il faut aller plus loin et admettre cette solidarité entre le gardien de la chose, à supposer, bien entendu, qu'il soit en faute, et tout autre personne qui, sans avoir la surveillance de la chose, a cependant contribué par sa faute à réaliser l'événement dommageable. La faute d'un tiers, dans les rapports du gardien et de la victime ne doit pas produire d'effet libératoire, surtout quand ce gardien a coopéré à la production du dommage.

n^{os} 291, 293, 295, 300. Rapp. Aubry et Rau, *op. cit.*, IV, pp. 22-23, texte et note 14 ; Colmet de Santerre, *op. cit.*, V, n^o 135 bis, III, al. 3 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, II, p. 383 et suiv.

(1) Un jugement du trib. civ. de Bourges du 7 fév. 1895, D. 1900, .2, 289 déclare les copropriétaires d'une batteuse solidairement responsable du dommage causé par elle.

SECTION II

Détermination des personnes responsables

Pour déterminer dans quelle hypothèse une personne sera tenue conformément au droit commun de réparer le dommage occasionné, par une chose inanimée, il convient de partir de l'idée suivante :

On doit se demander si cette personne avait la chose nuisible sous sa dépendance matérielle, c'est-à-dire pouvait la toucher, la déplacer au besoin même la diriger (1).

Cette condition est évidente. Pour qu'une personne soit tenue d'empêcher une chose de devenir dommageable, il faut qu'elle en ait le pouvoir de fait ; dans le système subjectif, là où l'activité humaine ne permet pas de conjurer un danger, il ne saurait y avoir de responsabilité.

C'est seulement quand il est reconnu que telle personne avait le pouvoir de fait d'empêcher une chose de nuire, qu'il y a lieu de se demander si, le devant, elle s'est conduite comme l'aurait fait un excellent père de famille placé dans les mêmes circonstances.

(1) Dans le système de la présomption de faute fondé sur l'article 1384, al. 1, une personne n'est responsable du fait d'une chose qu'à la condition de l'avoir sous sa garde. La détermination des personnes responsables dépend donc du sens que l'on donne à ce mot, Voy. *infra*, pages 161 et s.

A l'aide de ce critérium, nous allons rechercher les différentes personnes qui peuvent être responsables.

I. — *Le propriétaire.* — Généralement, il aura la chose à sa disposition matérielle, ce sera par suite presque toujours lui qui, en cas d'accident, sera tenu d'indemniser la victime, à la condition bien entendu d'être personnellement en faute. Ainsi pour prendre des exemples parmi les hypothèses sur lesquelles les juges ont déjà été appelés à statuer : le propriétaire a été rendu responsable de l'explosion d'un appareil à lessive, trop vieux (1), de la chute d'un vase en fonte mal fixé sur un pilier (2), de l'incendie communiqué aux bâtiments voisins par une locomobile actionnant une machine à battre.

II. — *L'usufruitier et l'usager.* — Ces deux personnes, qui ont un pouvoir de fait sur la chose inanimée dont elles ont la jouissance, peuvent par suite être tenues, au lieu et place du propriétaire, de réparer le dommage causé par cette chose. Si l'usufruitier d'une automobile ne fait pas effectuer les réparations d'entretien nécessitées par l'usure de la machine, et qu'il en résulte un accident, ce sera lui qui sera poursuivi en dommages-intérêts et non pas le nu-propriétaire.

III. — *Le locataire et le commodataire.* — Ils sont placés,

(1) Riom, 23 mars 1903, D. 1904, 2, 257.

(2) Trib. civ. Seine, 28 janv. 1899, D. 1900, 2, 289.

vis-à-vis de la chose louée, dans une situation analogue à celle de l'usufruitier, par suite, si cette chose devient dommageable, leur responsabilité se trouvera engagée toutes les fois qu'ils auront commis une faute. Exemple : Le locataire d'une batteuse à vapeur la place trop près d'une meule appartenant à un voisin. Au moment où l'on charge le foyer de la machine, des flammèches s'échappent par le tuyau de cheminée et communiquent le feu à cette meule. Il est certain, qu'en pareil cas, ce sera le locataire qui sera condamné à indemniser le voisin puisqu'il s'est rendu coupable d'un défaut de précautions : il devait prévoir l'accident arrivé, et, par suite, disposer sa machine à distance suffisante pour empêcher la propagation de l'incendie, le propriétaire de la locomobile n'est intervenu à aucun moment dans le choix de son emplacement.

IV. — *Le préposé du propriétaire de la chose inanimée.* — Deux cas peuvent se présenter :

Si au moment de l'accident le domestique se servait de la chose en se conformant aux ordres de son maître, le commettant sera seul responsable en vertu de l'art. 1384, alinéa 3 à la condition que la victime prouve la faute du préposé.

Si au contraire le domestique a fait usage de la chose contrairement aux ordres reçus, lui seul alors pourra être poursuivi par application des articles 1382 et 1383 puisqu'il

n'y a plus de place pour la responsabilité du fait d'autrui (1).

V. — *La personne à qui la chose est donnée à réparer (louage d'ouvrage).* — L'ouvrier à qui une chose est confiée pour qu'il la remette en état est non pas un préposé du propriétaire mais un travailleur indépendant. Tant qu'il aura la chose à sa disposition il sera donc seul personnellement responsable des dommages qu'elle pourra occasionner. L'hypothèse la plus pratique sera celle où le propriétaire d'un garage qui a reçu une automobile à réparer l'essaie et blesse un passant par suite du mauvais fonctionnement de la machine (2).

VI. — *L'acheteur éventuel.* — Il sera seul responsable au lieu et place du propriétaire si la chose cause un accident pendant la durée de l'essai parce qu'à ce moment c'est lui qui l'avait sous sa surveillance. Si par exemple l'acheteur à l'essai d'une locomobile place la machine trop près d'une meule de sorte que des étincelles échappées de la cheminée mettent le feu à une gerbière, il n'est pas douteux que le vendeur doive être mis hors de cause.

Mais la Cour de cassation admet qu'il y a là avant tout une question de fait dépendant de l'appréciation des cir-

(1) Cass., 12 déc. 1903, D. 1904, 1, 70, annulant C. Paris, 27 janv. 1902.

(2) C. Bordeaux, 19 avril 1905, *Petites annales du cycle et de l'auto*, 1906, p. 124.

constances et de l'interprétation des conventions intervenues entre les parties (1).

VII. — *Le voleur*. — Si la chose volée vient à causer un dommage, le voleur sera seul tenu d'en supporter les conséquences. Il n'y a pas lieu d'insister sur cette solution en accord avec le critérium posé au début de ce paragraphe.

SECTION III

Conditions de preuve de la responsabilité des choses inanimées. — Nature et étendue de la réparation

§ 1. — CONDITIONS DE PREUVE

La première question qui se pose est celle de savoir à qui incombe la charge de la preuve ? Dans le système du Code Civil, fondé sur les articles 1382 et 1383, le fardeau de la preuve doit être réparti entre les deux plaideurs conformément à l'article 1313, qui ne fait que développer l'adage suivant : « *Onus probandi actori incumbit.* » Le demandeur (la personne lésée) qui ne bénéficie d'aucune présomption doit démontrer l'exactitude de ses allégations sinon il perd son procès. Quand, au contraire, il fournit la preuve qu'on exige de lui, il obtient gain de cause, à moins

(1) Arg. analogie, Cass., 9 mars 1892, D. 1892, 1, 226.

que son adversaire ne lui oppose une exception ou tout autre moyen de défense auquel cas, c'est lui qui à son tour, est tenu d'en faire la preuve, conformément à cet autre adage : « *Reus in exceptione fit actor* » (1).

Connaître celui qui supporte « *l'onus probandi* » ne suffit pas, il faut en outre préciser l'étendue de la preuve qui doit être faite par chacun des deux adversaires.

Occupons-nous d'abord du demandeur. Pour qu'une personne soit rendue responsable du dommage occasionné par sa chose, différentes conditions que nous avons indiquées précédemment (2) doivent être réunies. Dans quelle mesure et à l'aide de quels moyens le demandeur en indemnité doit-il établir l'existence de ces conditions ? Quel est alors le rôle du juge ? Tels sont les points qui vont maintenant retenir notre attention.

Il faut d'abord que la personne lésée établisse que son adversaire est bien celui qui doit répondre de la chose inanimée. Voici ce que nous entendons par cette formule. Différentes personnes que nous avons énumérées (3) peuvent être tenues les unes à la place des autres de réparer le dommage causé par une chose. Si par exemple un commodatataire actionné en indemnité prétend qu'il doit être mis hors cause, parce qu'au moment, où l'accident s'est pro-

(1) Consulter Planiol, *op. cit.*, II, page 17, charge de la preuve, nos 49-52.

(2) Voy. *supra*. Section I, § 1, pages 88 et suivantes.

(3) Voy. *supra*. Section II, pages 103 et suivantes.

duit, il avait déjà restitué la chose à son propriétaire, le demandeur aura à prouver, par tous les moyens possibles, que c'est bien le commodataire qui doit être poursuivi attendu qu'il avait la chose en sa possession quand l'événement dommageable s'est réalisé (1).

Une fois la personne qui doit répondre de la chose connue, le demandeur, pour la faire condamner, doit établir : 1° qu'il a subi un dommage, 2° que son adversaire a commis une faute, 3° qu'enfin cette faute est la cause directe et immédiate du dommage.

Le dommage étant un fait matériel, il est facile à celui qui le subit d'en faire la démonstration à l'aide d'une expertise, d'une enquête ou de tout autre moyen de preuve. Aussi, exigera-t-on du demandeur une preuve précise et complète du dommage, notamment en ce qui concerne son étendue.

Passons à l'existence d'une faute commise par le gardien (2) de la chose.

Nous sommes ici en présence d'un fait non plus seulement extérieur mais psychologique, la preuve que devra fournir la victime sur ce point, sera par suite moins complète, moins poussée que celle qui est exigée d'elle en ce

(1) Presque toujours, la question de savoir quelle est la personne qui doit répondre du dommage causé par la chose ne sera même pas soulevée devant le tribunal, cette personne étant notoirement connue.

(2) Le mot « gardien » doit être entendu ici dans son sens usuel.

qui concerne le dommage. Il suffira, à notre avis, que le demandeur établisse la cause précise du préjudice dont il souffre. En pratique, cette preuve sera d'ailleurs souvent fort difficile à rapporter. Comme nous l'avons déjà fait observer quand, par exemple, une machine explose en blessant un passant et qu'elle est complètement détruite, comment fera-t-on pour déterminer d'une façon exacte si l'accident provient d'un cas fortuit ou de l'usure de la machine ? Dans bien des cas, on sera obligé de s'en tenir à de simples probabilités.

Quand le fait générateur du dommage sera suffisamment établi par le demandeur, il appartiendra au Tribunal d'apprécier si ce fait est dû à une faute du défendeur (1). Les juges à cet effet compareront la conduite tenue par le propriétaire à l'égard de sa chose à celle qui aurait été suivie par un homme très diligent placé dans la même situation. Leur tâche sera souvent très délicate : il leur faudra tenir compte de l'état des mœurs tout en évitant de sacrifier les théories juridiques consacrées par les textes aux circonstances de la cause.

Arrivons à la preuve d'une relation de cause à effet entre la faute et le dommage.

Ici encore, c'est au demandeur qu'il appartient d'établir l'existence de ce lien de causalité. Et le Tribunal doit

(1) La détermination de l'acte illicite constitue une question de droit et la Cour de Cassation a le pouvoir de vérifier si l'acte incriminé présente le caractère d'un acte illicite.

vérifier si la faute commise par le gardien est bien la cause immédiate du dommage engendré par la chose (1). Ainsi que le remarque M. Planiol (2) « les circonstances de fait qui sont presque toujours complexes, rendent parfois très difficile l'appréciation de ce lien et cependant, il est bien impossible de condamner une personne tant qu'il n'est pas prouvé que c'est elle qui par sa faute a causé le dommage » (3).

Quand le demandeur satisfait à toutes les conditions de preuve qui sont exigées de lui (4) son adversaire, le gardien de la chose, pour échapper à la condamnation dont il est alors menacé, a la faculté d'user de différents moyens de défense ; il peut soutenir que la faute relevée à sa charge ne lui est pas imputable ou que le dommage occasionné par sa chose est dû soit à la faute de la victime ou d'un tiers, soit à un cas fortuit ou à la force majeure. Le défendeur est alors obligé, à son tour, de faire la preuve de la cause d'exonération dont il entend se prévaloir.

Tout être humain est présumé jouir de ses facultés men-

(1) L'existence d'une relation directe de cause à effet est une constatation de fait soumise à la souveraine appréciation des juges. Voy. Cass., 30 juin 1880, S. 1881, 1, 351 ; Cass. req., 22 déc. 1897, D. 1899, 1, 85.

(2) Planiol, *op. cit.*, II, p. 280, n° 869.

(3) Nous avons vu que la jurisprudence n'a pas toujours tenu compte de cette règle *Supra*, pages 92 et 93.

(4) Sur les différentes preuves que doit fournir le demandeur, consulter encore une note de M. Planiol au *Dalloz*, année 1896, 2, 458.

tales, jusqu'à preuve du contraire. Par conséquent si celui qui doit répondre de la chose, ou ses représentants prétendent qu'il doit être exonéré comme ayant agi sous l'empire de la folie ou comme manquant de discernement, ce sera à ces personnes qu'incombera le soin d'en faire la preuve.

En ce qui concerne la démonstration de la faute d'une victime ou d'un tiers, il suffit de se reporter à ce que nous avons écrit à propos de la preuve, par le demandeur, de la faute de son adversaire, mais les rôles se trouvent renversés. Le défendeur, à peine de se voir condamner, doit prouver le fait de la victime ou d'un tiers qui a rendu la chose inanimée dommageable et les tribunaux sont, ici également, chargés de rechercher si ce fait constitue une faute.

Arrivons à la preuve du cas fortuit et de la force majeure.

Le défendeur qui invoque cette cause d'exonération est tenu d'établir d'une façon *directe* et *précise* l'événement, autre que sa faute, qui a rendu la chose nuisible. Et point n'est besoin de se demander s'il suffit que le gardien de la chose prouve simplement son *absence de faute* pour qu'on en induise que le dommage provient d'un cas fortuit (1). S'il est reconnu, comme on le suppose dans cette hypothèse,

(1) Dans le système de la présomption de faute fondé sur l'art. 1384, al. 1, nous verrons au contraire qu'il y a lieu de rechercher si le cas fortuit doit être prouvé directement ou peut s'induire de l'absence de faute du gardien.

que le gardien a fait preuve de toute la diligence qu'on était en droit d'exiger de lui, aucune faute ne pourra être relevée à sa charge ; par suite, le demandeur perdra son procès puisque, il ne faut pas l'oublier, c'est lui qui dans le système du Code civil supporte l'*onus probandi*, conformément à l'article 1315.

Il résulte de ce qui précède que la preuve mise à la charge de la victime d'une chose inanimée est fort lourde, aujourd'hui surtout que les choses inanimées sont devenues à la fois plus dangereuses et plus complexes (1).

Les accidents causés par les machines (ce sont de nos jours les plus fréquents) resteront trop souvent sans réparation dans le système traditionnel parce que le demandeur succombe sous le poids et la preuve. Dans bien des cas il lui est presque impossible de déterminer d'une façon certaine la cause exacte de l'accident et par là même d'établir la faute de son adversaire.

§ 2. — NATURE ET ÉTENDUE DE LA RÉPARATION

Mode de réparation. — Le plus souvent, la réparation consiste dans l'attribution d'une somme d'argent à la personne lésée. Mais il est permis au juge d'accorder à la vic-

(1) Les tribunaux pour faciliter cette preuve auraient pu utiliser les articles 1349 et 1353, au lieu de tirer parti, à cet effet de l'art. 1384, al. 1.

time une réparation d'un autre genre, plus adéquate à la nature du dommage (1).

Étendue de la réparation. — Le dommage causé par une chose inanimée doit être *intégralement* (2) réparé par la personne reconnue responsable et le taux de l'indemnité varie avec l'étendue du dommage et non d'après la gravité de la faute (3). Il en est autrement en cas de responsabilité contractuelle. L'article 1150 distingue en effet selon que l'auteur du dommage est coupable de dol ou de simple négligence ; dans ce dernier cas on atténue sa responsabilité en la limitant aux dommages qui ont pu être prévus lors du contrat.

Toutefois cette différence entre les deux responsabilités, très importante en théorie, l'est beaucoup moins en pratique parce qu'en matière de responsabilité délictuelle, les juges du fait jouissent d'un pouvoir souverain pour fixer le montant de l'indemnité.

(1) Le dommage pourra parfois être réparé en nature.

(2) Il y a cependant un cas dans lequel la réparation du dommage ne sera pas intégrale : quand il y a *faute commune* de la victime ou d'un tiers et du gardien de la chose.

(3) Si la victime est assurée, elle n'en a pas moins le droit d'actionner en réparation l'auteur du dommage, bien qu'étant déjà indemnisée par l'assureur. Voy. sur ce point : Beudant et Capitant, *op. cit.*, pages 649-650.

SECTION IV

Application du système de la faute prouvée en jurisprudence

Vers l'année 1895, nous savons que des tentatives se sont produites, en doctrine et en jurisprudence, en vue de soustraire les dommages causés, par les choses inanimées, à l'application des articles 1382 et 1383, parce que le système de la faute prouvée ne satisfaisait pas toujours aux besoins de la pratique. Voici, dès lors, un point qui mérite examen. Si, postérieurement à cette époque, nous trouvons encore des décisions judiciaires qui persistent à suivre la théorie traditionnelle, bien qu'elle ne soit plus en accord avec les nécessités sociales, nous aurons une preuve de plus que cette théorie contenait bien la vérité législative.

Le 19 juillet 1895, la Cour d'Aix est appelée à juger l'espèce suivante : Le chauffeur Grange, au service de la Compagnie générale transatlantique, était mort à la suite de blessures occasionnées par l'explosion de la chaudière du paquebot, le *Maréchal-Bugeaud*. Sa veuve avait intenté devant le tribunal de commerce de Marseille, une action en responsabilité, mais ce tribunal l'avait déboutée de sa demande en s'appuyant sur les motifs suivants :

« Attendu que la demanderesse excipe tout d'abord de

l'art. 1384 du Code Civil, aux termes duquel on est responsable du dommage que l'on cause, non seulement par son propre fait, mais encore par le fait des choses que l'on a sous sa garde : qu'elle prétend tout d'abord, en vertu dudit article, n'avoir aucune preuve à fournir ni à offrir, mais bénéficier d'une présomption légale de vice propre, ou de défaut d'entretien, sans preuve contraire du cas fortuit ou de la force majeure, à la charge du demandeur ; attendu que l'existence d'une faute, légalement imputable, constitue l'une des conditions essentielles de toute action en responsabilité ; que celui qui se prétend lésé par un délit ou quasi délit, est, en conséquence de sa qualité de demandeur, tenu d'en justifier ; que faute par lui d'en rapporter la preuve, sa demande n'est pas établie et doit être rejetée, sans que le défendeur ait à prouver le fait sur lequel il fonde une exception de libération (1) ».

On voit donc que le Tribunal de Marseille admettait qu'il incombait, au demandeur, d'établir la faute de son adversaire, conformément aux articles 1382 et 1315 combinés, et se refusait, au contraire, à appliquer l'article 1384, al. 1 in fine.

La Cour d'Aix, dans un arrêt du 19 juillet 1895, confirme ce jugement par adoption des motifs.

Madame Grange forme alors un pourvoi pour violation

(1) Le jugement de Marseille est rapporté sous l'arrêt de cassation du 30 mars 1897 cité à la page 417, note 1.

des articles 1382, 1383, 1384 et 1386, elle soutient principalement que l'article 1384 portant qu'on est responsable des choses que l'on a sous sa garde, elle n'avait aucune preuve à fournir et que c'était la Compagnie transatlantique qui devait démontrer, pour être exonérée, l'existence du cas fortuit ou de la force majeure. Ce pourvoi ayant été rejeté par la Cour de cassation, il importe de préciser les raisons pour lesquelles il ne fut pas admis.

La Chambre des Requêtes relate « que l'accident a donné lieu à deux enquêtes et vérifications techniques, qu'il résulte que les foyers du Maréchal Bugeaud étaient construits conformément aux règles de l'art, en bon état d'entretien, et qu'il est impossible de déterminer la cause d'un accident qui doit rentrer dans la catégorie des accidents fortuits déjouant toute prévision et ne pouvant engager aucune responsabilité » (1).

On soutient, parfois, que cette décision s'appuie sur l'article 1386, qu'elle laisse à entendre que la preuve d'un vice de construction eut été suffisante pour motiver une condamnation du propriétaire (2). Telle n'est pas, à notre avis, la portée de cet arrêt. Le pourvoi se fondait principalement sur l'article 1383 al. 1, la Chambre des Requêtes

(1) Cass. req., 30 mars 1897, D. 1897, 1. 441 (2^e espèce). Note de M. Saleilles, S. 1898, 1, 65; note de M. Esmein. Vers la même époque, la Chambre Civile de la Cour suprême s'écartait au contraire de la théorie traditionnelle. Voy. Cass. Civ., 16 juin 1896, D. 1897, 1, 440 (1^{re} espèce).

(2) Voy., par exemple, Bonnet. *op. cit.*, page 76.

le rejette pour s'en tenir à la solution traditionnelle, elle constate que les deux seules fautes qui auraient pu être relevées, dans l'espèce, à la charge du propriétaire (le vice de construction ou le défaut d'entretien) n'ont pas été prouvées par le demandeur, en conséquence, elle décide que le propriétaire doit être exonéré puisque la cause du dommage réside dans un cas fortuit. (1)

Le tribunal civil de Tours suit le même système en cas d'accident causé par un cycliste, qui avait renversé un piéton. Il déboute sa victime de sa demande en indemnité parce qu'aucune faute ne peut être imputée au vélocipédiste qui avait une machine munie d'un grelot, marchait à une allure modérée et avait pris toutes les précautions nécessaires pour empêcher le piéton de marcher devant lui. Le demandeur se pourvoit en cassation pour violation de l'article 1385, assimilant ainsi le propriétaire d'une bicyclette à celui d'un animal. La Chambre des Requêtes, par un arrêt du 11 juillet 1899, rejette le pourvoi ainsi formé et décide : que le cycliste ne saurait être condamné puisqu'il n'a commis aucune faute (2).

Les partisans d'une responsabilité du fait des choses inanimées, fondée sur une faute présumée, font remarquer que cette décision est conforme à leur système puisque,

(1) En ce sens, voy. Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, 4^e édit., t. II, page 309, n° 931.

(2) Trib. civ. de Tours et Cass. req., 12 juin 1899, D. 1900, 1, 41, S. 1899, 1, 497 (note de M. Esmein).

disent-ils, au moment de l'accident, la machine se trouvait sous la direction de celui qui la montait. il y avait « fait de l'homme » par suite, c'étaient les articles 1382 et 1383 qui devaient être appliqués et non l'article 1384 al. 1 qui vise seulement les dommages dus « au fait de la chose ».

En revanche, le jugement suivant du tribunal civil de Saint-Jean d'Angély (1) ne peut se prêter à une semblable équivoque. Un employé avait été chargé par son patron de descendre des bouteilles de limonade à la cave. Une bouteille explose soudainement et un éclat de verre atteint mortellement l'employé à la gorge, en lui coupant la veine jugulaire. Les parents de la victime, ayant réclamé des dommages intérêts à son patron, le tribunal acquitte celui-ci « attendu qu'il n'a commis aucune faute en chargeant son employé de descendre des bouteilles de limonade à la cave; que l'homme le plus prudent ne pouvait pas prévoir que ce travail, si simple et généralement si peu dangereux, aurait des conséquences si graves; que l'accident causé par un phénomène non expliqué, et dont aucune précaution indiquée par la science ne pouvait empêcher la production, doit être considéré comme un cas fortuit, n'engendrant aucune responsabilité. Comme le père de la victime, au cours des plaidoiries, avait invoqué l'art. 1384 al. 1, les juges de

(1) Trib. civ., Saint-Jean d'Angély, 27 janvier 1897. *Gaz. Pal.*, 1897-1, 344.

Saint-Jean d'Angély ont soin de constater dans leur décision « que pour tous les autres cas de dommage causés par des choses inanimées, en raison du silence de l'article 1386, les tribunaux doivent se référer à la règle générale posée dans les art. 1382 et 1383, dont les trois articles suivants ne sont que l'application à certains cas particuliers ».

Dans l'espèce que nous venons de rapporter, que l'accident provenait certainement du fait de la chose, les juges ont cependant appliqué le système de la faute prouvée.

On peut encore citer, dans le même sens, une décision du tribunal civil de Nantua (1) relative à un accident occasionné par la rupture d'un barreau d'une échelle. Les parties en cause ayant cherché à se prévaloir de l'art. 1384 al. 1, les juges repoussent leur demande estimant « que la théorie nouvelle, instituant à l'égard des choses inanimées, la responsabilité de celui qui en a la garde, est assurément généreuse... mais qu'elle n'existe même en germes, ni dans la pensée des rédacteurs du Code, ni dans les textes adoptées par les législateurs de cette époque ». Ils concluent : qu'en ce qui concerne les choses que l'on a sous sa garde, et sauf exception, il faut revenir au droit commun, à l'existence et à la preuve de la faute.

La Cour d'Aix, le 27 janvier 1902, reconnaît à nouveau,

(1) Nantua, 10 août 1899. *La Loi*, 27 septembre 1899.

qu'aux termes des articles 1382 et suivants du Code Civil, on est responsable, de plein droit, sans que la preuve d'une faute soit nécessaire, des choses que l'on a sous sa garde que dans le cas des articles 1385, pour les choses animées, et 1386, pour la ruine d'un bâtiment (1).

La même année, la Cour de Rennes (2) applique la théorie traditionnelle au cas d'un incendie allumé par des étincelles échappées d'une locomobile. Son arrêt écarte, en termes très explicites, la doctrine d'après laquelle l'article 1384 al. 1 consacrait l'existence d'une responsabilité spéciale du fait des choses inanimées.

Les cours de Bordeaux et de Grenoble (3) s'appuient, elles aussi, sur les articles 1382 et 1383 pour statuer sur les demandes en indemnité intentées par les victimes d'accidents d'automobiles. On peut enfin citer, comme suivant le système de la faute prouvée, un jugement du tribunal civil de la Seine, du 19 mai 1906, statuant sur la demande en indemnité intentée par une cuisinière blessée par un jet de flamme échappé du fourneau de sa cuisine (4)

(1) Aix, 27 janvier 1902, *Gaz. Palais*, 1902-2. 158; il s'agit d'un accident occasionné par l'explosion d'une lampe à essence.

(2) Rennes, 28 juillet 1902, sous Cass. civ., 16 janv. 1905. D. 1906-1. 288. Cette cour a depuis changé d'avis, voy. Rennes, 26 juillet 1906. D. 1907 2. 17.

(3) Bordeaux, 26 juin 1905. D. 1906, 5. 56 et Grenoble, 18 nov. 1905. D. 1905, 2. 479. *Addé*, Cass. req., 25 juillet 1905. D. 1906-1. 204. Trib. civ., Toulouse, 17 janv. 1906. D. 1906-5. 64.

(4) Trib. civ. Seine, 19 mai 1906. D. 1907, 5, 31.

et aussi de nombreuses décisions judiciaires relatives aux accidents d'automobiles (1).

La Chambre des requêtes, nous le verrons par la suite, (2) a fini par se décider à utiliser l'article 1384 al. 1 mais ce n'est qu'après bien des hésitations, puisque ce revirement ne date que de 1908. Il n'en reste pas moins vrai que plusieurs juridictions restent encore fidèles à la théorie traditionnelle, bien qu'elle ne corresponde plus aux nécessités de la vie sociale. Notre manière de voir se trouve donc confirmée et nous persistons à croire : que la responsabilité du fait des choses inanimées, d'après notre Code Civil, doit être soumise aux art. 1382 et 1383.

(1) Ces décisions sont rapportées par H. Roland dans sa thèse précitée et Wahl, *Revue trimestrielle de Droit civil*, année 1908, p. 7 et s.

(2) *Infrà*, pages 228-230.

CHAPITRE TROISIÈME

LES LIMITES DE LA RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE ET DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE DU FAIT DES CHOSES INANIMÉES

Nous connaissons désormais les règles auxquelles la responsabilité du fait des choses inanimées se trouve soumise en vertu des articles 1382 et 1383. Mais ces textes, écrits au Chapitre des Délits et quasi délits, ne visent que la responsabilité délictuelle. Or la responsabilité du fait des choses peut aussi être contractuelle.

Jusqu'ici, nous avons supposé que le gardien de la chose dommageable et la victime étaient deux personnes « conventionnellement étrangères » l'une à l'autre, entre lesquelles aucun contrat n'est intervenu. Ce sera, par exemple, un curieux qui s'est trouvé happé par une machine qu'il regardait fonctionner. Il ne saurait alors être question de responsabilité contractuelle puisque avant la réalisation du dommage aucune convention n'est intervenue entre le propriétaire de la machine et la personne blessée ; les articles 1382 et 1383 doivent donc certaine-

ment être seuls appliqués. Quand au contraire, le propriétaire de la chose et la victime sont liés avant l'accident par un contrat (1) ayant avec cette chose un rapport plus ou moins étroit, dans quelles mesures celui-ci doit-il être responsable contractuellement ?

Cette question se posait surtout dans le domaine industriel à propos du contrat de travail, avant que la loi du 9 avril 1898 eût réglementé la réparation des accidents du travail. Mais elle se présente encore aujourd'hui quand il s'agit d'un louage de travail échappant à la législation du risque professionnel : tel est le louage des ouvriers agricoles, dans la plupart des cas, le louage des domestiques (louage de service) le louage contracté par des ouvriers avec des particuliers ; on la retrouve également à propos du contrat de transport existant entre les compagnies et les voyageurs etc... Et l'intérêt pratique qui s'attache à la détermination des cas dans lesquels le propriétaire d'une chose inanimée doit être responsable contractuellement est considérable parce que les deux responsabilités délictuelle et contractuelle (2) obéissent à des règles différentes ; il suffit pour s'en convaincre de les mettre rapidement toutes deux en parallèle. (3)

(1) Ce sera d'ailleurs l'exception.

(2) Cfr. Rouard de Card, *France judiciaire*, 1891, première partie, p. 97 et suiv. ; Bonnet, thèse précitée, chap. V, pages 240-248.

(3) On a proposé parfois de réserver ce terme de *responsabilité* pour désigner la responsabilité délictuelle et d'appeler *garantie* la

1° La première différence concerne la *gravité de la faute* propre à engendrer la responsabilité. La faute contractuelle n'est prise en considération qu'autant qu'elle présente un certain caractère de gravité et se détermine d'après le contrat. Le débiteur répond toujours contractuellement de son dol mais en dehors de là, pour savoir s'il est en faute, il convient d'examiner, dans chaque cas particulier, la nature et l'étendue de la diligence promise et de rechercher ensuite si, oui ou non, cette diligence a été fournie. (1)

La faute délictuelle, au contraire, existe en toute hypothèse dès que la personne à qui on prétend l'imputer n'a pas fourni toute la diligence et l'habileté dont elle était capable ou aurait dû être capable. Elle est toujours appréciée avec une rigueur invariable et la mesure de la responsabilité délictuelle est toujours déterminée par la vieille formule romaine : *In lege Aquilia et levissima culpa venit* (2).

responsabilité contractuelle. Cfr. Saintelette, *De la responsabilité et de la garantie*.

(1) Cfr. Saleilles, *Théorie générale de l'obligation*, n° 331 et s.

(2) Cette distinction traditionnelle est encore admise communément. Voy. Aubry et Rau, *op. cit.*, T. IV, p. 100, note 25, page 755 et note 7; Laurent, *op. cit.*, T. XVI, n°s 213 et 230, T. XX, n° 463; Demolombe, *op. cit.*, T. XXI, n°s 472 et s.; Huc, *op. cit.*, T. VIII, n° 424. Toutefois depuis un certain nombre d'années il se produit un mouvement contre cette dualité de faute. Cfr. Planiol, *op. cit.*, T. II, n° 873 et note au D. 1896-2. 437; Fromageot *op. cit.*; Grandmoulin, *Nature délictuelle de la responsabilité pour violation des obligations contractuelles dans l'ancien Droit Romain et dans le Droit français*, thèse, Rennes, 1892-1893.

2° *Étendue de la réparation.* — L'effet de la faute contractuelle se trouve limité par les articles 1150 et 1151, le propriétaire qui a commis une simple négligence n'est jamais tenu que du dommage « qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention » (1). S'il est exempt de dol, sa responsabilité se restreint encore, il ne doit « que les dommages qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat » (2). La responsabilité délictuelle entraîne, au contraire, une réparation intégrale du préjudice causé (3).

3° *Charge de la preuve.* — S'il s'agit d'une faute contractuelle, la preuve en incombe presque toujours au débiteur (le défendeur) (4), au contraire, en cas de délit, c'est le demandeur (la personne lésée) qui doit démontrer la faute de son adversaire.

Il convient toutefois d'observer que cette différence disparaît complètement si l'on admet qu'en cas de responsabilité du fait des choses inanimées l'article 1384, al. 1^{er}, édicte une présomption de faute à l'encontre du propriétaire ou du gardien.

(1) Art. 1150.

(2) Art. 1151.

(3) C'est en vain, croyons-nous, que les partisans de l'unité de faute ont essayé de soutenir que les art. 1150 et 1151 s'appliquent à la responsabilité délictuelle. Cfr. Planiol, *op. cit.*, T. II, page 293, n^{os} 896 et 897.

(4) La preuve d'une faute du débiteur est exigée du créancier, même en matière contractuelle, toutes les fois que l'obligation est de ne pas faire. Planiol, *op. cit.*, T. II, page 292, n^o 889.

Étant donné que la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle diffèrent à trois points de vue (1) il est donc du plus haut intérêt de fixer les limites de leur champ d'application.

Trois théories ont été successivement proposées à cet effet. Indiquons-les sommairement.

On soutient que la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle ont deux domaines d'application bien distincts.

D'après une autre opinion, la responsabilité contractuelle doit exclure la responsabilité délictuelle.

Une dernière doctrine prétend au contraire que c'est la responsabilité délictuelle qui l'emporte sur l'autre responsabilité.

Examinons successivement la valeur doctrinale de ces trois conceptions.

Les auteurs qui estiment que chacune des deux responsabilités a un champ d'application bien déterminé font le raisonnement suivant : un même fait ne peut engager, à

(1) M. Bouvier-Bangillon en note dans *Pandectes françaises*, année 1903-4, 5, col. 4, signale encore un autre intérêt qui s'attache à la distinction entre les deux responsabilités. S'il y a pluralité de personnes responsables l'appel aux art. 1382 et suivants permettra d'obtenir de chacune d'elles la totalité de l'indemnité due par application du principe de solidarité admis entre coparticipants d'un délit civil ; l'action née du contrat, au moins si la solidarité n'a pas été « expressément stipulée » dans le contrat, devra au contraire se diviser contre chacun.

la fois, la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle, par conséquent dans un cas donné où un contrat est susceptible de régler la réparation du dommage survenu, si la faute contractuelle doit être appréciée moins rigoureusement que ne l'est la faute délictuelle, il ne saurait y avoir, en l'absence de cette faute contractuelle une obligation quelconque de réparer ce dommage. « Tout contractant doit relativement à l'objet du contrat la mesure de diligence fixée par le contrat lui-même, écrit M Labbé (1), s'il est en faute aux termes du contrat, il est inutile d'invoquer contre lui l'article 1382, si d'après ce contrat il n'est pas responsable, le recours à l'article 1382 ne saurait aggraver sa situation. C'est le développement nécessaire de l'idée que le contrat est la loi des parties.... »

Les auteurs qui partagent cette façon de voir observent en outre que tel semble déjà avoir été, dans une certaine mesure, le système du droit romain. Lorsqu'un contractant avait été lésé par son cocontractant il lui était permis, en effet, au temps de Justinien, d'exercer les deux actions jusqu'à concurrence de la plus avantageuse mais la possibilité d'intenter l'une ou l'autre action était subordonnée semble-t-il à l'existence d'une faute contractuelle. Si le fait dommageable constituant une faute Aquilienne n'était pas

(1) Labbé, Notes au S. 1885-4. 25 col. 4 et 5 et 1886-2. 97 col. 2. Adde, Labbé, *France judiciaire*, 1888, 1^{re} partie, p. 33 ; rapp. Aubry et Rau, T. IV, p. 755 ; Demolombe, T. XXI, n° 450 ; Laurent, T. XVI, n° 230 ; Saleilles, *Théorie générale de l'obligation*, n° 332.

en même temps une faute aux termes du contrat, il devenait impossible d'exercer la *legis actio aquiliæ* aussi bien que l'action du contrat (1).

Que faut-il penser de cette doctrine? Les arguments qu'elle invoque ne nous semblent pas décisifs. La responsabilité délictuelle étant d'ordre public (2) ne saurait être écartée d'une manière complète toutes les fois qu'il y a place pour la responsabilité contractuelle. Il est hors de doute que nul ne peut s'exonérer de ses délits et quasi délits par une convention ayant uniquement pour but cette exonération. D'un autre côté, la responsabilité contractuelle est généralement moins rigoureuse que l'autre, si donc on admet quand elle s'applique que l'autre responsabilité disparaît, on reconnaît ainsi la validité d'une clause d'exonération de la responsabilité délictuelle. Sans doute l'exonération n'est pas dans ce cas l'objet propre d'une convention, mais la logique réclame qu'il soit impossible de l'effectuer indirectement, par une clause accessoire, puisqu'il est impossible d'en faire l'objet propre d'une convention. Il est donc facile, partant de cette idée, de réfuter une autre objection faite par M. Labbé.

D'après cet auteur, déclarer un contractant responsable pour un délit civil d'un fait permis par le contrat, c'est

(1) C'est ce qui semble résulter nettement d'un texte d'Ulpien, L. 27, § 29, *Dig. Ad. leg. Aq.*, IX, 2 ; Cfr. Girard, *op.cit.*, page 656.

(2) Cfr. notamment Baudry-Lacantinerie et Barde, T. IV, *op. cit.*, p. 1097.

violer le contrat.... rompre une condition sans laquelle le cocontractant n'aurait pas touché à la chose d'autrui (1). Il n'y a pas à notre avis violation du contrat, mais il y aurait violation de la loi par le contrat, si l'on admettait qu'un contractant, auteur d'un fait permis par le contrat, mais constituant un délit civil, ne saurait être actionné en réparation conformément aux articles 1382 et 1383.

Quant à l'argument tiré du Droit Romain, il ne nous semble pas qu'il doive être pris en considération. La solution romaine n'était qu'une conséquence des idées reçues au sujet de la combinaison des actions pénales reipersécutoires et mixtes. Mais rien ne paraissant la légitimer dans notre droit moderne, elle doit être repoussée.

Il résulte de ce qui précède que les responsabilités contractuelle et délictuelle, loin d'avoir deux champs d'application bien distincts doivent concourir entre elles (2). Ceci nous amène à nous demander quelle est celle qui doit l'emporter sur l'autre.

Les partisans de l'exclusion de la responsabilité délictuelle par la responsabilité contractuelle invoquent deux arguments : (3) il convient que le taux de la condamnation

(1) Labbé note au S. 1884, 4. 25 Col. 5.

(2) Un arrêt de la Cour de Riom du 25 mars 1903, D. 1904, 2. 257 et un jugement du trib. civ. de Lyon du 12 déc. 1902 sous Cass. D. 1907, 1. 177 admettent le concours des deux responsabilités sans cependant se prononcer sur la prééminence de la responsabilité délictuelle sur la contractuelle.

(3) Voy. notamment Bounet, thèse précitée, p. 233.

ne puisse pas varier au gré du créancier, selon qu'il lui plairait d'exercer l'une ou l'autre action; d'autre part, en traitant séparément de l'inexécution des obligations conventionnelles et des délits et quasi-délits, le législateur semble avoir voulu distinguer complètement ces deux situations et régler entièrement chacune d'elles, à la place où il les envisage.

Les articles 1146 et suivants, dit-on, peuvent seuls être invoqués à l'exclusion des articles 1382 et 1383, lorsque le fait dont il est demandé réparation constitue une faute *contractuelle*, la responsabilité [délictuelle doit donc être exclue par l'autre à tous égards.

Le taux de la condamnation, nous le reconnaissons, ne doit pas varier selon le bon plaisir du demandeur, mais il est possible d'arriver au même résultat, si l'on admet que c'est la responsabilité délictuelle qui doit l'emporter sur l'autre responsabilité.

De ce que le législateur traite séparément de l'inexécution des obligations conventionnelles d'une part, et des délits et quasi-délits de l'autre, on induit que les articles 1146 et suivants peuvent seuls être invoqués à l'exclusion des articles 1382 et 1383. Cette argumentation ne nous semble pas décisive. Reprenant le même raisonnement, on peut tout aussi bien en tirer cette conséquence inverse : que les rédacteurs du Code ont voulu au contraire exclure la responsabilité contractuelle [toutes les fois qu'il y avait lieu d'appliquer les principes de la responsabilité délictuelle.

En outre, la doctrine que nous combattons ne tient pas compte de l'art. 6 du Code Civil duquel il résulte que la responsabilité délictuelle *établie par la loi* ne peut être éliminée par la responsabilité conventionnelle parce que la loi est supérieure à tous les contrats.

Pour échapper à cette objection, ses partisans concèdent que puisqu'un contractant répond nécessairement de son dol envers son cocontractant, en vertu même du contrat, la responsabilité contractuelle équivaut au moins dans tous les cas à la responsabilité du délit; qu'il est seulement possible par contrat de s'exonérer de sa faute non intentionnelle, même la plus légère. Mais alors une telle convention serait socialement regrettable, elle aurait pour résultat de rendre les hommes moins vigilants.

C'est pourquoi nous ne croyons pas devoir admettre l'exclusion de la responsabilité délictuelle par la contractuelle.

La solution contraire nous paraît être la vraie.

La règle en vertu de laquelle chacun doit réparer le dommage causé par sa faute est une règle d'ordre public à laquelle il ne peut être dérogé par des conventions particulières. Deux contractants doivent donc répondre toujours l'un envers l'autre, au moins de la faute aquilienne non pas en vertu du contrat, car la faute contractuelle peut rester en deçà de la faute aquilienne, mais en vertu des articles 1382 et 1383.

En un mot, c'est la responsabilité contractuelle qui doit

être exclue par la responsabilité délictuelle. Quand les deux responsabilités concourent l'une avec l'autre, deux cas peuvent se présenter :

Si la responsabilité contractuelle aggrave la responsabilité délictuelle, il doit être tenu compte de la volonté des parties (1). Quand, au contraire, la convention a pour but d'alléger ou d'éliminer cette responsabilité, elle ne devra pas être prise en considération.

« Ce n'est pas, ainsi que le dit M. Planiol, (2) la responsabilité délictuelle qui sert de complément à l'autre, c'est le contraire qui est vrai : la responsabilité conventionnelle vient *s'ajouter* à la responsabilité établie par la loi et ne peut ni *l'éliminer* ni se *substituer* à elle, par la raison que la loi est antérieure à tous les contrats (3). »

La jurisprudence appelée à s'occuper de cette question à propos d'accidents du travail, antérieurement à la loi du 9 avril 1898, a refusé d'admettre la validité des clauses d'exonération qui étaient fréquemment insérées dans les contrats passés entre patrons et ouvriers (4).

(1) Il en est ainsi, par exemple, quand le propriétaire d'une automobile s'engage envers son chauffeur à réparer les accidents dont celui-ci pourrait être victime quand même ils proviendraient d'un cas fortuit.

(2) Planiol, note au D. 1907, 2. 97, col. 2.

(3) Dans le même sens, voy. Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 14 ; Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, p. 40. Cour de Rennes, 20 mars 1893. S. 1894-2. 36.

(4) Voy. Beudant et Capitant, *op. cit.*, p. 656.

Il convient, en terminant de présenter une dernière observation. Pour que la responsabilité contractuelle fonctionne, et nous venons d'indiquer quel doit être son domaine d'application, il faut que les parties aient évidemment prévu le fait dommageable dans le contrat pour en régler elles-mêmes les conséquences. Or, en pratique, il sera souvent fort *difficile* de savoir quelles étaient les intentions des contractants à cet égard.

TROISIÈME PARTIE

Etude critique des autres systèmes proposés sur la responsabilité du fait des choses inanimées.

Dans la deuxième Partie de notre étude, nous sommes arrivé aux conclusions suivantes : la responsabilité du fait des choses inanimées, d'après notre Code civil a un fondement subjectif ; elle est soumise aux articles 1382 et 1383, c'est-à-dire au régime de la faute prouvée. Et nous croyons avoir suffisamment développé toutes les conséquences juridiques qu'entraîne l'adoption du système traditionnel.

A partir d'une certaine époque, par suite de circonstances sur lesquelles nous ne reviendrons pas, on s'est efforcé de soustraire les dommages causés par les choses inanimées à l'application du droit commun. Différentes théories, qui se recommandent de notre Code, ont été imaginées à cet effet. Nous les avons déjà indiquées som-

mairement, le moment est venu d'apprécier leur valeur doctrinale. Si nous nous bornions à dire comme nous l'avons fait jusqu'ici, que les dommages résultant du fait des choses inanimées, doivent être réparés conformément aux articles 1382 et 1383, sans discuter les autres systèmes qui s'écartent tous plus ou moins de notre interprétation, les conclusions que nous avons posées sembleraient n'être que de simples affirmations. Envisager ainsi le problème sous son autre face, nous permettra en outre de mieux faire ressortir la vérité législative. Et parmi les idées qui seront mises en avant au cours de cette partie critique, peut être en trouverons-nous qu'il serait désirable de voir prendre en considération quand une réforme législative interviendra sur la question qui nous occupe.

CHAPITRE PREMIER

EXAMEN DES SYSTÈMES CONSERVANT LA FAUTE COMME
BASE DE LA RESPONSABILITÉ, MAIS AYANT POUR
RÉSULTAT D'ALLÉGER OU DE RENVERSER LA CHARGE
DE LA PREUVE.

SECTION I

Systèmes fondés sur l'article 1386

§ 1. — THÉORIE DE L'ARTICLE 1386 GÉNÉRALISÉ

L'article 1386 qui rend le propriétaire d'un bâtiment responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle résulte du défaut d'entretien ou d'un vice de construction, déroge au droit commun en matière de responsabilité du fait des choses, à un double point de vue. Tandis que la victime du dommage causé par une chose inanimée doit démontrer, conformément aux articles 1382 et 1383 que son adversaire a commis une faute, en relation directe avec le dommage éprouvé, celui qui subit un préjudice, par suite de la ruine d'un bâtiment, est tenu seulement de

prouver le défaut d'entretien ou le vice de construction (1) et le rapport de causalité entre ces faits et le dommage. L'autre dérogation, encore plus manifeste, consiste en ce que la loi rend le propriétaire responsable de *plein droit* des vices de construction de son édifice, quand bien même il les ignorerait (2). Si on applique l'art. 1386 à toutes les choses inanimées et non plus seulement aux bâtiments, voici les conséquences qui vont en résulter : la victime n'aura plus besoin de prouver que le propriétaire de la chose dommageable est en faute ; il suffira, pour obtenir gain de cause, qu'elle démontre le défaut d'entretien ou le vice de construction de la chose.

Il semble donc, par ce procédé, que la preuve exigée du demandeur en indemnité va se trouver facilitée.

Maintenant que nous venons de rappeler l'intérêt pratique qui s'attache à la généralisation de l'article 1386, il importe de préciser dans quelle mesure les auteurs et les tribunaux ont étendu cette disposition à toutes les choses inanimées. Ce n'est qu'après avoir ainsi délimité le champ

(1) La victime d'un accident, causé par la ruine d'un bâtiment, qui prouve l'existence d'un vice de construction, n'est pas tenue d'établir, en outre, que le vice de construction provient d'une faute du propriétaire. Cass. civ., 19 avril 1887, D. 1888-1. 27 et S. 1887-1. 217.

(2) Pour être exonéré, le propriétaire doit démontrer soit la faute de la victime, soit que la ruine a sa cause dans un cas fortuit ou de force majeure. Voy. Cass. civ., 19 avril 1887, précité ; Toulouse, 25 mai 1892, S. 1892, 2. 225 ; Cass. req., 28 févr. 1899 ; D. 1899, 1. 228.

d'application de ce système, qu'il nous sera possible de l'apprécier au point de vue juridique.

Opinions des auteurs

La doctrine admet unanimement que l'expression « bâtiment » comprend toute espèce de bâtiment, même un simple mur, quelle qu'en soit la matière, mais elle hésite à étendre l'article 1386, dont les termes sont si précis, aux autres choses inanimées. Tandis que certains auteurs proposent d'appliquer, par analogie, l'article 1386, par exemple, à la chute d'un arbre ou à l'éboulement d'un terrain (1), d'autres (2) décident, au contraire, que cette disposition, ayant un caractère exceptionnel, ne saurait, par suite, englober les hypothèses où il ne s'agit pas de dommage causé par la ruine d'un bâtiment. Voici notamment comment M. Josserand s'exprime à cet égard (3) « quoiqu'on ait dit, les termes de l'article 1386 se prêtent mal à une interprétation aussi extensive ; il est au moins osé de soutenir que le législateur, par le mot « bâtiment », ait entendu désigner toutes les choses inanimées, d'autant plus que notre texte figure à la suite de dispositions spéciales

(1) Voy. Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, 5^e éd., t. II, n° 1453 *ter* ; Demolombe, t. XXI, n° 660 ; Bourguignat, note au S. 1876-2. 225.

(2) Laurent, *Principes de Droit civil*, t. XX, n° 640 ; Baudry. *Précis de Droit civil*, 8^e éd., t. II, n° 680 *bis* ; Planiol *Traité élémentaire d Droit civil*, 4^e éd., t. II, n° 924.

(3) Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, page 49.

qui ne présentent plus le caractère de généralité des articles 1382 et 1383 et qu'on s'accorde à ne pas étendre à des situations voisines : il doit donc, comme ceux-ci, comporter l'interprétation rigoureusement exacte. »

Exposé de la jurisprudence généralisant l'article 1386

Nous ne reviendrons pas sur les quelques décisions qui ont été rendues, en ce sens, jusqu'en 1895, puisqu'elles ont déjà été analysées dans notre première partie. Nous avons vu qu'elles se bornaient à appliquer l'art. 1386 aux bâtiments et à « tout ce qui en dépend par incorporation » à l'exception, toutefois, d'un arrêt de la Cour de Paris (1) qui avait utilisé ce texte pour rendre le propriétaire d'un remorqueur, chose mobilière, responsable des blessures causées à un mécanicien, par suite de l'explosion de la machine. Mais comme les magistrats de la Cour de Paris n'invoquaient l'art. 1386, qu'à titre subsidiaire (2), leur décision, à cet égard, n'avait pas la valeur d'un arrêt de principe. Il est intéressant maintenant de rechercher si, à partir de 1895, des tribunaux ont continué à se servir de cette disposition en cas de dommages occasionnés par des choses inanimées, autres que des bâtiments, et dans quelle mesure ils ont admis son extension.

(1) Paris, 19 mai 1893, sous Cass. D. 1897-1. 433 ; S. 1897-1. 17.

(2) Cette décision consacrait d'une façon d'ailleurs toute passagère la responsabilité contractuelle.

La Cour de Nancy (1), appelée le 21 mars 1896, à statuer sur la demande d'indemnité intentée par la veuve d'un ouvrier, tué par l'explosion d'une machine, applique l'art. 1386 dans les termes suivants : « Attendu que les dispositions de l'art. 1386, relatives aux dommages causés par la ruine d'un bâtiment, lorsque cette ruine a été la suite d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction, doivent s'étendre à tout ce qui en dépend par incorporation ; qu'il s'en suit qu'elles sont applicables au dommage occasionné par une machine, incorporée comme l'était celle de Robert (le patron) au bâtiment qui la contenait, machine qui avait elle-même le caractère d'immeuble par destination, puisqu'elle faisait partie intégrante du bâtiment..... »

A partir de 1897, quelques décisions invoquent également l'article 1386, en cas d'accidents occasionnés par un ascenseur. La plus ancienne est un arrêt de la Chambre des requêtes, du 29 mars 1897 (2) ; elle fonde la responsabilité du propriétaire de l'ascenseur tant sur les dispositions de l'article 1386, que sur celles des articles 1382 et 1383. Les juges relèvent « qu'il était dangereux de faire fonctionner l'ascenseur hydraulique, pendant qu'on opérait sur la voie publique des travaux de canalisation qui

(1) Nancy, 21 mars 1896, D. 1896-2. 518.

(2) Cass. req., 29 mars 1897 ; D. 1897-1. 216 et S. 1898-1. 70 (2^e espèce), note de M. Esmein. La Cour d'appel de Paris s'était prononcée dans le même sens, dans un arrêt rendu le 17 avril 1896.

pouvaient amener l'introduction de l'air dans les conduites servant à le manœuvrer », que d'autre part, l'une des causes de l'accident réside dans un *vice de construction*, tenant à ce que l'état de l'ascenseur ne présentait pas toutes les garanties de sécurité qu'on était en droit d'exiger à cette époque. Il ressort de cet arrêt : 1° que l'ascenseur est un bâtiment ; 2° que son ascension, brusque et désordonnée, constitue la ruine d'un bâtiment ; 3° qu'un vice qui s'est produit plusieurs années après la construction de l'ascenseur, les appareils protecteurs n'étant pas encore connus auparavant, est un vice de construction.

Un jugement du tribunal civil de Pau (1) décide également qu'il faut assimiler aux bâtiments, au point de vue de la responsabilité des défauts qui y sont inhérents, les choses qui en dépendent, par incorporation, telles que le mécanisme et les appareils qui en font partie. Il semblerait résulter de ces prémisses, que les juges vont faire supporter, par le propriétaire du bâtiment, la responsabilité du dommage causé par les accessoires incorporés. Ce n'est pas la conclusion à laquelle ils aboutissent.

Dans l'espèce, une société d'éclairage électrique avait établi dans la propriété d'un tiers, pour l'éclairage de cette propriété, un transformateur électrique de haute tension. Faute de prendre les mesures protectrices néces-

(1) Pau, 10 déc. 1904, D. 1905, 5. 3.

saïres pour cet appareil, un accident avait été occasionné à un tiers. Le tribunal considère la société d'éclairage comme responsable de l'accident, parce qu'elle avait conservé la surveillance et l'entretien de l'installation électrique. La décision est parfaitement équitable en fait, mais ce n'est pas sur l'article 1386 qu'il fallait l'appuyer, c'était sur l'article 1382, la faute de la société étant démontrée.

Le 11 mars 1904, la Cour de Paris (1) applique à son tour l'article 1386 à l'accident causé par la chute d'une armoire à glace due à un *vice de construction* de ce meuble et à son installation défectueuse. Le vice de construction ayant été constaté par le propriétaire, la prudence lui commandait, dit la Cour, de faire procéder à une réparation indispensable, et elle ajoute « que si l'omission de ces précautions ne constitue pas une faute personnelle, engageant la responsabilité de son auteur dans les conditions prévues par l'article 1382 du Code Civil, elle suffit à constituer un défaut d'entretien au sens de l'article 1386 du même Code. »

Et un jugement rendu dans le même sens par le Tribunal civil de la Seine (2), le 19 mai 1906, déboute une cuisinière qui réclamait des dommages-intérêts à son maître parce qu'elle avait été brûlée par un jet de flamme parti du fourneau de la cuisine. Les juges constatent qu'il n'a

(1) Cour Paris, 11 mars 1904. S. 1907, 2, 124 et D. 1904, 2, 257 (6^e espèce) note de M. Josserand.

(2) Trib. civ. Seine, 19 mai 1906, D. 1907, 2, 250.

pas été démontré que le fourneau fut en mauvais état, mais leurs motifs laissent à entendre qu'au cas où il y aurait eu défaut d'entretien prouvé, la demande d'indemnité eût été recevable.

Ainsi, ces deux dernières décisions ne se contentent plus d'appliquer l'art. 1386 aux dommages causés par les bâtiments et par « tout ce qui est incorporé au sol » elles reconnaissent que cette disposition a une portée tellement générale qu'elle englobe toutes les choses inanimées, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les meubles et les immeubles.

Mais cette interprétation extensive de l'art. 1386, critiquée par les auteurs, est repoussée par la grande majorité de nos tribunaux.

Les Cours d'appel qui s'écartent du système de la faute prouvée, préfèrent à l'art. 1386 l'article 1384 al. 1 dont la disposition interprétée comme édictant une présomption de faute est plus favorable à la victime. Voici, par exemple, comment s'exprime un arrêt de la Cour de Bourges, du 7 févr. 1895 (1), à propos de l'incendie communiqué à une gerbière par une locomobile «..... attendu que si le dommage a été causé par la ruine d'un bâtiment, la victime doit prouver le défaut d'entretien ou le vice de construction, mais qu'on ne saurait imposer, par voie d'analogie, au demandeur, l'obligation de rapporter cette

(1) Bourges, 7 fév. 1895. D. 1900, 2, 289 (1^{re} espèce). Cfr. Agen, 17 mars 1897 (2^e espèce) et Grenoble, 10 fév. 1892, S. 1893, 2, 205.

preuve pour les dommages causés par les choses inanimées autres que les bâtiments; que l'art 1386 déroge, dans une certaine mesure, au principe général posé par l'art. 1384 et que c'est à titre exceptionnel qu'une preuve supplémentaire est imposée lorsque l'accident est dû à la ruine d'un bâtiment.....»

*Appréciation au point de vue juridique du système
de l'article 1386 généralisé*

Est-il permis d'étendre ainsi l'art. 1386? Nous nous prononçons pour la négative, sans la moindre hésitation; il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter à notre introduction historique et aux Travaux préparatoires du Code Civil. On y voit que l'art. 1386 se rattache historiquement à des dispositions qui n'ont jamais eu pour objet que des bâtiments.

La loi romaine autorisait la personne menacée par la ruine d'un bâtiment à demander au propriétaire l'engagement de réparer le dommage éventuel (*cautio damni infecti*). L'Ancien Droit renonça à cette mesure préventive mais donna au voisin une action tendant à forcer le propriétaire à réparer ou reconstruire son bâtiment et, sur son refus, à se faire autoriser à procéder aux frais de celui-ci, aux réparations ou à la reconstruction (1). Le Code Civil lui ayant retiré cette faculté, c'est donc le seul fait du

(1) *Supra.* page 24.

dommage subi qui peut légitimer une action de la partie lésée. Or, dans toute cette évolution relative aux dangers dont le voisin d'un bâtiment en ruine se trouve menacé, il n'a jamais été question que de construction. Si le législateur avait voulu viser, dans cet article, la responsabilité du fait des choses inanimées, pourquoi ne l'aurait-il pas dit expressément, au lieu de s'en tenir à un exemple et surtout de prendre, comme exemple, la seule chose inanimée pour laquelle le droit antérieur avait connu des règles spéciales (1).

L'article 1386, d'après notre Code Civil doit s'appliquer uniquement aux dommages résultant de la ruine des bâtiments, mais est-il désirable en législation de se prononcer en faveur de son extension à toutes les choses inanimées ? Nous ne le croyons pas pour la raison suivante :

La preuve exigée du demandeur en indemnité ne se trouverait pas facilitée, ainsi qu'on pourrait le croire. Démontrer le défaut d'entretien, ou le vice de construction, est chose relativement facile quand il s'agit d'un bâtiment qui s'est écroulé. Les matériaux restent généralement assez intacts pour permettre une expertise probante. L'état défectueux du bâtiment, d'autre part, au moins s'il était

(1) D'ailleurs ainsi que le font remarquer MM. Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, t. IV, page 1491 si on étend l'art. 1386 à toutes les choses inanimées, la personne responsable sera toujours le propriétaire et non pas le gardien.

apparent, n'aura pas manqué d'attirer l'attention des voisins, il sera donc possible de recourir à leurs témoignages.

Mais qu'une chose inanimée, autre qu'un bâtiment, vienne à causer un dommage ; qu'une locomobile, par exemple, fasse explosion en incendiant une récolte, exiger de la victime la démonstration du défaut d'entretien ou du vice de la chose, c'est exiger une preuve souvent plus difficile à rapporter que celle de la faute du propriétaire. Les témoignages ici seront plus rares et moins probants ; il est souvent impossible, quand la machine est en marche, de se rendre exactement compte de la cause initiale de l'explosion. Quant à l'expertise, elle ne pourra pas non plus donner de résultat parce que la chose, par suite de l'accident, se trouvera réduite en débris informes.

§. 2. — THÉORIE MIXTE BASÉE SUR LES ARTICLES 1384,

AL. 1 « IN FINE », ET 1386 COMBINÉS.

Du système de l'art. 1386 généralisé, il convient de rapprocher un autre système que l'on confond assez souvent avec le premier, parce que, pratiquement, tous deux aboutissent aux mêmes résultats. L'article 1386, malgré les essais de généralisation que l'on a tentés, ne peut embrasser qu'un domaine limité et nous venons de voir que ses termes si précis ne permettent pas notamment de l'appliquer aux choses mobilières inanimées. Pour rendre

cet article plus compréhensif on a imaginé alors de lui donner un renfort en le combinant avec l'art. 1384 al. 1. Dans cette interprétation, l'art. 1384 al. 1 a pour but de poser le principe de la responsabilité du fait des choses en général. Il embrasse toutes les choses animées ou inanimées pour soustraire, à l'application des art. 1382, 1383 et 1315, la réparation des dommages qu'elles peuvent causer. Mais les règles par lesquelles il entend remplacer le système de la faute prouvée sont ensuite précisées, pour toutes les choses, par les deux articles qui suivent : par l'art. 1385, pour les animaux, par l'art. 1386, pour les choses inanimées en général, les bâtiment n'étant expressément cités dans ce dernier texte, qu'à titre d'exemple.

En conséquence, on en conclut que la responsabilité du fait d'une chose inanimée quelconque, se trouve subordonnée, d'après notre Code Civil, à la preuve, par le demandeur, du défaut d'entretien ou du vice propre à la chose (1). On voit la nuance qui sépare ce système

(1) Ce raisonnement se trouve clairement exposé dans un arrêt de la Cour de Douai, du 28 juillet 1896, D. 1897, 2, 349 « Attendu, dit la Cour, qu'aux termes du paragraphe 1^{er}, de l'art. 1384, du Code civ. on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde ; que les conditions d'application de ce principe sont indiquées dans l'art. 1385, en ce qui concerne les animaux que l'on a sous sa garde et dans l'art. 1386 en ce qui concerne les choses inanimées dont on est responsable ; que la disposition de l'art. 1384, relative aux choses inanimées, est donc inséparable de l'art. 1386 qui fait dériver la responsabilité d'un défaut d'entretien ou d'un vice de la chose. Que cet article 1386 et d'une application générale,

de celui de l'article 1386 généralisé. Dans ce dernier, l'article 1386, envisagé isolément, suffit à assurer la responsabilité du fait des choses inanimées; ici, au contraire, il emprunte cette vertu à une autre disposition dont les termes, très compréhensifs, englobent toutes les choses. Et c'est dans une décision bien connue que nous croyons, pour notre part, trouver la genèse de cette interprétation qui passe assez souvent inaperçue en doctrine, mais qui doit cependant être signalée, parce qu'elle s'affirme nettement devant quelques juridictions.

Nous voulons parler d'un arrêt de la Cour de Cassation, rendu le 16 juin 1896, dans l'affaire Teffaine, dont il a déjà été question (1). Il s'agissait d'un mécanicien tué par l'explosion d'un tube de la machine à vapeur d'un remorqueur. La veuve ayant réclamé des dommages intérêts au propriétaire du remorqueur, la Cour d'Appel de Paris lui donna gain de cause, en déclarant que le patron était obligé vis-à-vis de son ouvrier, en vertu du contrat de louage qui les liait l'un à l'autre, de lui confier une machine propre à remplir l'office auquel elle était destinée; elle décidait, en conséquence, qu'il suffisait à la demanderesse d'établir, comme cela avait été fait, que la cause de l'accident provenait d'un vice de la chose, (2) sans

bien qu'il ne parle que de bâtiments, lesquels sont cités à titre d'exemple, comme étant le cas le plus usuel... »

(1) Voy. *supra*, page 43.

(2) Dans l'espèce d'un défaut de soudure d'un tube de la machine.

qu'aucun reproche puisse être adressé au mécanicien.

Et subsidiairement, la Cour ajoutait qu'au surplus, le propriétaire du remorqueur était responsable, en vertu de l'article 1386, des dommages occasionnés par le vice de construction de la machine (1).

Les parties s'étant pourvues en cassation, l'avocat général Sarrut se prononce en faveur de l'infirmité de l'arrêt d'appel, dans des conclusions dont voici le résumé :

Il n'y a pas lieu, dit-il, de s'arrêter à la théorie de la responsabilité contractuelle, puisqu'elle est condamnée par la jurisprudence. Quant à l'article 1386, il est manifestement inapplicable, puisqu'un remorqueur, chose mobilière, (531 C. civ. et 130 C. com.) n'est pas un bâtiment, au sens de l'article 1386. Cherchant ensuite si la décision attaquée ne pourrait pas se justifier, à l'aide de l'article 1384, aux termes duquel « on est responsable des choses que l'on a sous sa garde » l'avocat général se prononce nettement pour la négative. A ses yeux, cette formule n'a pas la portée qu'on voudrait lui attribuer, elle se trouve, au contraire, clairement délimitée par les dispositions qui l'accompagnent, les articles 1385 et 1386. Les choses dont on est responsable, sans que la preuve d'une faute soit nécessaire, sont exclusivement celles que visent les dispositions explicatives contenues dans ces deux articles, c'est-à-dire les animaux et d'autre part, parmi les

(1) L'arrêt de la Cour de Paris se trouve rapporté avec l'arrêt de Cassation cité page 451, note 1.

choses inanimées, les bâtiments. En dehors de là, il n'y a de responsabilité qu'en cas de faute prouvée.

Maintenant que nous savons comment le pourvoi s'est trouvé porté devant la Cour suprême, arrivons à l'arrêt du 16 juin 1896. Cette décision rédigée d'une façon extrêmement laconique, donne lieu à des divergences d'interprétation, c'est pourquoi elle doit être rapportée textuellement. «..... Attendu, dit la Cour, que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur à vapeur Marie, qui a causé la mort de Tefaine, est due à un vice de construction; qu'aux termes de l'article 1384 du Code Civil, cette constatation qu'exclut le cas fortuit et la force majeure, établit vis-à-vis de la victime de l'accident, la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé...

Par ces motifs rejette etc... » (1)

Un certain parti de la doctrine soutient que cette décision se fonde uniquement sur l'article 1384 al. 1 et consacre la théorie de la responsabilité *objective* (2). A notre sens, cet arrêt n'a pas la portée qu'on veut lui attribuer, il applique le système mixte que nous sommes entrain d'étudier.

(1) Cass. civ. 16 juin 1896, D. 1897, 1, 433. Note de M. Saleilles et S. 1897, 1, 47, note de M. Esmein.

(2) Cfr. Saleilles dans sa note au Dalloz précité.

La Cour suprême, en effet, mentionne expressément le premier de ces deux textes et reproduit, dans ses motifs, les expressions mêmes de l'article 1386. Elle décide en effet que le « vice de construction, » étant la cause de l'accident, le patron ne saurait, par suite, être admis, pour s'exonérer, à alléguer soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé. Or, nous savons que d'après l'interprétation jurisprudentielle de l'article 1386, le propriétaire du bâtiment est seul tenu vis à vis de la victime, sans qu'il puisse se soustraire à la réparation qui lui incombe en démontrant le caractère occulte du vice. Où pourrait-on trouver des rapprochements plus significatifs ?

Si, comme on le soutient, l'arrêt du 16 juin 1896 vise seulement l'article 1384 al. 1, comment se fait-il alors que la Chambre civile prenne soin de relever, dans l'espèce qui lui était soumise, que l'accident provenait d'un vice de construction, il lui suffisait de dire : « attendu qu'aux termes de l'article 1384 al. 1, le propriétaire est responsable, de plein droit, des dommages causés par le fait des choses qu'il a sous sa garde ; qu'il ne peut se libérer, qu'en prouvant le cas fortuit ou la force majeure, mais qu'il ne résulte pas de l'arrêt que cette preuve ait été rapportée, ni même offerte, Rejette... »

Quelques décisions plus récentes, conçues dans le même esprit, sont rédigées d'une façon beaucoup plus claire.

A propos de l'incendie communiqué aux bâtiments

voisins par une locomobile, la Cour d'appel de Douai (1), dans un arrêt du 28 juillet 1896, décide formellement que la responsabilité du dommage causé par les choses inanimées étant inséparable de l'article 1386 qui exige un défaut d'entretien ou un vice de la chose, il en résulte l'importante conséquence suivante : Le propriétaire d'une chose inanimée, même autre qu'un bâtiment, n'est pas nécessairement, et dans tous les cas, responsable des dommages causés par cette chose, il ne le devient que si ce dommage provient d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction, sans qu'il soit nécessaire d'établir à sa charge une faute personnelle.

Et la même année, la Cour de Douai confirme, par adoption de motifs, un jugement du Tribunal Civil d'Hazebrouck (2) déclarant expressément, à propos de la demande en indemnité d'un ouvrier blessé par la chute d'une pile de bois «... que si l'article 1384 pose en principe que le propriétaire est responsable des choses qu'il a sous sa garde, l'article 1386 indique dans quelles limites s'étend sa responsabilité en donnant, comme exemple, le cas du propriétaire d'un bâtiment. »

La Cour de Paris (3) paraît s'inspirer également de cette

(1) Cour de Douai, 28 juillet 1896 précité.

(2) Trib. civ. Hazebrouck, 5 juin 1896 et Cour de Douai, 16 décemb. 1896. D. 1900, 5, 586 et 587; S. 1897, 2, 126; Cfr. Cour de Gand, 30 janv. 1897. S. 1900, 4, 13; Cour de Liège, 5 nov. 1898, S. 1900, 4, 14.

(3) Paris, 25 mars 1901. D, 1901, 2, 396.

manière de voir dans un arrêt du 25 mars 1901. Elle décide que le propriétaire qui fait établir un ascenseur, dans son immeuble, est responsable des accidents résultant de son mauvais fonctionnement « soit en vertu de l'article 1383 qui met à sa charge les conséquences de sa négligence ou de son imprudence, soit en vertu des articles 1384 et 1386 qui le rendent responsable des choses dont il a la garde et de leur vice de construction. »

Que faut-il penser de cette combinaison des articles 1384 al. 1 et 1386? Il est certain qu'elle ne saurait être l'expression de la vérité législative. Elle repose sur l'idée invraisemblable que les bâtiments, dans l'article 1386, ne sont mentionnés qu'à titre d'exemple. Si l'on suppose que la formule finale de l'article 1384, al. 1, a trait à la responsabilité du fait des choses en général, il serait étrange que l'art. 1386 qui appliquerait alors à un cas spécial la règle posée par l'art. 1384, al. 1, puisse réglementer cette dernière disposition beaucoup plus compréhensive. L'espèce deviendrait la loi du genre.

Ce système mixte qui aboutit aux mêmes résultats que celui de l'article 1386 généralisé, encourt d'ailleurs les mêmes critiques.

SECTION II

Système de la faute présumée basé sur l'article 1384, alinéa 1, *in fine*

§ 1. — ÉTUDE CRITIQUE DU FONDEMENT DE CE SYSTÈME (1)

On considère que l'article 1384, al. 1, *in fine*, est le siège d'une responsabilité spéciale du fait des choses en général, différant de celle du fait personnel, en ce qu'elle repose sur une faute présumée (2).

Et voici quelle est alors la raison d'être des articles 1385 et 1386. Le premier de ces deux articles a non seulement pour but d'édicter la responsabilité du maître, même quand l'animal s'est égaré ou échappé, mais il s'explique en outre par cette considération historique qu'il était de tradition de s'en occuper. Quant au deuxième, il a une utilité propre puisqu'il restreint, à un double point de vue, la portée de l'article 1384, al. 1 : la responsabilité en cas de ruine d'un bâtiment, incombe au propriétaire seul et non pas au gardien, pour qu'elle soit encourue, il faut que la ruine résulte d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction.

(1) Nous ne reviendrons pas sur les circonstances qui ont fait naître ce système. Voy. *supra* page 47 et s.

(2) Pour le moment nous laissons de côté la question de savoir quel est le caractère de la présomption qui serait instituée par l'art. 1384, al. 1, *in fine*.

A l'appui de cette interprétation de l'art. 1384, al. 1 *in fine*, on cite un passage de Domat, d'après lequel chacun doit « tenir tout ce qu'il possède, en un tel état, que personne n'en reçoive ni mal, ni dommage ; ce qui renferme le devoir de contenir les animaux qu'on a en sa possession, ne sorte qu'ils ne puissent ni nuire aux personnes, ni causer dans leurs biens quelque perte ou quelque dommage (1). »

La responsabilité du fait des animaux, sans faute prouvée, y est représentée comme l'application d'un principe plus général. On en conclut que dès cette époque, Domat semble s'être élevé à la conception d'une responsabilité spéciale du fait des choses, quelles qu'elles soient, et que les rédacteurs de l'art. 1384 n'ont fait que reproduire la pensée de ce jurisconsulte (2).

On s'appuie, en outre, sur l'exposé des motifs de Treilhard qui, après avoir justifié le principe de la responsabilité du fait personnel, continue en ces termes : « Le principe, une fois établi, nous n'avons qu'une disposition à ajouter : c'est qu'on est responsable non seulement du dommage qu'on a causé par son propre fait, mais encore de celui qui a été causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde (3) ». Et

(1) Domat, *op. cit.*, LII, t. VIII, sect. 2 pr.

(2) Voy. ce raisonnement dans Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, IV, *Des Obligations*, 3^e éd., page 689.

(3) Fenet, *op. cit.*, XIII, p. 467 ; Loqué, t. XII, p. 34, n^o 15, *in fine*.

voici alors comment on raisonne : Treilhard dit « qu'une disposition » donc la responsabilité du fait des animaux, réglée par l'article 1385, et la responsabilité de la ruine du bâtiment, objet de l'article 1386, ne sont pas des responsabilités indépendantes, elles rentrent, au contraire, dans la responsabilité du fait des choses que l'on a sous sa garde (1).

Les auteurs qui sont d'avis que l'article 1384, al. 1, englobe toutes les choses dans sa formule finale, décident, en cas de dommage occasionné par une chose inanimée, que c'est ce texte qui doit seul être appliqué, puisqu'il n'existe pas d'autre disposition particulière, comme pour les animaux et les bâtiments. Ils en concluent que le gardien d'une chose inanimée dommageable est *présumé en faute par notre Code Civil*, et ils font remarquer, à ce propos, que toutes les choses animées ou inanimées doivent être mises sur le même rang. Si, pour une raison, ou pour une autre, il paraît nécessaire d'aggraver la responsabilité, telle qu'elle découle de l'article 1382, quand le dommage provient d'un animal ou d'un bâtiment, il n'est pas concevable que la responsabilité du préjudice causé par toute autre chose puisse être moins rigoureuse (2).

Maintenant que nous connaissons les arguments sur lesquels repose ce système, il s'agit de se demander si l'article 1384, al. 1 in-fine, est bien le siège d'une responsabi-

(1) Baudry-Lacantinerie et Barde. *Ibidem*.

(2) Bonnet, *op. cit.*, page 69, n° 62.

lité spéciale du fait des choses. Nous ne croyons pas que tel soit le véritable sens de ce fragment de texte. Le passage de Domat qui aurait inspiré les rédacteurs de l'article 1383, al. 1, n'a d'autre but que de rattacher la responsabilité du fait des animaux au principe général, selon lequel chacun doit surveiller tout ce qu'il possède, de façon à ne pas nuire à autrui, mais il ne s'en suit pas que toutes les choses doivent être soumises, comme les animaux et les bâtiments, à des règles particulières, en ce qui concerne la réparation des dommages qu'elles peuvent causer.

Quant à l'exposé des motifs de Treilhard, il ne paraît pas avoir pour but de faire rentrer la responsabilité du fait des animaux, réglée par l'article 1385, et celle résultant de la ruine des bâtiments, objet de l'article 1386, dans une responsabilité plus large : celle du fait des choses en général que l'on a sous sa garde. En lisant l'ensemble de l'exposé, on y voit que Treilhard, en se servant de cette expression, entend désigner seulement les animaux et rattacher cette responsabilité à celle de l'article 1382, parce que toutes deux sont subjectives.

Et cette façon de voir se trouve confirmée par un autre passage, tiré également des Travaux préparatoires. Dans son discours, prononcé devant le Corps Législatif, voici, en effet, comment le tribun Tarrible s'exprime sur le même sujet.

« Le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de

quelqu'un... C'est à ce principe que se rattache la responsabilité du propriétaire, relativement aux dommages causés par les animaux » (1).

Ainsi, d'après Tarrible, l'art. 1385 se justifie par ce principe posé dans l'art. 1382 « qu'il n'y a pas de responsabilité, sans faute » mais il ne saurait être considéré comme une application d'un cas particulier, d'une responsabilité du fait des choses, en général.

Bien que le système de la présomption de faute ne soit pas celui de notre Code Civil, en cas de dommage causé par une chose inanimée, il convient, cependant, que nous l'étudiions d'une façon approfondie, parce que ce système, ainsi que nous le verrons bientôt, est à l'heure actuelle suivi par presque toute notre jurisprudence.

§ 2. — CONSÉQUENCES JURIDIQUES RÉSULTANT DE CE SYSTÈME

a) Conditions d'application de la présomption

Pour que la présomption qui serait ainsi instituée par l'art. 1384, al. 1, puisse être invoquée, deux conditions doivent être réunies : il faut que le dommage soit dû au fait de la chose inanimée, que cette chose se trouve placée sous la garde de la personne actionnée en réparation du préjudice.

(1) Fenet, *op. cit.*, t. XIII, page 488.

1. *Dans quels cas le dommage sera-t-il dû au fait de la chose?* — Pour solutionner cette question, on envisage successivement trois séries d'hypothèses que nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer (1) aussi allons-nous les rappeler seulement d'une façon succincte.

En cas d'accident occasionné par une chose inanimée, il peut se faire que le rôle de l'homme apparaisse, pour ainsi dire, exclusivement, parce que la chose est inerte entre ses mains, n'est douée d'aucun mouvement indépendant: il en est ainsi, quand un chasseur maladroit en blesse un autre d'un coup de fusil, nul ne pense à attribuer l'accident au fait de la chose.

Inversement, dans toute une série d'hypothèses, le fait de la chose se distingue nettement du fait personnel de l'homme, parce que la chose détermine le dommage, sans que l'activité humaine intervienne, à aucun moment, c'est ce qui se produit par exemple, pour l'explosion spontanée d'un produit chimique.

Il arrive enfin que l'action de l'homme et le fait de la chose se combinent pour contribuer à la réalisation du dommage. L'activité humaine, sans participer d'une façon actuelle et immédiate à l'événement dommageable, y contribue alors, indirectement, en l'ayant rendu possible, alors que, sans elle, il ne l'eût pas été, on décide qu'il y a fait de la chose, parce que si l'homme a permis à

(1) Voy. *supra*, pages 85 et suivantes.

l'accident de se produire, il ne l'a cependant pas consommé.

Lorsque le dommage provient, au contraire, du concours simultané de l'homme et de la chose, pour faire la part de l'un et de l'autre, on se sert du critérium que voici : il y aura fait de l'homme, ou fait de la chose, selon que la chose nuisible était ou non susceptible d'être maîtrisée et dirigée par l'homme.

Cette classification a déjà été appréciée, au point de vue doctrinal, nous nous sommes prononcé pour son rejet, parce qu'elle aboutit notamment à cette singulière conséquence : la responsabilité de l'homme est d'autant plus facilement engagée qu'elle est plus complètement étrangère à l'accident, car sa faute est présumée, s'il ne joue qu'un rôle secondaire, alors qu'elle doit être prouvée, lorsqu'il en est la cause efficiente.

2. *La seconde condition, pour que la présomption de l'art. 1384 s'applique, est que la chose inanimée soit sous la garde de la personne qui en répond.* — Dans le système que nous étudions, ce mot « garde », employé par l'art. 1384, al. 1, est pris dans une acception spéciale : on considère qu'il éveille, en droit, l'idée de l'utilisation d'une chose, dans le but d'en tirer profit. Et pour bien préciser la partie de cette « garde de droit » on l'oppose, d'une part, à la propriété, d'autre part, à la simple surveillance, ou « garde de fait » (1).

(1) Farra, *op. cit.*, p. 125 et Bonnet, *op. cit.*, p. 71, n° 65.

Il n'est pas nécessaire d'être propriétaire, pour être considéré comme le gardien d'une chose ; celui qui en a l'usage, à titre d'usufruitier, de locataire, de commodataire, en a aussi la garde et répond des dommages qu'elle cause de même qu'il en tire profit (1). La chose aussitôt passée sous la garde d'un tiers cesse d'être sous celle du propriétaire. On fait toujours remarquer, à ce propos que les tribunaux le reconnaissent sans difficulté, puisqu'en cas d'un incendie, communiqué par une batteuse à vapeur, ils décident fréquemment que c'est l'exploitant de la batteuse qui est responsable, quand bien même il n'en est pas propriétaire. Cette distinction, déjà rencontrée dans le système

(1) Ce qu'il importe de retenir, c'est que, dans ce système, la responsabilité du fait des choses inanimées est fondée sur l'idée de « garde » et non sur celle de « propriété. »

Des auteurs (Laurent, *op. cit.*, t. XX, n° 639, *in fine*), et des tribunaux (Lyon, 25 avril 1889, D. 1904, 2, 257 ; Paris, 31 mars 1903 sous Cass. 1906, 1, 457) disent, parfois, qu'aux termes de l'article 1384, al. 1. chacun est responsable, en vertu d'une présomption de faute, du fait de la chose qui lui appartient, mais ils songent alors à l'hypothèse normale, où la même personne est à la fois propriétaire et gardienne de la chose.

Cfr. les définitions de la garde donnée par les théoriciens du risque, citées *infra*, page 210. Rapp. les motifs d'un jugement du trib. civ. de Lannion, 5 déc. 1905, D. 1906, 2, 249 où on lit que l'article 1384, al. 1, rend responsable qui a « la maîtrise », c'est-à-dire, la garde et la direction de la chose, et un jugement du trib. civ. de Bourges du 15 janv. 1906 (D. 1906, 2, 249, 2^e espèce) semblant se contenter de la « garde de fait » pour appliquer l'art. 1384, al. 1, *in fine*.

du Code civil, entre la garde (1) et la propriété, n'est pas contestable, c'est pourquoi il n'y a pas lieu de s'y arrêter davantage.

Arrivons à l'opposition que l'on s'efforce d'établir entre la garde de droit et celle de fait. Les auteurs et les tribunaux qui se rallient au système fondé sur l'art. 1384, donnent, de la garde de droit, des définitions quelque peu divergentes, mais qui s'accordent toutes à reconnaître qu'elle consiste dans l'utilisation d'une chose, en vue d'en tirer profit. Voici, à cet effet, comment ils raisonnent.

L'article 1385, en rendant responsable du fait d'un animal « celui qui s'en sert » rattache clairement la garde de droit, à l'usage. On doit considérer qu'il développe et précise, à cet égard, la formule 1384, al. 1. Par conséquent, les personnes qui sont responsables du fait des choses inanimées sont les mêmes que celles qui ont à répondre du fait des animaux.

Cet argument d'analogie, tiré de l'article 1385, ne nous paraît pas décisif. Il n'est pas certain, en effet, qu'en parlant de ceux qui se servent de l'animal, ce texte fasse allusion seulement aux personnes qui en ont l'usage, au sens juridique du mot (2). L'article 1385 semble bien plutôt employer le mot « garde », dans son sens usuel, comme synonyme de simple détention ; il oppose, en effet, l'hypo-

(1) Mais le mot « garde » dans le système traditionnel n'a pas le même sens.

(2) Voyez *supra*, pages 75-76.

thèse où l'animal est sous la garde du propriétaire, ou de celui qui s'en sert, à celle où il est égaré ou échappé ; or, il est manifeste qu'en faisant cette opposition, les Rédacteurs du Code ne songeaient pas au pouvoir juridique qui pouvait appartenir à une personne, sur l'animal, mais à la simple relation de fait, consistant à ce que, dans un cas, le maître de l'animal l'a sous sa main, alors que, dans l'autre, il échappe à sa direction.

Au surplus, toute cette discussion, sur la pensée probable des rédacteurs, touchant le sens de cette expression « avoir une chose sous sa garde » est dénuée d'intérêt, car si l'on s'en tient à ce qu'ils ont entendu décider, nous savons que leur pensée n'est pas douteuse : ils n'ont pas visé dans l'article 1384, alinéa. 1, la responsabilité du fait des choses inanimées.

b) Caractères de la présomption (causes d'exonération)

La présomption, qui serait ainsi consacrée par l'art. 1384 alinéa 1 *in fine*, en cas de responsabilité du fait des choses inanimées, est-elle irréfragable ?

Bien que cet article, et pour cause, n'ait pas tranché explicitement la question, on se prononce, dans ce système, pour la négative, parce que d'après l'article 1352, § 2, les présomptions légales ne sont point irréfragables, à moins d'un texte le décidant formellement, et que la présomption de faute qui nous occupe n'est pas une de celles, sur le

fondement de laquelle, la loi annule certains actes, ou dénie l'action en justice (1).

Puisque cette présomption de l'article 1384, alinéa 1, n'est point irréfutable, il reste maintenant à se demander comment elle peut être combattue ; quelles sont les causes d'exonération, dont peut se prévaloir le gardien de la chose.

Tous les auteurs et les tribunaux qui se rallient au système que nous étudions, reconnaissent que le gardien peut combattre la présomption de l'article 1384, en démontrant que la cause du dommage réside soit dans une faute de la victime ou d'un tiers, soit dans un cas fortuit ou de force majeure (2).

De la faute d'autrui. — Lorsque l'accident provient du fait de la victime, il ne peut plus être rattaché au fait de la chose, aussi décide-t-on que le propriétaire ou le gardien, ne saurait être rendu responsable d'un dommage que la victime ne peut imputer qu'à elle-même.

Il convient toutefois d'observer : que son exonération ne sera que partielle, au cas de faute commune. Dans la répartition que fera le juge, il n'aura pas à tenir compte de ce que la faute de la victime doit être prouvée, alors que celle du gardien de la chose est simplement présumée,

(1) Voy. notamment Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, t. IV, page 691.

(2) Trib. civ. Lyon, 25 août 1899, D. 1904, 2, 257 ; Trib. civ. de la Châtre, 29 déc. 1904, D. 1905, 2, 55 ; Trib. civ. de Lannion, 5 déc. 1905, D. 1906, 2, 249.

pour faire supporter, au premier, une plus grande part du dommage; la faute prouvée et la faute présumée engagent la responsabilité au même degré (1).

De la faute d'un tiers. — Le fait d'un tiers dégage également la responsabilité du gardien de la chose, parce que la cause du dommage étant étrangère à la chose, la présomption de l'article 1384, alinéa 1, ne peut plus s'appliquer. Mais si le tiers ne fait que contribuer à la réalisation du dommage, le gardien de la chose n'en sera pas moins tenu à réparation (2) et tous deux pourront alors être condamnés solidairement à indemniser la victime.

Du cas fortuit et de la force majeure. — Le sens de ces deux expressions nous est déjà connu et, en étudiant le système de la faute prouvée, nous avons indiqué les différentes hypothèses de cas fortuit, qui sont susceptibles de se présenter (3).

Les cas fortuits et de force majeure sont exclusifs de la

(1) Un arrêt de la Cour de Lyon du 12 déc. 1902 sous Cas. Req., 3 juin 1904, D. 1907, 1, 177 (Note de M. Josserand), décide cependant que la responsabilité encourue à raison d'une présomption de faute serait « moins grave et moins étendue » que celle qui a sa source dans une faute prouvée. M. Josserand dans sa note précitée, col. 3, critique l'établissement d'une telle hiérarchie... dans l'échelle des délits civils. D'après lui, on ne voit pas pourquoi la faute délictuelle comporterait une sanction, plus ou moins énergique, selon le procédé qui a servi à en établir l'existence.

(2) Cass. civ., 31 juillet 1903, S. 1909, 1, 143.

(3) Voy. *suprà*, pages 97 et suivantes.

responsabilité du gardien, parce que la cause du dommage étant étrangère à la chose, la présomption de l'art. 1384 ne peut plus s'appliquer (1). Mais en pratique, il sera souvent fort difficile de distinguer le dommage engendré par un cas fortuit, de celui provenant du fait de la chose.

De l'absence de faute. — Les partisans du système de la présomption de faute admettent, unanimement, que le cas fortuit est libératoire, pour le gardien, mais ils restent en désaccord sur le point de savoir comment la preuve doit en être faite. D'après les uns, le gardien doit prouver, d'une façon directe, que c'est le cas fortuit, la force majeure, ou la faute de la victime qui a été la cause du dommage; selon les autres, il suffit qu'il établisse qu'il n'a commis aucune faute, d'où l'on induit : que ce n'est pas sa faute mais un cas fortuit qui a engendré le dommage. Voici l'intérêt pratique qui s'attache à la controverse.

On suppose, reconnu, que le dommage, causé par une chose inanimée, n'est pas imputable à une faute du gardien. Il est donc certain que l'on se trouve en présence d'un cas fortuit, mais, d'autre part, ce cas fortuit reste obscur, mystérieux. Si l'on ne permet au gardien, présumé en faute, de s'exonérer, qu'en établissant directement le cas fortuit, il sera condamné dans notre hypothèse : l'in-

(1) Il convient toutefois de remarquer que le cas fortuit cesserait de dégager la responsabilité du gardien de la chose s'il avait lui-même sa cause dans une faute de ce gardien. Voy. Trib. civ., Lyon, 15 nov. 1901, D. 1904, 2, 257.

certitude qui plane sur la cause du dommage se tournera donc contre lui. Si on le tient quitte, au contraire, dès qu'il a prouvé sa diligence, le cas fortuit anonyme reste à la charge de la victime.

On a coutume, souvent, de poser la même question, sous une autre forme : on se demande si la présomption de l'article 1384 est relative ou absolue (1) si elle peut être ou non combattue, par la preuve, de la part du gardien de son absence de faute (2).

Cette controverse a surtout porté sur l'article 1385 (3), à l'exclusion, presque complète, de l'article 1384, parce que nous savons que jusqu'à une époque récente, on n'attribuait pas, à ce texte, de signification spéciale

Pour décider que cette présomption est absolue et ne disparaît pas devant la preuve de l'absence de faute, on s'appuie sur le silence gardé, à cet égard, par le § 1^{er}, de l'article 1384.

Lorsque le législateur, dit-on, a voulu réserver, à la personne présumée en faute, la faculté de s'exonérer en

(1) Au lieu de présomption absolue ou relative, on dit volontiers que la présomption est *juris et de jure* ou simplement *juris tantum*. Nous évitons d'employer ces expressions parce que des auteurs confondent la présomption *juris et de jure* avec la présomption irréfragable. Voy. Josserand, *op. cit.*, pages 81 et s. ; Pisier, *op. cit.*, pages 86 et suiv.

(2) Cette question, bien qu'étant une question de preuve, touche donc également au fond du droit, c'est pourquoi il nous paraît préférable de l'examiner à cette place.

(3) Voy. *suprà*, pages 72-73.

démontrant simplement qu'elle n'a pas commis de faute, il s'en est exprimé formellement. Puisqu'il n'a rien dit, à ce sujet, dans l'article précité, on en conclut qu'il a voulu refuser, au demandeur, cette preuve, particulièrement favorable. Et à l'appui de cette conclusion, on a coutume d'invoquer un argument d'analogie, tiré de l'interprétation, couramment admise, de l'article 1384, al. 5, en ce qui touche la responsabilité du fait d'autrui. Cet alinéa permet aux parents, instituteurs, artisans d'échapper à la condamnation qui les menace, en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le fait d'autrui. Comme ce § 5 ne mentionne pas les commettants, on refuse, à ceux-ci, la faculté de l'invoquer. Puisque l'article 1384, al. 1, ne contient aucune disposition analogue à celle de l'al. 5 du même article, on décide, en conséquence, que la présomption, existant en cas de responsabilité du fait des choses inanimées, doit être de même nature que celle relative au fait des préposés (1).

Tout ce raisonnement n'a de valeur, que si l'on admet qu'il est fait allusion, aux choses inanimées, dans l'article 1384, al. 1. Nous croyons avoir suffisamment démontré que tel n'est pas le sens de ce texte, par conséquent, il est inutile que nous nous attardions à réfuter l'argumentation que nous venons d'exposer.

En faveur du caractère absolu de la présomption de

(1) Cfr. Josserand, *op. cit.*, page 81 et suiv.

faute, de l'article 1384, M. Labbé (1) invoque un autre argument qui, au point de vue doctrinal, nous paraît critiquable. Il consiste à dire : qu'il est impossible d'établir, dans une hypothèse donnée, que toutes les mesures commandées par la prudence, que toutes les précautions possibles ont été bien prises. L'absence de faute, d'après cet auteur, est une négative indéfinie et on ne peut faire évanouir la responsabilité, qu'en faisant apparaître la cause véritable et précise de l'accident, cause à laquelle le propriétaire reste étranger.

L'absence de faute est un fait négatif « une négative » mais il ne s'ensuit pas qu'elle ne soit susceptible de preuve. Si elle ne peut être établie directement, elle peut, du moins, s'induire de certains faits positifs, qui eux peuvent être prouvés directement.

« On entend répéter assez souvent, écrit, avec raison, M. Planiol (2), qu'une proposition négative n'est pas susceptible de preuve. C'est une erreur. Toute proposition négative comporte une proposition affirmative, qui lui fait antithèse et réciproquement. » Si donc le gardien démontre qu'il a prévu toutes les causes de dommage possibles à prévoir, qu'il les a empêchées, dans la mesure où elles pouvaient l'être, il démontrera, par cela même, que sa faute est étrangère au dommage et que celui-ci doit être attribué à un cas fortuit. Il est certain, que cette preuve

(1) Labbé, note au S. 1886, 2, 97, col. 1 *in medio* et col. 2.

(2) Planiol, *op. cit.*, t. II, page 3, n° 7.

sera difficile, parce que le plus souvent on ignore dans quelles circonstances s'est produit l'événement dommageable et parce que la détermination de la mesure d'habileté et de prudence, exigée d'un homme diligent, n'est pas facile à préciser, mais il est cependant possible de concevoir certaines hypothèses où la preuve de l'absence de faute peut être fournie.

La tendance générale des Cours d'Appel et des tribunaux, qui appliquent l'art. 1384, alinéa 1, aux choses inanimées, semble bien être d'exiger la preuve *directe* du cas fortuit (1), mais il y a des dissidences (2). Et un arrêt de la Cour de Paris, rendu le 26 février 1909 (3), décide notamment que « la présomption de l'art. 1384 peut être détruite par la preuve, soit d'un cas de force majeure, ou d'un cas fortuit, soit de l'inexistence de toute faute pouvant être imputée à celui qui a la garde de la chose. »

Quant à la Cour de Cassation, elle ne s'est pas encore

(1) Bourges, 7 fév. 1895 (1^{re} espèce); Seine, 28 janvier 1899 (5^e espèce); Mayenne, 2 mars 1899 (6^e espèce), D. 1900, 2, 289; Lyon, 27 avril 1899 (1^{re} espèce); Trib. civ. Seine, 24 janv. 1903 (4^e espèce); Riom, 25 mars 1903 (2^e espèce); Aix, 1^{er} juin 1904 (5^e espèce); D. 1904, 2, 257, note de M. Josserand; La Châtre, 29 déc. 1904, D. 1905, 2, 54; Lannion, 5 déc. 1905 (1^{re} espèce); Bourges, 15 janv. 1906 (2^e espèce), D. 1906, 2, 249; Trib. civ. Seine, 24 janv. 1906, D. 1907, 2, 17.

(2) Lyon, 15 nov. 1901, D. 1904, 2, 257; Lyon, 12 déc. 1902, sous cass. req., 3 juin 1904, D. 1907, 1, 177, Rennes, 26 juillet 1906, D. 1907, 2, 17.

(3) Cour de Paris, 26 fév. 1909, *Gaz. des Trib.*, 1909, 2^e série, 2, 97 et S. 1910, 2, 22.

prononcée d'une façon explicite sur ce point. Un arrêt de la Chambre des Requêtes, du 25 mars 1908, reconnaît, il est vrai, en cas d'incendie causé par une locomobile, que le propriétaire de la machine peut renverser la présomption instituée contre lui par l'article 1384, alinéa 1, en démontrant que le sinistre « provient d'un cas fortuit, de la force majeure ou de toute autre cause étrangère. »

Toutefois la portée de cette décision est discutée. Selon M. Esmein (1) la Cour de Cassation a répudié la preuve de l'absence de faute à l'encontre de la présomption de l'article 1384, alinéa 1.

M. Planiol soutient, au contraire, qu'elle n'a pas tranché la question de savoir comment la preuve du cas fortuit doit être administrée (2).

§ 3. — ETENDUE ET CHARGE DE LA PREUVE

On dit volontiers que, dans ce système, la charge de la preuve se trouve renversée. Cette affirmation est exacte, mais seulement en partie, à la condition de ne pas la prendre trop à la lettre. Sans doute, la présomption de faute, de l'art. 1384, a bien pour résultat de dispenser la personne, lésée par une chose inanimée, de l'obligation de prouver : que la cause du dommage réside dans une faute du gardien. Mais encore, faut-il que cette personne

(1) Note au S. 1910, 1, 17, col. 3.

(2) Note au D. 1909, 1, 73.

établissee qu'elle se trouve bien dans les conditions exigées par la loi, pour bénéficier de cette présomption.

Que doit prouver le demandeur ? D'abord, l'existence du dommage, dont il réclame la réparation. Nous savons que cette preuve est facile à faire, puisque le dommage est un fait extérieur, tombant sous les sens.

Il faut, ensuite, que le demandeur démontre l'existence d'un rapport de causalité, entre le fait de la chose et le dommage.

Et lorsque le dommage résulte d'un fait, qui peut être attribué à la fois à l'homme et à la chose, c'est à la victime qu'il appartient d'établir la part prépondérante du fait de la chose. Dans ce système : Le fait de l'homme doit se présumer, en cas de doute. La jurisprudence est en ce sens (1), et la doctrine laisse à entendre, à l'occasion, que telle est bien la solution qui doit être admise (2).

En pratique, cette preuve, du fait de la chose, sera parfois fort délicate. Il est facile de s'en convaincre, à l'aide d'un seul exemple. Un automobiliste estropie un passant. Supposons que le chauffeur n'ait accompli, avant l'accident

(1) Trib. civ. Toulouse, 29 juin 1905, *Le Droit*, 5 juillet 1905 et Cour de Paris, 26 fév. 1909, S. 1910, 2, 21.

(2) « C'était l'art. 1382 qui était seul applicable, dit M. Boistel, sous un arrêt de la Cour de Cassation, rendu à propos d'un accident de bicyclette, du moment qu'il n'est pas allégué, ni à plus forte raison démontré, que l'instrument n'était plus en sa main et qu'il avait, par quelque événement antérieur, échappé à la direction de son conducteur » D. 1901, 1, 41, col. 2.

aucun fait ayant pu le préparer et tombant sous le coup de l'art. 1382. Pour savoir s'il y a fait de la chose, il faudra rechercher si l'automobile obéissait au chauffeur, lors de l'accident, ou si, au contraire, elle est devenue dommageable parce qu'elle possédait une force propre en conflit avec la force humaine qui s'exerçait sur elle ? Nous ne voyons pas comment, en pratique, le demandeur pourra faire cette preuve. Pour que l'art. 1384, al. 1, s'applique, une deuxième condition est nécessaire. La chose doit se trouver sous *la garde* de la personne actionnée en réparation. Qui devra établir l'existence de cette condition ? sera-ce la personne lésée, ou bien présumera-t-on, au contraire, que le propriétaire en est le gardien, sauf à lui, à démontrer, qu'il n'en est pas ainsi. Un arrêt de la cour de Bourges (1) se prononce en faveur de cette dernière solution. La plupart des partisans du système que nous étudions, laissent cette question de côté, il serait cependant désirable de les voir préciser ce point. Il nous semble, si on interprète l'art. 1384, al. 1, dans leur sens, que c'est à la victime qu'il appartient de prouver que la personne qu'elle actionne, en réparation, était bien celle qui avait la chose, sous sa garde, puisque ce n'est, qu'à cette condition, qu'elle peut se prévaloir de la présomption édictée dans ce texte. (2)

(1) Bourges, 15 janv. 1906, D. 1906, 2, 249 (2^e espèce).

(2) En sens contraire, voy. Trib. civ. de Dijon, 30 juillet 1906, et Cour de Dijon, 22 janvier 1907, D. 1910, 2, 133.

Quoiqu'il en soit, il est certain qu'avec le système de la présomption de faute, la victime d'une chose inanimée dommageable a plus de chances d'être indemnisée que dans le système de la faute prouvée, parce que la preuve qui lui incombe est moins lourde. Une fois, en effet, que le demandeur aura satisfait aux conditions de preuve qui viennent d'être indiquées, il bénéficiera d'une présomption, et n'aura pas à démontrer la faute de son adversaire.

Par suite, il sera assuré d'obtenir une indemnité, même si la cause du dommage reste inconnue.

§ 4. — EXPOSÉ DE LA JURISPRUDENCE APPLIQUANT LE SYSTÈME DE LA PRÉSUMPTION DE FAUTE FONDÉ SUR L'ART. 1384, AL. 1
« IN FINE ».

Les premières décisions consacrant ce système : les jugements des tribunaux de Gien et de Bourgoin, et arrêts des cours de Grenoble et de Dijon ont été analysés précédemment (1) c'est pourquoi nous nous bornons ici à les rappeler. En 1897, la cour d'Agen (2) rend, à son tour, responsable, en vertu de l'art. 1384, al. 1, le propriétaire d'une machine à battre, qui avait causé l'incendie d'une gerbière. L'arrêt présume la faute du machiniste, mais il a soin d'ajouter : qu'au surplus, sa faute est suffisamment établie par le fait du rapprochement de la locomobile, jusqu'à 50 centimètres de la gerbière.

(1) Voy. *suprà*, p. 49 et suiv.

(2) Cour d'Agen, 17 mars 1897, D. 1900, 2, 289 (2^e espèce).

En 1899, deux jugements émanant : l'un du tribunal de la Seine (1), l'autre de celui de Mayenne, (2) et un arrêt de la cour de Lyon (3) viennent augmenter le nombre des décisions qui appliquent la présomption de faute et n'admettent la libération du gardien qu'autant qu'il établit le cas fortuit, la force majeure ou la faute de la victime.

Le jugement du tribunal de la Seine, rendu dans l'hypothèse où un vase de fonte, fixé sur le pilier d'un portail, s'est renversé en blessant un passant dans sa chute, bien que condamnant le propriétaire sur une présomption, relève cependant qu'il est en faute de n'avoir pas veillé à ce que le vase fut bien assujéti.

Et la cour de Riom (4), quelques années plus tard, s'appuie sur le même système pour déclarer un locataire responsable de la destruction d'une partie d'un immeuble

(1) Trib. civ. Seine, 28 janv. 1899, D. 1900, 2, 289 (5^e espèce) et la note de M. Jossierand.

(2) Trib. civ. Mayenne, 2 mars 1899, D. 1900, 289 (6^e espèce).

(3) C. de Lyon, 25 avril 1899, D. 1904, 2, 257 (1^{re} espèce). Un animal, conduit sur une route, ayant été foudroyé par un fil électrique, gisant à terre, la Cour de Lyon rend la Compagnie électrique, à qui appartenait le fil, responsable de l'accident, en s'appuyant sur l'art. 1384, al. 1, interprété comme édictant une présomption de faute.

(4) Cour de Riom, 25 mars 1903, D. 1904, 2, 260. Adde dans le même sens un jugement du Trib. civ. de la Seine, rendu la même année dans une très curieuse espèce (plancher imprégné d'acide sulfurique), Trib. civ. Seine, 23 janv. 1903, D. 1904, 2, 262 (4^e espèce).

qu'il occupait, alors cette destruction provient d'un locataire trop vieux et dont les tôles étaient en mauvais état.

Le 1^{er} juin 1904, la cour d'Aix (1) confirme, par adoption de motifs, un jugement du tribunal civil de Marseille condamnant, en vertu de l'art. 1384, un comité électoral à indemniser un passant grièvement blessé par la chute d'un grand châssis en bois que ce comité avait fait apposer au mur d'une maison, à la hauteur d'un premier étage. En fait, les juges reconnaissent que si l'enseigne est tombée, c'est parce qu'elle était mal fixée.

La même année, la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation (2), appelée à se prononcer sur l'application de l'art. 1384, élude la question. Elle se place sur le terrain contractuel pour imputer une explosion de gaz, dans un appartement, à l'abonné qui avait la garde de la canalisation « en sa qualité de locataire de la Compagnie ».

Le Tribunal civil de la Seine (3), le 24 janv. 1906, est appelé à trancher une question délicate, à laquelle les

(1) C. d'Aix, 1^{er} juin 1904, D. 1904, 2, 262.

(2) Cas. req.. 3 juin 1904. D. 1907, 1, 177; S. 1905, 1, 189.

(3) Trib. civ. Seine, 24 janvier 1906, D. 1907, 2, 17; adde Rennes, 26 juillet 1906, D. 1907, 2, 17 (2^e espèce). Noté de M. Planiol, S. 1907, 2, 16. Cet arrêt tout en suivant le système de la présomption fondé sur l'art. 1384 constate qu'au surplus la faute du propriétaire de la batteuse résulte du fait d'avoir, par un vent violent, établi le foyer de la machine à 7 m. seulement d'une meule de gerbes alors que le vent portait directement sur cette meule; et C. Grenoble, 6 nov. 1906. D. 1909, 2, 32.

progrès de l'aviation donneront prochainement un grand intérêt pratique. L'espèce était la suivante :

Un ballon, qui planait au-dessus de Paris, est assailli par une violente averse, l'aéronaute s'apprêtait à atterrir mais, la pluie ayant cessé, il laisse le ballon se relever afin d'atteindre le bois de Vincennes. Le ballon, ayant heurté la cheminée d'une usine, des gens, qui croyaient les passagers en danger, saisissent le guide-rope et obligent ainsi l'aéronaute à descendre dans une rue, large seulement de 6 mètres. Par suite de l'ouverture du clapet, le gaz qui gonflait le ballon se répand dans les maisons voisines. Une violente explosion se produit dans un appartement, occasionnant la mort d'une personne et en blessant plusieurs autres. Une des victimes, ayant intenté une action en dommages-intérêts contre l'aéronaute, le tribunal de la Seine leur donne gain de cause en fondant sa décision sur l'art. 1384, interprété comme consacrant une présomption de faute.

Et d'après un jugement de la Cour d'Amiens, du 23 janvier 1907, cette présomption s'applique, même quand il s'agit d'un accident provenant d'un meuble devenu immeuble, par destination. (1)

(1) C. Amiens, 23 janv. 1907, S. 1908, 2, 59. Dans l'espèce l'accident avait été causé par la rupture d'une pièce d'une machine à battre, l'arrêt décide formellement qu'il y a lieu d'appliquer l'art. 13, 84 al. 1. et non l'art. 1386.

Ce n'est que le 22 janvier 1908 (1), que nous voyons la Chambre des Requêtes se rallier, à son tour, à ce système, après bien des hésitations. L'employé d'un commerçant, s'étant blessé en enlevant un étalage, réclame, devant la Cour d'Aix, l'application de l'art. 1384, al. 1, alléguant qu'il s'était heurté à une tringle brisée, chose dont son patron avait la garde. La Cour d'Appel le déboute de sa demande en relevant son imprudence personnelle. Et la Chambre des Requêtes approuve cette solution, en ajoutant, toutefois, le motif suivant : « Si aux termes de l'art. 1384, C. civ. on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde, cette présomption cède devant la preuve de la faute exclusive de la victime. » La Chambre des Requêtes prend donc parti, pour la première fois, sur la portée et le fondement de l'art. 1384, al. 1, dans un cas où justement cet article était inapplicable, étant donnée la faute de la victime, souverainement constatée.

Le 25 mars, de la même année (2), cette Chambre rend un arrêt encore plus explicite. Elle est appelée à statuer sur le pourvoi formé pour violation de l'art. 1384, al. 1, contre un arrêt de la Cour de Bourges (3), du 15 janvier 1906.

L'arrêt avait rendu un entrepreneur de battage respon-

(1) Cass. Req., 22 janv. 1908, D. 1908, 1, 217 (Note de M. Josserand).

(2) Cass. Req., 25 mars 1908, D. 1909, 1, 73 (note de M. Planiol) et S. 1910, 1, 17. Note de M. Esmein.

(3) C. de Bourges, 15 janv. 1906, D. 1906, 2, 249.

sable, à raison de sa seule qualité de propriétaire, de l'incendie communiqué à une récolte par sa locomobile, sans que la preuve d'un vice de construction ou d'une faute imputable au conducteur de la machine, ait été faite.

Voici en quels termes la Chambre des Requêtes rejette ce pourvoi :

« Attendu que la décision attaquée se borne à décider que si la batteuse reste présumée la cause du dommage, par le fait seul que le feu l'aurait attaquée, la présomption de l'article 1384, al. 1, s'élève contre le propriétaire de la machine ; que celui-ci ne peut, dès lors, s'affranchir, des responsabilités entraînées par l'incendie, qu'à la condition d'établir, d'une part, que la machine n'était pas sous sa garde, ou celle de ses préposés, quand le sinistre a éclaté ou que, d'autre part, il provient du cas fortuit, de la force majeure ou de toute autre cause étrangère ; attendu, qu'en déclarant dans ces conditions la preuve ci-dessus rapportée admissible et concluante, l'arrêt attaqué, loin de violer l'art. 1384, al. 1, a fait, au contraire, de ce texte, une exacte application ».

Il ressort de cette étude jurisprudentielle que, dans ces dix dernières années, la majorité des Cours d'appel et des tribunaux, a nettement adopté le système de la présomption de faute, en cas de responsabilité du fait des choses inanimées.

Jusqu'en 1896, nous savons que notre jurisprudence appliquait, au contraire, d'une façon unanime, le système

traditionnel, celui de la faute prouvée. Pour que nos tribunaux se soient efforcés, à partir de cette époque, d'écarter ce système en tirant parti, à cet effet, du premier alinéa de l'art. 1384 qui jusque-là était passé inaperçu, il a donc fallu, qu'à un moment donné, l'application des articles 1382 et 1383 leur ait paru insuffisante pour satisfaire aux besoins de la pratique.

La raison, pour laquelle ils ont ainsi abandonné le système de la faute prouvée, nous l'avons déjà donné (1), c'est que la victime échouait, trop souvent, dans sa demande en réparation, par suite des difficultés qu'elle éprouvait à faire la preuve de la faute de son adversaire.

Les décisions, qui viennent d'être analysées, confirment notre manière de voir puisqu'elles reconnaissent que la responsabilité du fait des choses inanimées a un fondement subjectif, et se bornent seulement à dispenser le demandeur, au moyen d'une présomption, d'établir la faute du gardien de la chose.

(1) Voy. *suprà*, pages 113.

CHAPITRE DEUXIÈME

ÉTUDE CRITIQUE DE LA THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ OBJECTIVE DU SEUL FAIT DES CHOSES INANIMÉES (SYSTÈME DU RISQUE).

Pour soustraire la responsabilité du fait des choses inanimées à la théorie subjective, les partisans du système objectif s'appuient sur les textes de notre Code civil et invoquent l'insuffisance de la faute, comme critérium de la responsabilité. Ils laissent, même volontiers, à entendre que les tribunaux sont déjà convertis à leur doctrine et qu'il existe, en ce sens, un mouvement législatif.

Que faut-il penser de ces allégations ? Pour se convaincre de leur valeur, nous allons entreprendre l'étude du système du risque.

A cet effet, nous rechercherons d'abord, s'il est vrai, que le système du risque se trouve consacré par notre Code. Et

nous serons ainsi amené à nous demander comment les textes doivent être interprétés.

Nous appliquerons ensuite le critérium objectif, à la responsabilité du fait des choses inanimées afin de voir s'il est supérieur à celui de la faute.

Il y aura lieu enfin, d'examiner dans quelle mesure ce système a été admis par nos tribunaux et consacré par notre législation contemporaine.

Tous ces points vont être traités dans trois sections distinctes.

SECTION I

Fondement juridique du système du risque.

Le problème de la méthode d'interprétation

§ 1. — FONDEMENT JURIDIQUE DU SYSTÈME DU RISQUE

Les promoteurs de la théorie objective croient en trouver des applications dans notre Code Civil. Ils estiment, qu'en matière de responsabilité du fait des choses (1), les articles 1384, *in-fine*, 1385 et 1386 imposent au propriétaire ou au gardien, à raison de sa seule *qualité*, l'obligation

(1) Bien que notre sujet porte seulement sur les choses inanimées, nous sommes obligé d'envisager le fondement de la responsabilité du fait des choses *en général* parce que les théoriciens du risque interprètent par voie d'analogie les articles 1384, al. 1, 1385 et 1386.

de réparer le dommage que cette chose a pu causer. Pour eux, ces articles créent de pures obligations légales dont l'existence n'est subordonnée à aucune condition extrinsèque. Doit-on dire, comme le fait un auteur (1), que dans le chapitre où sont écrits les textes relatifs à la responsabilité du fait des choses « le législateur a présenté dans un désordre critiquable, mais évident, deux théories bien distinctes : celle de l'obligation délictuelle et celle de l'obligation, née de la loi. » Faut-il considérer la responsabilité du fait des choses, telle qu'elle est réglementée par le Code Civil, comme existant, indépendamment de toute notion de faute, de par la volonté même du législateur ? Les partisans de la théorie du risque l'affirment, en termes précis (2). L'un d'eux cependant concède ingénieusement que l'idée de faute n'a peut-être pas été étrangère à la rédaction des articles 1384, al. 1, 1385 et 1386, que le législateur, dans ces textes, s'est laissé inspirer par cette considération que le propriétaire ou le gardien de la chose dommageable, était le plus souvent en faute ; mais il se refuse à croire que le même législateur soit allé jusqu'à faire de la faute la condition *sine qua non* de la responsabilité qu'il édictait. Selon cet auteur, « on a considéré la négligence comme possible et très souvent

(1) Josserand, *op. cit.*, pp. 90 et s. ; Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, pp. 26 et s.

(2) Josserand, *Ibid.*, Saleilles, *Ibid.*

probable, mais plus encore d'une preuve incomparablement difficile à établir ; on a pensé qu'il y avait beaucoup de chance pour qu'il y ait eu négligence ; mais, par contre, il a bien fallu admettre que le maître de la chose pouvait n'avoir aucune faute à se reprocher, donc ce qu'on a voulu, avant tout, c'est lui faire supporter les risques. » (1)

Quels sont les motifs que l'on met en avant pour prétendre que, d'après la volonté même du législateur, la faute n'est pas la condition essentielle de la responsabilité du fait des choses.

D'abord, on essaie de tirer un argument des travaux préparatoires. (2) Bertrand de Greuille, dans son rapport au Tribunal, s'est exprimé en ces termes : « Dans la thèse générale, rien de ce qui appartient à quelqu'un ne peut nuire impunément aux autres (3). Puisqu'il n'est pas question, dans cette phrase, de la faute, comme condition de la réparation, on en conclut qu'elle n'est pas nécessaire. C'est un procédé de discussion, vraiment trop commode, que celui qui consiste à emprunter à un auteur une phrase détachée pour y trouver l'expression de sa pensée. Il suffit de se reporter aux observations du Tribun dont on invoque l'opinion, pour se convaincre aisément qu'il partage, sur ce point, le sentiment de ceux qui ont pris part à la discussion et que pour lui, comme pour eux, la faute est la

(1) Saleilles, *op. cit.*, pp. 29 et 30.

(2) Josserand, *op. cit.*, p. 100.

(3) Fenet, *op. cit.*, t. XIII, p. 477.

source exclusive de la responsabilité. Dans son rapport, Bertrand de Greuille s'est exprimé, à plusieurs reprises, dans un sens manifestement opposé à la réparation sans faute.

Ne dit-il pas, notamment, pour justifier l'art. 1385 que « Le dommage doit être imputé soit au défaut de garde et de vigilance de la part du maître, soit à la témérité, la maladresse ou au peu d'attention de la part de celui qui s'est servi de l'animal (1). »

Passons donc à d'autres arguments, en apparence plus sérieux.

On soutient (2) que l'un des textes relatifs à la responsabilité du fait des choses inanimées, l'art. 1386, nous prouve que le législateur n'a pas entendu donner à cette responsabilité un fondement subjectif. S'il est démontré que la ruine d'un bâtiment ait résulté, ne serait-ce que pour partie, d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction, le propriétaire sera nécessairement condamné. En vain, invoquerait-il sa diligence, son entière bonne foi, l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de prévenir l'écroulement, n'ayant pas connu, par exemple, le vice de construction. Mais de ce qu'en fait l'article 1386 aboutit, dans certaines hypothèses, à faire condamner un propriétaire auquel aucune faute ne peut être reprochée, il n'en

(1) Fenet, *op. cit.*, t. XIII, pp. 476 et 477.

(2) Josserand, *op. cit.*, pp. 95, 96.

résulte pas que l'idée de faute soit étrangère à la rédaction de ce texte.

Nous savons en effet, qu'il ressort clairement, au contraire, des travaux préparatoires, que le législateur a pensé, à tort ou à raison, il est vrai, que le défaut d'entretien ou le vice de construction impliquait une faute du propriétaire.

L'argument que l'on prétend tirer de l'article 1386, à l'appui de la thèse objective, n'existe donc pas.

Ainsi que l'a fort bien dit, M. Planiol (1) « nous sommes en présence d'une présomption légale qui tombe à faux dans quelques cas, on ne saurait y voir l'adoption d'un système diamétralement opposé à la tradition. Tirer de là, l'idée d'une responsabilité objective, pour en faire le principe dominant du droit, c'est se faire une règle de conduite d'après une exception infinie et injustifiée. »

Ainsi l'article 1386, auquel l'idée de faute semble en apparence être étrangère, n'a pas été conçu en dehors de cette idée. Pourquoi, dès lors, supposer que le législateur l'aurait repoussée de la responsabilité des animaux et de la responsabilité du fait des choses inanimées autres que les bâtiments ?

En ce qui concerne le fait des animaux, aucun doute ne saurait s'élever, il a été formellement indiqué, au cours de

(1) Planiol, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1906, « *Études sur la responsabilité civile* », page 89.

la discussion du Code Civil (1), que l'obligation de réparer le dommage causé par un animal n'avait d'autre fondement qu'un défaut de surveillance ou une maladresse.

Ce n'était pas là une innovation puisque notre ancien droit regardait déjà comme la sanction d'une faute, l'action donnée contre le maître d'un animal qui avait nui (2).

Il est donc incontestable que les articles 1385 et 1386, qui visent les dommages dus à la ruine des bâtiments et au fait des animaux, ont un fondement subjectif, par suite, il est impossible d'en conclure, par analogie, que la responsabilité du fait des choses inanimées est objective. Il reste à se demander si, comme le soutiennent les partisans de la doctrine nouvelle, cette responsabilité est légale, en vertu d'un texte formel; dans ce cas, les choses inanimées seraient alors traitées différemment des animaux et des bâtiments. Pour corroborer cette assertion, on invoque un argument d'analogie tiré de l'article 1384, § 5, et on s'appuie sur les termes mêmes de l'article 1384 al. 1. Ce texte, à notre avis, ne vise pas les choses inanimées. Mais à supposer que l'opinion contraire soit la vraie, le fondement de la responsabilité du fait des choses inanimées n'en devrait pas moins être subjectif. C'est ce qu'il nous sera facile de démontrer.

Examinons d'abord la valeur de l'argument d'analogie

(1) Voy. le passage tiré du discours de Bertrand de Greuille et rapporté *in extenso*, *suprà*, page 187.

(2) Voy. *suprà*, p. 23.

que l'on tire de l'article 1384, à propos de la responsabilité des commettants. Cet article, dans ses al. 2, 3 et 4, déclare les père et mère, instituteurs et artisans, maîtres et commettants tenus de réparer les délits commis par leurs enfants, élèves, apprentis, domestiques et préposés. Après avoir ainsi posé le principe de la responsabilité incombant à ces personnes, l'article 1384 contient un avant dernier alinéa, ainsi conçu : « La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. » Comme cet alinéa ne mentionne pas les commettants dans son énumération, qui est considérée comme limitative, on en conclut qu'il ne leur est pas permis de se décharger de la responsabilité qui leur incombe, en prouvant leur absence de faute. Et on fait observer que telle était déjà la solution admise par nos anciens auteurs (1).

Voici alors l'argument d'analogie que les partisans de la théorie objective tirent de l'article 1384, § 5. Si, disent-ils, le législateur a refusé aux commettants la faculté de dégager la responsabilité qui leur incombe, en prouvant

(1) « Les maîtres, nous dit Pothier, sont responsables, même dans le cas où il n'aurait pas été en leur pouvoir d'empêcher le délit ou quasi-délit, lorsque les délits ou quasi-délits sont commis par les dits serviteurs ou ouvriers dans l'exercice des fonctions auxquelles ils sont employés par leurs maîtres, quoiqu'en l'absence de leurs maîtres ». Pothier, *Œuvres annotées* par Bugnet, 2^e édit., Paris, 1861-1862. *Traité des obligations*, 1^{re} partie, chap. I, sect. II, § 2.

qu'ils n'ont pas commis de faute, c'est qu'en ce qui les concerne l'idée de faute est restée étrangère à l'article 1384.

En effet, n'est-il pas évident que dans bien des cas, le préposé se rendra coupable de faits dommageables, que la surveillance la plus vigilante du commettant aura été impuissante à prévenir. Même, en pareil cas, le commettant doit réparer le dommage, il est alors responsable, sans condition de faute, c'est-à-dire tenu d'une obligation purement légale (1). Si notre Code consacre la théorie objective, en cas de responsabilité des commettants, il doit donc, par analogie, s'interpréter dans le même sens en ce qui concerne la responsabilité du fait des choses inanimées, puisque l'article 1384, al. 1, ne réserve pas, non plus, au propriétaire ou au gardien de la chose, la faculté de s'exonérer, en prouvant son absence de faute.

Il est facile de réfuter toute cette argumentation, en démontrant que la responsabilité des commettants, ayant un fondement subjectif, ne saurait, par suite, fournir d'argument d'analogie en faveur d'une responsabilité objective du fait des choses inanimées. Si l'on se reporte aux travaux préparatoires, nous y voyons, en effet, clairement exposées, les raisons sur lesquelles on s'appuie pour justifier la responsabilité qui incombe aux commet-

(1) Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, page 32, voit, en outre, dans la responsabilité de plein droit du commettant la contre partie des avantages qu'il retire des services du préposé.

tants. « Lorsqu'un dommage a été causé par un domestique ou préposé, il faut que le demandeur prouve : 1° que le maître, ou le commettant, s'est rendu coupable d'une faute, dans le choix de son domestique ou préposé ; 2° qu'il en a commis une autre, en ne le surveillant pas avec un soin suffisant » (1). Il pourra se faire, en pratique, que dans certaines hypothèses, un préposé se rende coupable d'actes dommageables, sans qu'il y ait eu un défaut de surveillance de la part du commettant. Celui-ci n'en restera pas moins responsable parce que dans l'esprit du législateur, il sera alors en faute d'avoir choisi un mauvais préposé.

M. Josserand (2) observe avec soin, qu'il peut se faire que le maître n'ait pas commis de *culpa in eligendo*, car les meilleurs serviteurs peuvent être sujets à des défaillances impossibles à prévoir. Il est regrettable, en effet, que le législateur n'ait pas au moins réservé au commettant la faculté de s'exonérer, en prouvant son absence de faute ; mais il n'en reste pas moins certain que les rédacteurs de notre Code n'ont pas voulu mettre, à la charge du commettant, une responsabilité sans faute.

Etant donnée cette conclusion, l'argument d'analogie que l'on prétend tirer de l'article 1384, alinéa 1, ne saurait donc être pris en considération.

(1) Beudant et Capitant, *Annales de l'Université de Grenoble*, année 1906, t. 18. *Théorie générale de la responsabilité civile*, p. 620 et la note 2.

(2) Josserand, *De la responsabilité des choses inanimées*, page 94.

En faveur d'une responsabilité objective du fait des choses inanimées, on invoque en outre les termes mêmes de l'article 1384, alinéa 1, dont la formule finale est ainsi conçue « on est responsable du fait des choses dont on a la garde ». Comme de la faute, il n'est nullement question, ce serait, dit-on, ajouter au texte que de l'y introduire (1). Il est encore facile d'écarter cette objection et d'établir que l'article 1384, alinéa 1, à supposer qu'il s'applique aux choses inanimées, doit avoir, pour effet, de subordonner la responsabilité du propriétaire ou du gardien, à l'existence d'une faute. On peut s'appuyer, en ce sens, sur les expressions mêmes employées par le législateur et sur la place qu'occupe cet article, dans notre Code civil.

Commençons par l'examen des termes du texte. Il porte qu'on est *responsable* du fait des choses dont on a la garde. Ce mot implique par lui-même une idée de faute. Aujourd'hui on parle bien de responsabilité sans faute, il y a là un abus de langage ; il peut être permis, aux commentateurs du Code civil, de se servir de cette expression pour plus de commodité, mais elle ne saurait être employée par le législateur, qui a pour mission principale de légiférer clairement. Comment d'ailleurs supposer que le législateur se soit servi du mot, *responsable*, en lui donnant deux sens si opposés dans un même article. En ce qui concerne le fait d'autrui, ce terme, est pris dans

(1) Jossierand, *op. cit.*, p. 74.

son vrai sens, dans son sens traditionnel, est-il alors admissible que le législateur ait donné à cette expression une autre signification, quand il l'applique au fait des choses qui sont sous la garde.

En second lieu, le membre de phrase qui nous occupe figure au chapitre du Code intitulé : « Des délits et quasi délits ». A elle seule, cette circonstance suffirait pour empêcher d'y voir la consécration de la théorie objective. Le mot « *délit* » en effet, comme le mot « responsable » et même encore plus que lui éveille une idée de culpabilité (1). Le législateur, en outre, a formellement expliqué que ce chapitre ne contient pas d'obligation purement légale, naissant de l'autorité seule de la loi. L'article 1370 est en effet ainsi conçu : « Certains engagements se forment sans qu'il intervienne aucune convention, ni de la part de celui qui s'oblige, ni de la part de celui envers lequel il est obligé. Les uns résultent de l'autorité seule de la loi ; les autres naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé. Les premiers sont les engagements formés involontairement, tels que ceux entre propriétaires voisins ou ceux des tuteurs..... Les engagements qui naissent d'un

(1) D'après Pothier « On appelle délits et quasi-délits les faits illicites qui ont causé quelque tort à quelqu'un, d'où naît l'obligation de le réparer. Si ce fait provient de malice et d'une volonté de causer ce tort, c'est un délit proprement dit ; s'il ne procède que d'imprudence, c'est un quasi-délit ». *Introduction générale aux coutumes*, n° 117.

fait personnel à celui qui se trouve obligé, résultent ou des quasi-contrats, ou des délits et quasi délits ; ils font la matière du présent titre ». Il résulte clairement de ce texte que le titre IV ne s'occupe que des engagements à la formation desquels la volonté de l'homme a concouru et laisse, au contraire, de côté les engagements, formés involontairement, qui résultent de l'autorité seule de la loi. L'article 1370 s'oppose manifestement à ce qu'on cherche de pures obligations légales dans le chapitre « Des délits et quasi délits » dont fait partie l'article 1384, § 1. Si on admet que la fin de ce premier alinéa vise les choses inanimées, en parlant de choses que l'on a sous sa garde, il s'en suit que cette responsabilité doit nécessairement être *subjective*.

Pour nous qui pensons qu'en cas de dommage provenant du fait d'une chose inanimée, il y a lieu d'appliquer les articles 1382 et 1383 et non pas l'article 1384, al. 1 il est incontestable que la responsabilité qui nous occupe sera subordonnée à l'existence d'une « faute » puisque le mot « faute » est énoncé formellement dans notre article 1382. M. Josserand a reconnu implicitement qu'il était impossible de bannir de ce texte la faute subjective, mais cette difficile tâche, au contraire, n'a pas déconcerté M. Saleilles. D'après lui, la faute n'est à prendre en considération que lorsqu'on punit les gens. « Le délit civil, au contraire, est un risque professionnel, c'est le risque de la vie moderne, avec son débordement d'activité, avec tout ce qu'elle exige d'initiatives et souvent aussi d'initiatives

aventureuses, risquées ». En un mot, le délit, ou le quasi délit civil, est un fait que les tribunaux jugent *objectivement* anormal (1). Nous ne pouvons sérieusement nous attarder à juger un pareil escomotage juridique. Dire : que c'est par inadvertance que le législateur a employé le mot « faute » dans la matière traditionnelle des Délits ou que, du moins, cette expression a dépassé sa pensée, la faute étant synonyme du fait, c'est émettre des affirmations purement fantaisistes. Si brefs et incomplets que soient les travaux préparatoires, il n'est pas douteux que les rédacteurs des articles 1382, et suivants, sont restés fidèles à la tradition ; ils n'ont fait que reprendre les idées exprimées par leurs devanciers (2). Or, pour démontrer que nos anciens auteurs ont toujours considéré comme inséparables les deux notions de responsabilité et de faute, il nous suffira de citer les deux passages suivants qui sont, à cet égard, particulièrement significatifs. D'après Domat : « Toutes les pertes et tous les dommages qui peuvent arriver par le fait de quelque personne, soit imprudence, légèreté, ignorance de ce qu'on doit savoir, ou autres fautes semblables, si légères qu'elles puissent être, doivent être réparés par celui dont l'imprudence ou autre faute y a donné lieu ». (3) Et Merlin exprime les mêmes idées, en

(1) Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, pp. 62 et 63 notamment.

(2) Voy. Beudant et Capitant, *op. cit.*, pages 118 et 119, n^{os} 7 et 8.

(3) Domat, *Lois civiles*, liv. II, t. VIII, sect. 4.

termes analogues : « Pour qu'un homme puisse être responsable du mal dont il est la cause, il faut qu'il y ait une faute dans son action, il faut qu'il lui ait été possible, avec plus de vigilance sur lui-même, de s'en garantir ». (1)

Au surplus, il existe un moyen de se rendre compte de la valeur de la définition du mot « faute » donné par M. Saleilles. Il suffit de remplacer, dans l'article 1382, le mot défini, par sa définition. Voici à quel résultat on arriverait « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui, par le fait duquel il est arrivé, à le réparer ». Le fait d'un fait, ce serait à n'y rien comprendre !

Si après tout cela, il était encore besoin d'autres arguments pour établir que les rédacteurs du Code n'ont pas conçu la responsabilité du fait des choses inanimées, d'un point de vue objectif, nous pourrions encore faire observer : qu'à l'époque où ils légiféraient, la faute apparaissait, à tous, comme le seul fondement équitable de la responsabilité. Il ne faut pas perdre de vue que l'idée de risque n'est entrée en faveur, qu'à une époque toute récente. A tort ou à raison, depuis une antiquité lointaine, jusqu'à la fin du siècle dernier, on allait répétant que la responsabilité, sans faute, serait une suprême injustice, que la victime d'un dommage, hormis le cas où elle peut imputer à un tiers une négligence ou une maladresse, ne doit s'en

(1) Merlin, *Répertoire*, V° Quasi-délit, n° 1.

prendre qu'à sa propre destinée, et n'a droit qu'à la commisération des autres hommes. « La victime d'un pareil dommage est beaucoup à plaindre, disait Bourjon (1), parlant de la personne blessée par la chute d'un bâtiment, lorsque cette chute est survenue uniquement par l'effet d'une force majeure, mais le propriétaire n'étant pas à blâmer ne peut être tenu d'aucune action ». Et une phrase du tribun Tarrible, montre qu'en 1804 l'état des esprits n'avait pas changé. « Le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un ; s'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort. dont chacun doit supporter les chances ; mais, s'il y a eu faute ou imprudence, quelque légère que soit leur influence sur le dommage, il en est dû réparation » (2).

En dépit des efforts que l'on peut faire pour démontrer le contraire, il reste donc bien certain que dans notre Code Civil, la responsabilité du fait des choses, notamment du fait des choses inanimées, est subjective, repose sur l'idée traditionnelle de faute.

§ 2. — LE PROBLÈME DE LA MÉTHODE D'INTERPRÉTATION

Pour soutenir que la responsabilité du fait des choses inanimées est légale, les partisans de la doctrine objective

(1) Bourjon, *op. cit.*, liv. VI, t. III, ch. VI, section I, § 5.

(2) Fenet, *op. cit.*, XIII, p. 488.

s'appuient sur l'article 1384, al. 1, dont ils prennent les termes à la lettre, sans tenir aucun compte du sens que ses rédacteurs ont entendu lui donner.

Dans notre recherche du système du Code Civil, nous avons, au contraire, suivi une méthode d'interprétation toute différente, tendant principalement à faire ressortir la vérité législative. Nous sommes ainsi amené, à propos de la responsabilité objective du fait des choses inanimées, à rechercher comment les textes doivent être interprétés (1).

Une première méthode consiste à lire le texte, en y respectant scrupuleusement le sens que lui a donné son auteur. C'est la *méthode abstraite*. Elle s'efforce, quand une disposition est obscure, de rechercher la pensée exacte du législateur, par tous les moyens possibles. Spécialement, en ce qui concerne notre Code Civil, elle se reporte à cet effet aux Travaux Préparatoires. Si le compte rendu des débats ne permet pas de découvrir le sens du texte, on dégage des solutions d'espèces que pose le législateur dans une matière donnée, une idée dominante et, au moyen de ce fil directeur, on explique et on complète les articles.

La méthode abstraite offre les avantages suivants : non seulement, elle satisfait notre besoin intellectuel d'harmonie et de logique, mais surtout elle écarte l'arbitraire des interprétations. Une fois que cette idée directrice est

(1) Sur cette question, consulter Génv, *Méthode d'interprétation et source en droit positif*, Paris, Chevalier-Maresq, 1899 ; Pisier, thèse précitée, pp. 109 à 120.

admise, chacun peut apercevoir, en effet, les conséquences qui en découlent.

On reproche, à cette méthode, d'appliquer à des situations modernes des idées vieilles de plus d'un siècle. Depuis qu'il existe, fait-on remarquer, notre Code Civil n'a point reçu, ou n'a reçu que peu de modifications. Il pouvait être excellent sous le Premier Empire, il est manifestement insuffisant, au xx^e siècle, parce que la société s'est transformée, les conditions de la vie sont aujourd'hui changées.

Aussi, un parti important de la doctrine préfère-t-il, à l'heure actuelle, suivre un autre procédé d'interprétation, tenant davantage compte des faits et des transformations sociales, il est appelé, pour cette raison « *méthode historique* » (1).

« Le droit civil, écrit un de ses partisans (2), ne consiste pas uniquement dans une suite de déductions logiques : il a par lui-même une souplesse et une élasticité qui lui permettent de se plier aux exigences des faits. La loi subit forcément l'influence des changements économiques et

(1) Cette méthode historique semble d'abord avoir été proposée par de Ihering, *L'esprit du droit romain*, traduct. O. de Meulenaere, Paris, Marescq, 1877-78, t. IV, § 69. Elle rallie en France d'assez nombreux partisans notamment M. Saleilles, *Annales de droit commercial*, année 1891, pp. 219 et s. ; année 1892, pp. 29 et s. ; année 1897, pp. 46-49, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, note au Dalloz. 1897, 1, 433 ; Sauvaire-Jourdan, *Revue du droit public et de la science politique*, 1897, 1^{re} partie, pages 346 à 353.

(2) Saleilles, note précitée, col. 4.

sociaux qui se produisent. » « Le Code Civil, ajoute un autre (1), n'est pas un livre de droit révélé, pouvant servir immuable, à des conditions sociales sans cesse en voie de changement, un Code ne doit être qu'un point de départ... » Avec cette nouvelle méthode, il n'est point besoin, quand les textes sont insuffisants et en retard sur les événements, de solliciter une intervention toujours lente et pleine de périls du législateur.

Dans tous les cas où il y a lieu d'interpréter la loi, on doit rechercher, non pas quel principe abstrait domine la matière, mais à quel but elle correspond. Au lieu de partir d'une idée *a priori*, on part de la constatation du résultat à obtenir.

Pour savoir quelle est celle des deux méthodes qui doit être préférée, expérimentons-les, en les appliquant précisément à la responsabilité du fait des choses inanimées.

Commençons par nous servir de la méthode abstraite. La pensée des rédacteurs de l'art. 1384, § 1, n'est pas douteuse, si l'on se reporte aux Travaux Préparatoires : la fin de ce premier alinéa fait uniquement allusion aux animaux. Que décider pour les dommages causés par les choses inanimées ? Puisque l'article 1382, qui est la disposition fondamentale du chapitre « Des délits et des quasi délits » décide qu'il n'y a pas de responsabilité sans faute, on en conclut que le gardien d'une chose inanimée dom-

(1) Sauvaire Jourdan. *Ibidem*.

mageable doit avoir commis une faute, pour être tenu à réparation. Et comme la règle *actori incumbit probatio*, « art. 1315 » s'applique, sauf quand il existe un texte y dérogeant, on décide que c'est à la victime qu'il appartient de prouver cette faute.

Cette méthode abstraite permet, dans une certaine mesure, de tenir compte des transformations sociales. Nous savons, en effet, qu'il y a faute, dans une hypothèse donnée, lorsque l'auteur du fait dommageable ne s'est pas conduit comme l'aurait fait un homme diligent, lorsqu'il n'a pas pris toutes les précautions qu'un tel homme aurait prises. Or, nous avons déjà indiqué que ce type abstrait de l'homme diligent varie en tenant compte des habitudes sociales, des progrès de la science et de l'industrie à chaque époque.

Il est donc possible, même dans la méthode déductive, de tenir compte des transformations sociales, à condition toutefois de respecter les termes et l'esprit de la loi.

De nos jours, l'application de l'article 1382 ne suffit plus, dans bien des cas, à assurer d'une façon efficace la réparation des dommages causés par les choses inanimées, notamment par les machines ; il est certain que notre Code a besoin d'être réformé, mais ce que nous ne saurions admettre, c'est que les tribunaux s'efforcent de jouer le rôle du législateur, il y aurait alors confusion des pouvoirs (1).

(1) Voy. en ce sens, ce curieux motif d'un jugement du Tribunal

Voyons maintenant à quels résultats on arrive avec la méthode historique. On pense que la meilleure façon d'assurer équitablement la réparation des dommages provenant du fait des choses inanimées, est de rendre le propriétaire ou le gardien responsable de *plein droit*. Voilà le but qu'il faut atteindre. Pour y arriver, on recourt, à cet effet, à l'article 1384, alinéa 1, et voici alors comment on raisonne : Le texte parle, d'une façon assez vague, des choses « dont on a la garde » on considère, sans s'occuper des intentions de ses rédacteurs, qu'il fait allusion aux choses inanimées. D'autre part, si dans ce premier alinéa de l'art. 1384, le législateur avait expressément fait reposer sur la faute, la responsabilité qu'il édicte, on serait lié par cette décision ; puisqu'il ne l'a pas fait, on doit se demander, pour compléter le texte, non pas quelle a été la pensée intime de ses rédacteurs, mais ce que réclame actuellement l'équité. Comme l'équité semble exiger que le gardien d'une chose inanimée soit responsable *de plano*, il n'y a qu'à interpréter, en ce sens, les termes imprécis du premier paragraphe de l'art. 1384.

civil de Nantua, du 10 août 1899. *La Loi*, 27 sept. 1899. Attendu que : si les vieilles règles ne suffisent plus pour parer aux besoins de l'époque, il n'y a qu'à en établir d'autres. C'est l'œuvre du législateur mais que l'œuvre d'un juge est toute différente, qu'elle consiste à appliquer les lois existantes de la manière la plus équitable... mais qu'il n'appartient pas aux juges de changer et transformer la loi ou d'y ajouter des principes qu'elle n'a pu prévoir et ne pouvait raisonnablement prévoir au moment où elle a été faite.

Que penser de cette nouvelle méthode d'interprétation ?

Il est permis de croire qu'en procédant de la sorte, on viole la loi (1). Sans doute, l'interprète n'a pas un rôle identique à celui d'un mathématicien : il ne doit pas raisonner sur des principes, sans s'inquiéter de la valeur pratique de ses conclusions, il a pour mission d'harmoniser la loi avec les besoins de son époque. En tant qu'elle part de ce principe, la méthode historique doit être approuvée. Mais quand une disposition est obscure, alors que la pensée du législateur n'est pas douteuse, il est inadmissible qu'on applique cette disposition en négligeant la pensée qui l'a inspirée, ce serait commettre une illégalité. Ainsi que le remarque M. Esmein « on paraît oublier, parfois, que nous vivons sous l'empire de la loi écrite (2). »

La nouvelle méthode encourt un autre reproche aussi grave que le premier : elle aboutit à des interprétations arbitraires. L'idée tirée des nécessités sociales d'un pays est d'une perception difficile au juge, on risque, avec la méthode historique, de substituer aux déductions abstraites des anciens interprètes l'avis tout contingent d'un seul homme dont les principes de morale et de justice peuvent être erronés ou imparfaits, serait-ce à proprement parler un progrès ?

(1) Comme exemple des abus que comporte cette méthode, il suffit de rappeler la façon dont M. Saleilles interprète l'article 1.382.

(2) Esmein, note au Sirey 1898, 1, 65, col. 4, adde *Revue trimestrielle de droit civil*, année 1902, p. 5.

A supposer, d'ailleurs, que tous les magistrats se fassent une égale conception des nécessités sociales, ils peuvent différer d'avis, quant au moyen de leur donner satisfaction. C'est ainsi qu'en cas de responsabilité du fait des choses inanimées, alors que des tribunaux pensent qu'il suffit de renverser la charge de la preuve, pour que la réparation des dommages soit efficacement assurée ; quelques-uns, au contraire, peuvent croire que la meilleure façon d'atteindre ce résultat est de rendre le gardien de la chose responsable de plein droit. On arrive alors à des décisions arbitraires et contradictoires.

Les partisans de la méthode historique font remarquer, qu'à un moment donné, la jurisprudence finit par s'unifier, à raison du rôle prépondérant de la Cour de Cassation (1). Il n'en reste pas moins vrai que les premiers plaideurs, qui subiront ce changement d'interprétation, pourront se plaindre de n'avoir pas été avertis. Et s'il faut aller devant la Cour suprême, pour connaître la vérité législative, il en résultera pour les intéressés des frais et des lenteurs regrettables.

La méthode abstraite, au contraire, échappe à ce grief. Quand un texte n'est plus conforme au bien social, elle exige qu'il soit réformé par le législateur. D'où les avantages suivants : Le nouveau texte est publié, chacun en est averti, au moins légalement, chacun sait la date

(1) Pisier, thèse précitée page 119, n° 82,

précise, à partir de laquelle tous les tribunaux sont tenus de s'y conformer.

On objecte que l'intervention du législateur est toujours lente et pleine de périls. Si cette objection est fondée, il y a lieu d'organiser sur d'autres bases le pouvoir chargé de faire la Loi, mais il ne s'agit plus alors d'une question d'interprétation.

La nouvelle méthode est tellement élastique, qu'elle aboutit, trop souvent, à violer les textes, même ceux rédigés le plus clairement (1).

Aussi, nos préférences vont-elle à la méthode abstraite, en reconnaissant toutefois qu'il doit être tenu compte des nécessités sociales, dans la mesure où le permettent les termes de la loi et son esprit.

Etant donnée notre méthode d'interprétation, il est hors de doute que la responsabilité objective, du fait des choses inanimées, n'existe pas, d'après notre Code Civil. Nous allons cependant étudier les conséquences qui résulteraient de cette responsabilité, afin de voir s'il y a lieu de l'adopter en législation.

(1) Voy. ce qu'en pense M. Geny, *op. cit.*, n° 101, pp. 241-245, qui prescrit « le scrupuleux et loyal respect de la légalité sagement comprise. »

SECTION II

Conditions et effets du système du risque

§ 1. — DÉTERMINATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU
DOMMAGE OCCASIONNÉ PAR UNE CHOSE INANIMÉE

Le fondement de la responsabilité objective consiste dans la création d'un risque, c'est-à-dire d'un danger. Entre deux personnes : l'une qui agit, l'autre qui subit involontairement le choc de cette activité, il est équitable, dit-on, de faire retomber sur la première les conséquences dommageables de ce choc. Elle était libre de ne pas agir et pouvait par suite éviter le dommage (1). La seconde, au contraire, n'a joué qu'un rôle purement passif, dans la consommation de ce dommage, on ne saurait lui reprocher d'avoir mésusé de sa liberté. D'après M. Josserand (2) « Lorsqu'une force est mise en mouvement, les dommages causés doivent être supportés par celui qui l'a déchaînée

(1) Avec cette idée on arrive à considérer l'inaction, comme la règle, et l'action, comme une dérogation à cette règle. Il n'est guère possible à l'homme d'agir sans se rendre dangereux pour ses semblables. En le menaçant de subir, en toute hypothèse, les conséquences du danger qu'il a créé par son activité, on le rend timoré, hésitant, incapable d'entreprise féconde, sous prétexte de « justice sociale » on fait une œuvre « antisociale » Cfr. Planiol, *Traité élémentaire de Droit Civil*, t. II, n° 871.

(2) Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées* p. 409.

et non pas par le tiers qui l'a subit. » Il n'y a pas lieu de rechercher si l'auteur de l'acte nuisible est un être conscient et raisonnable, puisque c'est le simple fait envisagé dans sa matérialité qui oblige à réparation, il doit obliger quel que soit l'agent. « Quiconque agit, doit supporter les risques de son fait » (1). Et pour justifier cette solution, les théoriciens du risque ont coutume d'invoquer cette idée : que chacun recueillant les profits de son activité, il est juste qu'inversement, il en subisse les conséquences fâcheuses « *Ubi emolumentum et ibi onus esse debet* ». (2)

Il ne rentre pas dans le cadre de notre sujet d'apprécier la valeur doctrinale des idées primordiales sur lesquelles repose toute la théorie objective.

Pour le faire, il nous faudrait aborder l'étude du fondement de la responsabilité civile.

Mais les partisans de la doctrine que nous exposons émettent une affirmation qu'il est nécessaire de vérifier.

D'après eux, le risque constituerait un critérium plus précis que la faute. Ils prétendent qu'en cas de dommage, le responsable se trouve désigné d'une façon quasi automatique, par le jeu même des principes de la théorie objective : *c'est celui qui crée le risque dans son intérêt*. Et ces auteurs font observer que dans le système subjectif, il faut, au contraire, se livrer à de minutieuses recherches

(1) Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 78, adde. *Réforme sociale*, 1898, t. 1, p. 645.

(2) Saleilles, *op. cit.*, p. 79.

psychologiques, scruter le for intérieur de chacun, pour voir s'il ne révèle pas la faute qui a engendré le dommage.

Pour contrôler cette affirmation, appliquons le critérium objectif aux dommages provenant du fait des choses inanimées ; s'il nous permet de déterminer les personnes responsables, avec plus de facilité et de certitude, il y aurait alors un sérieux intérêt à voir consacrer législativement la théorie objective en notre matière.

Quel est donc celui qui crée le risque, dans son intérêt, et qui par suite doit être responsable ?

Il semble qu'on ait d'abord songé au propriétaire, on a parlé de *risque de la propriété*. Toute personne a-t-on dit, doit en équité supporter les dommages occasionnés par une chose qui lui appartient. Et il doit en être ainsi, quand bien même la chose se trouverait, lors de la réalisation du dommage, entre les mains d'un tiers, auquel le propriétaire l'aurait momentanément remise, parce que la responsabilité du fait de la chose reste, dans tous les cas, attachée à la propriété, elle en constitue l'une des charges inéluctables. « Le propriétaire est le représentant légal des choses qui lui appartiennent et les dommages, qu'elles occasionnent, doivent être considérés comme causés par le propriétaire lui-même » (1).

Mais cette idée d'un risque, attaché à la propriété, devait être bientôt abandonnée, comme étant en désaccord avec

(1) S. 1887, 4. 18.

le droit positif. Elle se heurtait, en dehors du cas prévu par l'article 1386 qui, lui, nomme expressément le propriétaire, aux termes de l'article 1384, al. 1 in fine, qui parlent au contraire « de choses dont on a la garde. »

C'est pourquoi, à l'heure actuelle, les partisans de la théorie de l'obligation légale imposent la charge du dommage au *gardien* de la chose inanimée et non plus au propriétaire. Les conséquences du risque doivent être supportées par « celui qui l'a créé, abstraction faite de toute idée de propriété, voir même de tout droit réel sur la chose... » « par l'individu qui utilisait la chose, au moment où l'accident s'est produit » (1).

Il s'agit alors, chez les personnes responsables, non plus de la garde de fait, de la simple surveillance, mais d'une garde de droit à laquelle nous avons déjà fait allusion. D'après M. Saleilles « la garde, au sens large et économique du mot, c'est la direction industrielle et économique d'une chose, le fait d'en diriger le fonctionnement et peut-être aussi d'en profiter » (2). Et M. Josserand reprend cette formule sous une forme plus synthétique. « La garde est indissolublement liée aux idées d'autorité de direction et de profit (3) Ces définitions ne font d'ailleurs que corroborer cette idée, si chère aux théori-

(1) Josserand, *op. cit.*, page 125.

(2) Saleilles. *Réforme sociale*, 1898 I, pp. 642 et 643 adde *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, page 23.

(3) Josserand. Note au D. 1906-2. 249, rapprocher la définition de la « garde » donnée par Pisier, thèse p. 129.

ciens du risque : que le dommage doit être la contre-partie du profit.

Maintenant que nous savons dans quelle acception le mot « gardien » doit être employé, voici la question qui se pose : Les partisans du système du risque décident, en cas de dommage causé par une chose inanimée, que c'est le gardien, et lui seul, qui doit être tenu à réparation. Il importe de se demander si cette solution est absolument conforme au critérium objectif, d'après lequel est responsable : celui qui crée le risque dans son intérêt.

Il ne semble pas qu'il en soit ainsi. Créer le risque, en effet, c'est créer la situation dangereuse d'où naîtra le dommage. Or les circonstances qui ont déterminé l'accident ne sont pas ordinairement l'œuvre exclusive du gardien et, en sens inverse, le gardien n'est pas toujours seul à bénéficier de cette situation. Il s'en suit donc, qu'en décidant : qu'il est *seul* responsable, les partisans de la théorie objective ne se conforment pas au critérium du risque créé.

A l'aide de quelques exemples qui nous sont suggérés par la jurisprudence, il va nous être facile de démontrer l'exactitude de ce que nous avançons.

Dans un long train de bateaux, remorqué sur un canal, une amarre vient à se rompre. Le bateau à l'arrière duquel cette amarre était attachée, n'étant plus retenu par la résistance de ceux qui le suivaient, est lancé contre une péniche qui stationnait le long de la rive et l'endommage

gravement. Qui va être tenu de réparer le dommage ainsi causé(1) ? On répond dans la théorie objective : ce sera le gardien du bateau abordeur, et lui seul. Avec cette solution, on applique le critérium du risque créé d'une façon inexacte et incomplète. Il est incontestable que le gardien du bateau abordeur a contribué, dans une large part, à créer le risque d'où est issu le dommage, puisque c'est précisément son bateau, et non pas un autre, qui a heurté la péniche. Mais si le bateau abordeur n'avait pas été relié à d'autres qui le suivaient, le dommage ne se serait pas produit ; l'amarre, en effet, ne s'est rompue que sous la charge excessive qu'elle avait à faire suivre. Les gardiens de ces bateaux ont donc contribué chacun, pour une part, dans la création du risque.

D'un autre côté, il est certain que chacun d'eux trouvait un avantage dans la situation qui a rendu possible l'accident.

En rendant responsable seulement le gardien du bateau abordeur, on applique donc fort incomplètement le critérium du risque (2).

Un jugement du tribunal civil de la Seine, analysé précédemment (3) a rendu responsable, en vertu d'une pré-

(1) Cfr. Cour de Paris, 31 mars 1903 et Cour de Cass. (civ.) 8 mai 1906, D. 1906-1. 457.

(2) Nous trouvons cette idée développée dans une note de M. Planiol sur l'arrêt précité.

(3) Voy. Trib. civ. Seine 24 janv. 1906, D. 1907-2. 17. Note de M. Planiol.

somption de faute, le pilote d'un ballon. L'aérostat était passé, à moitié dégonflé, au-dessus d'une ville, tout en étant encore capable de planer jusqu'à un bois voisin où il pouvait atterrir sans causer de dégâts; mais des spectateurs voulant venir à l'aide du pilote, qu'ils croyaient en danger, l'obligent à descendre dans une rue étroite où ils avaient entraîné le ballon, le gaz qui s'en échappe se répand dans les maisons avoisinantes et, dans l'une d'elles, par suite de son contact inopiné avec une flamme, il détermine une grande explosion amenant mort d'homme. Sans doute, l'aéronaute qui s'est élevé dans les airs, avec son ballon, a été cause du risque pour la plus grande partie, mais les spectateurs qui l'ont contraint à descendre à terre, dans une rue peu large, alors que cela n'était pas nécessaire, ont contribué aussi à le créer.

Quant à ceux qu'intéressait la création du risque, c'étaient tous les hommes, puisque l'humanité tout entière est appelée à bénéficier des progrès de l'aérostation.

Prenons enfin, comme dernier exemple, un accident, objet de nombreuses décisions judiciaires, celui causé par une batteuse à vapeur (1). En pareil cas les théoriciens de l'obligation légale font supporter toutes les conséquences de l'accident à l'entrepreneur de battage et à lui seul. Or il est pourtant clair que l'entrepreneur n'est pas seul à créer

(1) Cfr. Rennes, 26 juillet, 1906, D. 1907-2. 19 (2^e espèce).

le risque et que le risque, une fois créé, n'existe pas dans son seul intérêt.

Supposons que des flammèches, échappées de la cheminée de la locomobile, aient communiqué le feu aux pailles entassées près de la machine.

L'entrepreneur, en amenant sa machine sur l'aire du cultivateur et en la mettant en marche, a créé le risque. Mais de son côté, le cultivateur a demandé à l'entrepreneur d'amener sa batteuse et de la faire marcher ; par cela seul, il a déjà concouru à la production de ce risque. En outre, c'est peut-être lui qui a fixé l'emplacement de la machine, imposé son choix à l'entrepreneur de battage et qui a entassé, ou fait entasser, trop près de ce foyer, les bottes de paille que les étincelles ont enflammées. Manifestement il joue, dans la création du risque, un rôle aussi important, et même plus important, que le gardien de la machine.

D'autre part, l'entrepreneur n'est pas seul à profiter de la batteuse. Il reçoit bien une rémunération assez élevée pour le travail de sa machine, mais le cultivateur, de son côté, bénéficie de la création du risque. Il y trouve, à la fois, outre le maximum de rendement, dont sa récolte est susceptible, une économie de temps et une économie de main d'œuvre. L'entrepreneur de battage n'est pas seul à créer le risque, il n'est pas seul à en profiter, et cependant c'est lui seul qui est responsable d'après la théorie objective(1).

(1) Rapp. la note de M. Planiol au D. 1907-2. 19. Col. 3

Quand le risque a été créé par plusieurs personnes et profite à plusieurs (souvent il en sera ainsi) les charges du dommage doivent être réparties entre toutes. Chacune d'elles doit en supporter une part, en rapport avec le rôle qu'elle a joué dans la création du risque et proportionnelle au profit corrélatif qu'elle en retirait.

Nous arrivons ainsi au dilemme suivant :

Si on applique intégralement le critérium objectif, les tribunaux seront obligés de démêler dans la réalisation du dommage le rôle respectif de plusieurs personnes et l'intérêt de chacune d'elles. Cette tâche, souvent fort difficile en pratique, sera une source de tâtonnements et d'erreurs. Puisqu'il en est ainsi, c'est donc que le critérium du risque n'est pas aussi précis que le prétendent ses partisans.

Si au contraire, on fait supporter toutes les charges du dommage occasionné par une chose inanimée au gardien, et à lui seul, sans se préoccuper des autres personnes qui ont pu contribuer dans leur propre intérêt à rendre la chose dangereuse, on n'a plus le droit d'invoquer la maxime : « *Ubi emolumentum, ibi onus* ». C'est en vain, qu'on objecterait : qu'en rendant le gardien seul responsable, on atteint la personne qui retire de la chose un profit direct et habituel. Du moment où l'on admet un principe, il faut l'appliquer, avec toutes les conséquences qui en découlent. Or, en cas de responsabilité du fait des choses inanimées, quand on ne tient pas compte des autres personnes qui, en

dehors du gardien, ont pu contribuer à la réalisation du dommage, on applique le critérium du risque créé d'une façon seulement approximative, autant dire, arbitraire.

D'après la théorie objective, strictement entendue, il doit suffire, pour connaître dans une espèce donnée, les personnes responsables, de déterminer la part de chacun dans la création du risque et dans le profit corrélatif.

Mais la plupart des partisans de cette théorie y apportent un tempérament qui en diminue singulièrement la portée et l'originalité. D'après eux, en effet, ce n'est pas à proprement parler, la création du risque qui engendre la responsabilité : c'est son *appropriation*, c'est-à-dire la *volonté* de celui qui crée le risque, d'en subir les conséquences. Avant de condamner l'auteur d'un dommage, il convient de se demander s'il a entendu s'approprier le risque, d'où est issu ce dommage. Aucune responsabilité n'est possible, s'il n'y a pas eu, chez le créateur du risque « causalité de la volonté, adaptation de la volonté au dommage causé ». Avant de rendre sa sentence, le juge devra vérifier si le défendeur a entendu s'approprier le risque, ce sera alors pour lui une tâche aussi délicate que la constatation de la faute. Une pareille vérification, il est vrai, ne sera pas subjective, il n'y aura pas lieu de rechercher quelle a pu être la volonté du créateur du risque, relativement au fait dommageable, c'est à la matérialité du fait qu'il conviendra de s'attacher. Si la création du risque a été ostensiblement accompagnée de précautions exceptionnelles, que la pru-

dence ordinaire n'exigeait pas, le juge pourra en conclure qu'il n'y a pas eu appropriation du risque (1). Cette distinction entre le superflu et le nécessaire, dans la prudence déployée, ne sera possible qu'au moyen d'une comparaison : il faudra s'efforcer de préciser la diligence dont le défendeur a fait preuve en créant le risque ; rechercher, d'autre part, ce qu'aurait fait le commun des hommes, dans la même hypothèse, et rapprocher ensuite les deux situations.

Or, nous avons vu que la théorie traditionnelle se borne à exiger un parallèle du même genre ; nous savons que la faute n'est pas autre chose qu'une erreur de conduite, une défaillance d'attitude, qui normalement s'apprécie d'après le type abstrait de l'homme droit et sûr de ses actes (2).

Il ressort de ce qui précède, que le critérium du risque créé, qu'on est tenté de se figurer, à priori, comme supérieur à celui de la faute, point de vue de la précision, l'est, à cet égard, tout au plus égal. En effet, si l'on impose la charge du dommage au seul gardien de la chose inanimée, on applique inexactement le critérium objectif. Si l'on admet, au contraire, que pour être tenu à réparation, il faut s'être approprié le risque, la tâche du juge ne se

(1) Voy. notamment Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, page 62.

(2) Cfr. la définition de la faute de MM. Beudant et Capitant rapportée *suprà* p. 90.

trouve ni allégée ni simplifiée et le criterium du risque, au moins autant que celui de la faute, laisse une certaine place à l'arbitraire dans la détermination des personnes responsables.

§. 2. — CAUSES EXCLUSIVES DU RISQUE

Les partisans de la théorie du risque admettent que le gardien d'une chose inanimée, autre qu'un bâtiment, qui a causé quelque dommage, peut s'exonérer de toute responsabilité en prouvant que l'accident est dû à la faute de la victime ou à la force majeure, parce que, disent-ils, si le dommage provient de l'une de ces causes, il n'y a pas fait de la chose (1).

1° *De la faute de la victime.* — Il est étrange de voir la doctrine objective admettre une telle cause d'exonération. On prétend résoudre le problème de la répartition des dommages sans recourir à la notion de faute. Chacun, affirme-t-on, est responsable de son fait, soit qu'il s'agisse d'ailleurs de son fait personnel, soit qu'il s'agisse du fait de personnes ou de choses, dont il est le représentant juridique, tel est le principe. On y apporte aussitôt cette singulière restriction : à moins que ce fait n'ait causé le dommage par suite *d'une faute de la victime*.

(1) Voici p. ex. ce que dit Jossierand, *op. cit.*, page 124 : « La responsabilité du risque créé cesse au cas de force majeure ou de faute commise par la victime. »

L'auteur du dommage est responsable parce qu'il a créé le risque, sans qu'il faille rechercher si l'acte nuisible lui est imputable ; mais avant de se prononcer sur sa responsabilité, il y a lieu de prendre en considération la faute de la victime.

N'est-ce pas avouer qu'il est impossible de se passer entièrement du critérium subjectif et que le critérium objectif ne se suffit pas à lui-même.

Une théorie strictement objective, ne doit laisser aucune place à la faute. C'est ce que M. A. Colin fait remarquer fort justement dans son rapport à la société d'Etudes Législatives sur la responsabilité des automobilistes (1).

Le projet élaboré sur cette question, au sein de cette société, permet au propriétaire de l'automobile d'écarter la responsabilité qui, de droit, pèse sur lui en dénonçant la faute grave de la victime. M. Colin observe, avec raison, que c'est là un système défectueux car dans un système objectif, parfaitement logique, cette chance d'exonération en devrait être écartée.

2° De la force majeure. — En étudiant le système traditionnel de la responsabilité du fait des choses inanimées, nous avons indiqué que pour distinguer le cas fortuit de la force

(1) *Bulletin de la société d'Etudes législatives*, 1907, n° 3, p. 284, cfr. A. Wahl. *La responsabilité civile en matière d'accidents d'automobiles*, *Revue trimestrielle de Droit Civil*, année 1908, pp. 36 et 37.

majeure, on propose de s'attacher soit à la nature de la force qui agit, soit à son caractère plus ou moins insurmontable, soit à la prévision plus ou moins grande dont son intervention était susceptible. Et voici la définition à laquelle nous avons donné nos préférences : le cas fortuit est un fait que nulle prudence ne pouvait prévoir ; la force majeure, au contraire, est l'événement dommageable qui pouvait être prévu, mais contre lequel les forces humaines ne peuvent entrer en lutte (1).

La doctrine objective se place à un tout autre point de vue pour différencier la force majeure du cas fortuit, elle s'attache à la situation de la force qui agit sans rechercher si l'intervention de cette force était ou non susceptible d'être prévue.

Voici, en effet, ce qu'écrit M. Josserand à ce sujet : « Le cas fortuit s'accuse de plus en plus comme l'événement qui se produit à l'intérieur de l'entreprise, qui est dû à l'objet dommageable, abstraction faite de toute intervention venue du dehors ; tandis que la force majeure consiste précisément dans cette intervention d'une force extérieure, d'une cause étrangère (art. 1147) qui fait irruption dans l'entreprise, qui dirige la chose dans un sens dommageable. Une chaudière fait spontanément explosion, une voiture se brise d'elle-même et sans cause connue : il y a cas fortuit ; mais un ouragan d'une violence excessive

(1) Voy. *supra* pages 95 et 96.

qui retarde un train dans sa marche, une inondation qui interrompt les communications et fait écrouler les maisons, une guerre qui dévaste un pays, voilà des événements qui (tombant dans le cercle de l'entreprise) constituent autant de cas de force majeure. Tandis que l'accident fortuit qui ne peut être rattaché à aucune cause certaine et précise, qui est le produit spontané de l'entreprise ou de l'objet dommageable, garde un caractère anonyme, le préjudice dû à la force majeure est dans un rapport direct de causalité avec une force extérieure et toute puissante, à laquelle on ne peut évidemment demander de comptes, mais qui agit ostensiblement ; le vent, l'eau, le feu du ciel, le tremblement de terre, la guerre, le brigandage ». (1)

Ainsi, le cas fortuit, d'après la théorie objective, est le fait qui se produit à l'intérieur de la chose pour la rendre nuisible alors qu'à l'état normal, elle ne l'était pas. C'est en quelque sorte, une transformation spontanée de sa manière d'être, dont elle portait le germe en elle-même, qui s'est opérée subitement, à un moment donné, sans qu'on sache même pourquoi elle s'est opérée à ce moment, plutôt qu'à un autre, sans qu'on sache même pourquoi elle s'est opérée.

Quand une chaudière explose, alors qu'elle était construite conformément aux règles de l'art et surveillée par un mécanicien expérimenté il y a cas fortuit, parce que la

(1) Note au D. 1900-2. 289. col. 6. Adde Jossierand. *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, page 122.

cause immédiate, indépendante de la volonté du gardien qui a rendu la chose dommageable est une cause purement interne. Il y a force majeure, au contraire, si la chose ne cause le dommage que sous l'impulsion d'une force étrangère à elle-même et à son gardien. Exemples : le vent déracine un arbre qui écrase un passant, la foudre, en tombant sur un magasin de produits chimiques, détermine une explosion etc...

La doctrine objective permet au gardien de s'exonérer en dénonçant la force majeure ainsi entendue, parce qu'elle considère la force majeure comme exclusive du fait de la chose. En pareil cas, la chose n'est devenue dommageable que sous l'impulsion d'une force extérieure, irrésistible, sur laquelle le gardien n'a pu exercer aucune influence. Le fait de la chose s'est effacé devant l'*Act of God*, comme on dit souvent, devant le fait de Dieu, dont nul ne saurait répondre.

Le cas fortuit, tel qu'il est entendu par la doctrine objective, n'exclut pas, au contraire, le fait de la chose puisqu'il est inhérent à cette chose et qu'il prend naissance, sans l'intervention d'aucune cause étrangère. L'explosion mystérieuse d'une machine, la rupture inexplicquée d'un tube, d'un morceau de métal, ne peuvent être rattachées qu'au fonctionnement de l'entreprise, de la machine. Et puisque le cas fortuit est bien occasionné par la chose, ses conséquences doivent, par suite, être supportées par le gardien qui ne saurait alors être exonéré.

L'attribution du cas fortuit au gardien de la chose, voilà quelle a été la grande préoccupation de la théorie objective. On peut même dire, sans être taxé d'exagération, que c'est cette préoccupation qui lui a donné naissance. Si la faute aquilienne n'avait pas eu pour résultat de refuser toute indemnité à la victime, quand le fait de la chose s'est produit d'une façon toute spontanée, la doctrine du risque n'aurait pas eu sa raison d'être.

Le système de la faute prouvée aboutit à refuser toute indemnité à la victime quand une chose inanimée cause un accident par cas fortuit. C'est ce résultat fâcheux qui a suggéré la loi du 9 avril 1898, sur le risque professionnel et suscité tout le mouvement doctrinal qui, depuis lors, s'est efforcé d'étendre l'idée de responsabilité sans faute en dehors du domaine d'application de cette loi.

Ici encore, M. A. Colin fait observer que dans un système objectif, parfaitement logique « ce n'est pas seulement le cas fortuit ou la faute de la victime qui doivent être impuissants à écarter la responsabilité, c'est encore la force majeure (1).

Nous nous rallions à cette opinion; il nous reste à la justifier en ce qui concerne la force majeure.

On a coutume de dire, quand une chose cause un dommage; par suite d'une force majeure, qu'il n'y a pas fait de

(1) Amb. Colin. *Bulletin de la société d'études législatives*, année 1907, n° 3, p. 284.

la chose ; qu'en pareille hypothèse le risque n'a pas été créé par le gardien mais par les éléments déchaînés et que, par suite, c'est en vain que la victime réclamerait une indemnité puisque personne ne saurait être responsable. Mais si on soumet ce raisonnement à une analyse plus approfondie on ne tarde pas à s'apercevoir qu'il n'est pas rigoureusement exact.

Quand un homme a été tué par la foudre, écrasé par une avalanche, brûlé par le feu d'une éruption volcanique, il est certain que ses héritiers ne peuvent réclamer aucune indemnité, à qui que ce soit. Dans ces divers cas, le risque a bien été créé exclusivement par les forces de la nature, et comme elles ne sont pas susceptibles d'être appropriées, à qui les représentants de la victime s'adresseraient-ils pour obtenir des dommages-intérêts ?

Mais la situation est tout autre lorsque, entre la victime et la force irrésistible qui a agi, se trouve une chose dont un homme a la propriété ou tout au moins la jouissance. La force majeure (1) détermine bien le dommage mais elle ne le consomme pas. Pour qu'il se produise, il faut que la chose serve de véhicule à la force majeure, en sorte que, sans elle, le dommage n'aurait pas lieu. Vis-à-vis de la victime, c'est donc en réalité la chose qui constitue le danger d'où le dommage est issu, il en résulte que la

(1) Nous employons ici cette expression avec le sens qui lui est propre dans la théorie du risque.

création du risque doit être imputée, non pas à la force majeure, mais au gardien de la chose.

Précisons notre pensée à l'aide de quelques exemples :

Un arbre est déraciné par un ouragan, il tombe sur un passant qu'il écrase. La doctrine objective décide qu'il y a risque créé par la nature, qu'en conséquence personne ne saurait être responsable. En réalité il n'en est pas ainsi, le risque est créé par l'homme, gardien de l'arbre. En effet si cet arbre n'avait pas existé que serait-il arrivé ? Il n'y aurait pas eu d'accident. Le passant aurait été fouetté par le vent sans subir le moindre dommage.

La foudre tombe sur une poudrière, l'explosion qu'elle détermine renverse les maisons environnantes dont les habitants sont blessés par la chute des matériaux. Il y a risque de la nature, force majeure, disent les partisans de la théorie objective. En réalité, il y a risque créé par l'homme, par le gardien ; sans la poudre, le fluide aurait tout au plus incendié le bâtiment sur lequel il était tombé, à part les habitants de la maison, il n'aurait pas pu faire d'autres victimes. Si on applique exactement le critérium du risque, tout le dommage, qui ne se serait pas produit sans l'explosion de la poudre, doit être supporté par celui qui détenait à son profit cette matière dangereuse.

Jusqu'ici, nous avons supposé que sans la chose qui a servi de véhicule à la force majeure, la victime n'aurait eu à subir aucun préjudice. Mais il se peut que cette chose ait seulement pour effet de rendre la force majeure plus

dommageable qu'elle ne l'aurait été, agissant directement. En pareil cas, le risque est dû à l'œuvre commune de la force majeure et au gardien de la chose. L'indemnité accordée à la victime doit alors être partielle, parce qu'il convient d'exonérer le gardien dans la mesure où la force majeure a contribué à l'aggravation du risque.

Dans un système du risque parfaitement logique, il n'y aurait pas lieu de prendre en considération la faute de la victime, et la force majeure, en cas de responsabilité du fait des choses inanimées, ne devrait presque jamais constituer une cause d'exonération. En admettant le contraire, la doctrine objective, telle qu'elle est enseignée, applique donc, d'une façon inexacte et incomplète, le principe qui lui sert de base : elle donne prise à une critique nouvelle (1).

§ 3. — FIXATION DE L'INDEMNITÉ

On prétend encore que la doctrine du risque est supérieure à la théorie subjective à un autre point de vue : qu'elle permet de fixer le taux de l'indemnité avec plus de certitude.

Quand la réparation du dommage est subordonnée à l'existence d'une faute, l'indemnité doit être intégrale, représenter exactement le préjudice causé. Or, comme ce préjudice varie avec la personnalité de la victime et ne

(1) En ce sens voy. Bonnet, thèse page 176.

comporte pas d'estimation, abstraction faite de l'individu qui le supporte, il s'en suit que dans la théorie subjective, il est impossible de prévoir quel sera, dans une hypothèse donnée, le montant de la réparation.

Si l'on fonde, au contraire, la responsabilité sur la création d'un risque, il est toujours possible, dit-on, de connaître d'avance le taux de l'indemnité qui devra être fournie, en réparation d'un acte de nature déterminée, parce que cette indemnité est, non pas intégrale, ni par suite « individualisée » mais forfaitaire, fixée d'avance, pour chaque espèce de dommage, à une somme invariable.

Dans la doctrine objective, on considère comme inséparables les deux idées de risque et de forfait. Voici comment s'exprime M. Saleilles à ce sujet. « La théorie du risque m'a toujours paru, et me paraît encore, inséparable de l'évaluation forfaitaire de l'indemnité ». Et il s'efforce ingénieusement d'en trouver une preuve dans le Code civil lui-même (1).

Les articles 1149 et 1150, qui fixent la mesure de l'indemnité due par un contractant à son cocontractant, pour inexécution du contrat, sont ainsi conçus :

Article 1149. — « Les dommages intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé.... »

(1) Voy. Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, page 79 et suivantes.

Article 1150. — « Le débiteur n'est tenu que des dommages intérêts qui ont été prévus, ou qu'on a pu prévoir, lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est pas exécutée. »

Il résulte de ces textes, que la dette d'indemnité, qui incombe à l'auteur du dommage, est d'autant moins en rapport avec l'étendue de ce dommage, d'autant moins « individualisée » que la volonté de l'obligé a joué un rôle moins considérable dans la création de cette dette.

Quand la responsabilité naît d'un dol, la réparation est intégrale, elle comprend toute la perte subie et le gain manqué (article 1149).

Quand, au contraire, la responsabilité naît d'une simple faute, comme le rôle de la volonté est moins grand que dans le dol, on décide que la réparation n'est plus intégrale ; elle ne représente plus le dommage réel, mais seulement celui que l'auteur de l'acte dommageable pouvait prévoir, à une époque déterminée. Toutefois, la réparation reste encore spécialisée dans une assez large mesure, pour évaluer le dommage qui a pu être prévu par son auteur ; il est tenu compte des circonstances particulières à chaque espèce, l'indemnité ne consiste pas dans une somme fixée d'avance, *a priori*, et toujours la même, pour les actes du même genre.

Notre Code ne prévoit pas la création du risque comme pouvant engendrer la responsabilité, il ne s'occupe que du dol et de la faute. Mais d'après M. Saleilles, c'est rester

fidèle au principe qu'il applique dans les articles 1149 et 1150, quant à la mesure de la réparation, que de considérer comme forfaitaire la dette d'indemnité née du risque créé. L'indemnité, basée sur une faute, est moins individualisée qu'au cas où elle est fondée sur un dol parce que la volonté tient dans la faute une place moins grande que dans le dol. Si faisant un pas de plus, on fait reposer la responsabilité sur l'idée du risque créé, si on considère que le simple fait envisagé dans sa matérialité oblige à réparation, le rôle de la volonté, dans la genèse de la responsabilité, est encore plus effacé, si tant est qu'il subsiste encore; il est donc logique, conforme aux articles 1149 et 1150, de diminuer également d'un degré l'individualisation de l'indemnité. Avec cette graduation descendante on aboutit au forfait, c'est-à-dire à supprimer toute individualisation. Chaque genre de dommage résultant d'un fait sera envisagé *in abstracto* et tarifé d'avance, sans qu'il puisse être tenu compte d'aucune considération d'espèce.

Que faut-il penser de l'ingénieuse argumentation de M. Saleilles ?

Elle se heurte à une objection capitale. Les articles 1149 et 1150 parlent expressément de contrats; ils sont écrits au titre des contrats et ne font aucune allusion au chapitre « Des délits », ils fixent la mesure de l'indemnité, seulement en cas de responsabilité contractuelle. Dans ces conditions, a-t-on le droit de leur donner une portée plus

générale, de considérer que les principes qu'ils posent doivent également être appliqués en ce qui concerne la responsabilité délictuelle? La grande majorité des auteurs se prononce pour la négative.

Comme en dehors des rapports contractuels, le Code Civil ne limite point expressément la dette d'indemnité, la plupart des auteurs (1) voient, dans son silence, la consécration du principe de la réparation intégrale, sans distinguer suivant que la responsabilité est fondée sur le dol ou sur la faute proprement dite. Or, dans la discussion précédente, M. Saleilles laisse de côté le cas où l'auteur et la victime du dommage sont unis par un lien contractuel; il envisage l'hypothèse normale de deux personnes « conventionnellement étrangères l'une à l'autre. »

En pareil cas, aucune disposition du Code Civil ne permet d'induire que les idées de risque et de responsabilité sont indissolublement liées.

Puisqu'il en est ainsi, il nous reste à examiner s'il est désirable que le système forfaitaire fasse l'objet d'une consécration législative. La responsabilité subjective offre la plus grande incertitude en ce qui concerne le taux de l'indemnité à fournir. La réparation subordonnée à la faute est absolument adéquate au préjudice causé; elle varie

(1) Aubry-Rau, 4^e éd., t. IV, p. 750; Laurent, t. XX, n^o 523; Planiol, t. II, n^o 896; Comp. Baudry-Lacantinerie et Barde, t. IV, n^{os} 2879 et suiv.

avec la personnalité de la victime, et les circonstances particulières, dans lesquelles l'acte se produit, ne peuvent être prévues d'avance. Il en est tout autrement, affirme-t-on, avec la théorie du risque qui implique l'idée du forfait, de réparation évaluée *à priori*. Cette affirmation est-elle exacte?

A première vue, la doctrine du risque semble offrir en effet plus de certitude puisque, dans une hypothèse donnée, elle permet de connaître d'avance le taux de la réparation. Si on soumet le système forfaitaire à une analyse plus minutieuse, on ne tarde pas à voir qu'il se heurte à deux grosses objections :

L'idée de réparation forfaitaire n'est pas toujours conforme au critérium objectif, d'après lequel toute la charge du dommage doit être supportée par celui qui crée le risque, en profite, et par lui seul!

Les partisans du système du risque n'indiquent pas quelle sera la base rationnelle, permettant pour un acte déterminé de fixer, *à priori* le taux de l'indemnité.

Entrons immédiatement dans l'examen de ces deux objections.

On prend d'habitude, pour exemple, la loi du 9 avril 1898, sur le risque professionnel, qui évalue d'avance l'indemnité due à la victime d'un accident de travail. Ce forfait est calculé sur le salaire de la victime et il varie aussi suivant la nature et la durée de l'incapacité de travail, déterminée

par l'accident (1). Le forfait s'explique ici pour une raison toute particulière. La loi du 9 avril 1898 n'a pas imposé, au patron, la réparation intégrale du préjudice souffert, par l'ouvrier, parce qu'elle a voulu répartir la charge du préjudice en appliquant rigoureusement le critérium du risque créé. Le patron n'est pas seul à créer le risque qui menace l'ouvrier. Il y contribue, pour une large part sans doute, en faisant appel aux services de celui-ci et en lui fournissant l'outillage industriel, les machines qui le plus souvent sont la cause de l'accident. L'ouvrier, de son côté, concourt aussi dans une certaine mesure à la création du risque; il accepte le marché que lui propose le patron; il fournit au patron ses services, sans lesquels l'outillage resterait improductif; il s'expose volontairement aux dangers de ces machines qu'on lui demande de conduire et de surveiller. Tout le profit du risque n'est pas non plus pour le patron. L'ouvrier en a sa part, puisqu'il reçoit un salaire qui représente précisément sa coopération à la création du risque. C'est pourquoi il convient de répartir, entre l'ouvrier et le patron, le fardeau de l'accident de travail. Tous les deux ont créé le risque, tous les deux doivent en supporter les funestes conséquences (2).

(1) Voy. Sachet, *Traité théorique et pratique de législation sur les accidents du travail*, 3^e édition t. I, p. 12, 242 et suiv. et Loubat, *Traité sur le risque professionnel*, 2^e édition, n^os 155 et suiv.

(2) Rapp. le rapport de M. A. Colin à la Société d'études législatives sur la responsabilité des propriétaires d'automobiles, dans *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1907, page 284.

S'il est facile d'établir que l'un et l'autre ont un rôle dans la création du risque et une part dans le profit corrélatif, ce rôle et cette part sont essentiellement variables. Avec eux, devraient également varier la répartition de la charge du dommage. Pour supprimer, à cet égard, des recherches et des calculs délicats, les rédacteurs de la loi de 1898 ont cru bon d'adopter une indemnité *uniforme* pour toutes les hypothèses semblables, c'est à dire le *forfait*. En faisant ainsi, ils se sont déjà écartés, dans une certaine mesure, du système objectif.

La réparation forfaitaire se justifie sur le terrain du risque professionnel par cette idée : que l'ouvrier ayant concouru à créer le risque, doit supporter une part du dommage engendré par ce risque.

Elle devrait également être appliquée, pour les mêmes raisons, dans tous les autres cas où la création du risque peut être considérée comme l'œuvre commune de la victime ou de celui à qui elle réclame une indemnité.

Quand on se demande si la responsabilité objective implique la réparation forfaitaire, on doit envisager, non seulement cette catégorie d'hypothèses, mais toutes celles qui peuvent se présenter. Il peut se faire que la victime n'ait point participé à la création du risque et n'en retire aucun profit.

Pourquoi alors la réparation du préjudice ne serait-elle pas intégrale? Admettre, en pareil cas, une indemnité forfaitaire, n'est-ce pas rejeter le critérium sur lequel on

prétend s'appuyer ? Après avoir proclamé, comme une vérité intangible, que l'homme ne saurait agir qu'à ses risques et périls, que c'est donc lui qui doit supporter seul les conséquences de son activité, les partisans de la doctrine objective arrivent, en définitive, à en répartir les conséquences entre la victime et l'auteur du dommage et ce, au moyen d'une indemnité forfaitaire.

L'un des partisans de la doctrine nouvelle sentant toute la portée de cette objection, se refuse à admettre que l'idée de risque implique celle de réparation forfaitaire. « Il faut être logique, s'écrie-t-il, ou bien, mettre la faute à la base de la responsabilité et admettre dans les condamnations des nuances, des tempéraments, suivant les degrés de culpabilité, ou bien y mettre une obligation légale et admettre, en conséquence, une réparation complète de tous les dommages matériels et moraux causés par l'accident (1).

Arrivons à l'examen de la seconde objection formulée contre la théorie du risque. Quand il n'existe aucun rapport de droit entre la victime et l'auteur de l'accident, sur quelle base convient-il de s'appuyer pour établir le chiffre de l'indemnité forfaitaire, quel mode de calcul adopter ?

Les difficultés qu'on éprouve pour résoudre cette ques-

(1) Voy. Pisier, thèse, page 1384, qui conclut très justement, étant donné le fondement objectif qu'il attribue à la responsabilité du propriétaire, que l'indemnité doit être absolue et adéquate au dommage causé.

tion, apparaissent d'une façon particulièrement nette dans les discussions qui ont eu lieu, au sein de la Société d'études législatives, à propos d'un projet de loi sur les accidents causés par les automobiles. Ce projet de loi, avons-nous déjà vu, consacre le système du risque, en ce qu'il ne permet pas au propriétaire de l'automobile de s'exonérer, en démontrant le cas fortuit ou la force majeure. Quand il s'est agi de fixer le taux de l'indemnité forfaitaire, incombant à l'auteur de l'accident, les partisans de la théorie objective se sont heurtés à une difficulté insurmontable.

M. Saleilles (1) proposa de permettre à la victime de demander, en premier lieu, le paiement de l'indemnité intégrale, à charge par elle de prouver la faute de l'automobiliste et d'appliquer le système forfaitaire, seulement à titre subsidiaire, quand la preuve de la faute ne pourrait être rapportée par la demanderesse.

S'il doit en être ainsi, que le critérium objectif s'efface devant celui de la faute pour ne s'appliquer qu'à titre subsidiaire, il est permis alors de douter de sa prétendue supériorité.

Le promoteur de doctrine nouvelle fit encore observer : qu'il serait peut-être possible d'admettre une limitation de responsabilité, analogue à celle de l'article 1150 en

(1) Voy. *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1907, n° 3, pages 241 et 242.

matière contractuelle. La Société d'Études législatives ne crut pas devoir prendre cette idée en considération, parce qu'à propos d'une loi de détail, elle révolutionnait les principes actuellement établis, en matière de responsabilité.

En présence de l'impossibilité de fixer ici un forfait, en l'absence d'une base rationnelle permettant de l'établir, certains jurisconsultes, notamment M. Piédelièvre (1) se sont prononcés contre le système du risque, pour s'en tenir à celui de l'intervention de preuve.

Nous ne nous attarderons donc pas à rechercher s'il vaut mieux que l'individu sache, à l'avance, à quoi il s'expose, ou s'il n'est pas préférable, au point de vue social, de le laisser exposé à toutes les conséquences de ses actes, puisque nous attendons encore, à l'heure actuelle, que les théoriciens du risque nous indiquent un moyen permettant de fixer, *a priori*, le taux de l'indemnité dans une hypothèse donnée.

SECTION III

Applications de la théorie de la responsabilité objective du fait des choses inanimées

§ 1. — ÉTUDE DE NOTRE JURISPRUDENCE

On cite quelquefois, en faveur de la théorie objective,

(1) Cfr. *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1907, n° 2, page 242.

une décision ancienne du tribunal de Lyon (1). Cependant elle néglige de se prononcer catégoriquement sur le fondement de la responsabilité.

Dans le même sens, on invoque encore un arrêt de la Cour de Cassation, du 19 avril 1887 (2), mais en l'examinant de plus près nous avons constaté que cet arrêt s'appuie sur l'article 1386.

Les auteurs qui depuis quelques années, ont préconisé l'emploi de l'article 1384, alinéa 1, pour soustraire la responsabilité du fait des choses inanimées, autres que les bâtiments, au système de la faute prouvée, le considèrent généralement comme consacrant une obligation purement légale.

Les tribunaux ont-ils admis cette façon de voir ? Ils se sont fréquemment servis, avons-nous vu, de cet article, pour dispenser la victime d'une chose inanimée de prouver la faute du défendeur actionné en indemnité, mais se sont-ils laissé entraîner sur ce texte jusqu'au système de l'obligation légale ?

D'assez nombreux motifs de décisions judiciaires, rendues sur l'article 1384, al. 1, montrent que la notion du risque n'a pas été sans impressionner leurs rédacteurs. Voici, par exemple, comment s'exprime le tribunal civil

(1) Lyon, 12 juillet 1854, cité par Pisier, *op. cit.*, p. 42, D. 1853-2. 86.

(2) Cass. civ., S. 1887-1. 217, et la note D., 1888-1. 27 et *suprà*

de Melle (1) « attendu qu'aux termes de l'article 1384 C. Civ. le propriétaire est responsable, de plein droit, en l'absence de toute faute personnelle et à raison du fait matériel seul, du préjudice causé à autrui par son bâtiment. »

De son côté, le tribunal de Lannion déclare « qu'il semble rationnel et équitable que les conséquences d'un préjudice, imputable à une chose, soient supportées, en principes, et hors le cas fortuit ou la faute de la victime, plutôt par celui qui tire un profit habituel de la chose et connaît les risques inhérents à son usage et les moyens d'y obvier que par un tiers. » De telles considérations ne tiennent qu'une place accessoire dans l'esprit des juges qu'elles séduisent. Elles restent sans influence sur l'interprétation de la loi. Presque tous les jugements et arrêts qui appliquent au fait des choses, l'art. 1384, al. 1 *in fine*, avec un sens propre, déclarent que ce texte contient une présomption de faute à l'encontre du propriétaire ou du gardien. (2)

Quelques-uns parlent dans le même sens • de présomp-

pages 175 et s. Cfr. Planiol. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1906, p. 91.

(1) Trib. civ., Melle, 27 juin 1899, sous un arrêt de la Cour Cass. civ. du 30 juin 1902. D. 1907-1. 437.

(2) Voy. les arrêts cités et analysés au cours de notre étude jurisprudentielle du système de la présomption de faute fondé sur l'art. 1384, al. 1, *in fine*.

tion légale de responsabilité » (1) ou simplement « de présomption de responsabilité. (2)

Nous n'avons relevé jusqu'ici que deux décisions judiciaires ayant donné une note discordante.

La première est un jugement du tribunal civil de la Seine, du 23 janvier 1903, déclarant responsable le propriétaire d'un immeuble où se sont produites des infiltrations d'acide sulfurique préjudiciables à un locataire. Le tribunal précise « que la présomption légale de responsabilité, édictée par l'article 1384, ne disparaît qu'en cas de force majeure, ou lorsque le défendeur prouve la faute du demandeur ». La preuve du cas fortuit y est passée sous silence, conformément au vœu des partisans du risque.

La deuxième est un arrêt de la Cour de Chambéry, du 12 juillet 1903, dont les motifs méritent d'être reproduits :

« Attendu qu'en se prévalant de l'article 1384, du Code Civil, les intéressés ont juridiquement procédé ; qu'en effet, ce texte édicté contre les détenteurs la responsabilité des choses dont ils ont la garde, sans se préoccuper de cette circonstance qu'ils ont ou n'ont pas pu empêcher les faits dont ils sont déclarés responsables, ainsi que le

(1) Dijon, 26 déc. 1893 S. 1896-2. 48; Trib. civ., Seine, 23 janv. 1903 et Cour d'Aix, 1^{er} juin 1904-2. 237.

(2) D. 1903-2. 417. M. Josserand soutient au contraire dans une note sur l'arrêt de la Cour de Chambéry, du 12 juillet 1903, que cette décision consacre la théorie objective et non le système de la présomption de faute.

législateur l'a décidé, pour les père et mère et les artisans ; qu'il s'en suit, qu'en ce cas spécial, la responsabilité n'est pas subordonnée à l'idée subjective de faute, comme dans les articles 1382 et 1383, mais bien à l'idée objective de dommage, que sans entrer dans les controverses doctrinales, soulevées sur cette question par ceux qui veulent voir dans l'article 1384 une présomption de faute, il y a lieu de reconnaître que sainement compris, le point de vue auquel, selon nous, s'est placée la loi est conforme à la justice et à l'équité, puisque celui qui détient une chose et en tire avantage, doit, par suite d'une légitime compensation, supporter les charges corrélatives à cet avantage ; qu'une théorie contraire, en cas de survenance d'accident, présenterait le grave inconvénient de méconnaître les garanties de sécurité et de réparation auxquelles dans une société bien organisée, a droit la personne humaine. » Il est impossible de se rallier, plus ouvertement, à la théorie objective ; toutefois, la Cour de Chambéry assimile le cas fortuit et la force majeure, et semble, par là, s'écarter sensiblement de la doctrine du risque. Cette décision, curieuse à noter pour qui s'intéresse à la destinée des théories nouvelles, n'a, pour le moment, d'autre valeur jurisprudentielle, que celle d'une décision isolée.

On a bien soutenu que le fameux arrêt de la Cour de Cassation, du 16 juin 1896 (1) s'est rallié à la théorie de

(1) Cass. civ., 16 juin 1896. D. 1897-1. 433. *Pandectes françaises*, 1896-1. 521.

l'obligation légale dans son interprétation de l'article 1384, al. 1 *in fine* (1).

Il est vrai que l'arrêt invoque purement et simplement ce texte, sans dire qu'il renferme une présomption de faute. Mais est-il permis d'en inférer qu'il voit dans l'art. 1384 le siège d'une pure obligation légale? Ses termes demanderaient à être plus précis, pour autoriser une telle conclusion. M. Saleilles reconnaît lui-même que l'arrêt emploie une formule « un peu hésitante » étant donnée son ambiguïté on doit plutôt penser, et nous avons indiqué les raisons qui nous font incliner en ce sens (2), que les juges ont entendu suivre un système déjà consacré dans quelques décisions judiciaires ; système d'après lequel il y a lieu, en matière de responsabilité du fait des choses inanimées, de combiner l'art. 1386 avec l'article 1384, al. 1 *in fine*.

La doctrine objective, jusqu'à ce jour, n'a donc eu, sur nos tribunaux, qu'une influence insignifiante et il serait inexact de prétendre qu'il existe un mouvement jurisprudentiel en faveur du système du risque.

§ 2. — ÉTUDE DE NOTRE LÉGISLATION

a) Textes ayant force de loi

Tous les partisans de la théorie objective, proclament que

(1) Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, page 3 ; Pisier, *De la responsabilité du fait des choses*, thèse, p. 61.

(2) *Suprà*, pages 151 et 152.

leur doctrine a été sanctionnée par le législateur, dans une loi célèbre, celle du 9 avril 1898, sur les accidents de travail. Cette loi met à la charge du patron « le risque professionnel » c'est-à-dire l'obligation de réparer les accidents causés, par cas fortuits, à l'ouvrier dans l'exercice de sa profession. Elle va même plus loin, puisqu'elle décide que l'ouvrier, même quand il est en faute, a droit à une indemnité, en n'exceptant que l'accident provoqué intentionnellement.

Nous n'avons pas à aborder l'étude de la loi du 9 avril 1898 et des autres dispositions qui sont venues la compléter. Comme cette loi s'inspire du système du risque, il est intéressant de rechercher dans quelle mesure elle l'applique aux accidents du travail.

Pour justifier cette loi, on se contente de répéter que l'ouvrier, obligé d'après la jurisprudence à faire la preuve de la faute du patron, pour avoir droit à une indemnité, se trouvait généralement dans l'impossibilité de faire cette preuve : il n'y avait pas eu de témoins ou les témoins étaient morts des suites du même accident, ou encore ils dépendaient trop du patron pour oser dire ce qu'ils avaient vu.

Cette considération aurait fait comprendre que la charge de la preuve, imposée à l'ouvrier par nos tribunaux, fut renversée, mais nous ne voyons pas comment elle justifierait le principe du « risque professionnel » (1).

(1) Dans le même sens Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité théo-*

On ajoute : que le patron, ayant les bénéfices du travail de l'ouvrier, doit supporter les charges des accidents inhérents à ce travail. Mais cette considération n'est pas rigoureusement exacte. Tout le bénéfice n'est pas pour le patron, l'ouvrier en a sa part, puisqu'il reçoit un salaire.

Voici, à notre sens, comment se justifie la loi du 9 avril 1898 : les progrès du machinisme ont transformé les conditions du travail, l'ouvrier n'est plus le maître de son outillage, il est donc injuste de lui faire supporter seul les accidents dus à cet outillage. On n'a pas rendu les patrons responsables, en qualité de propriétaire de l'outillage industriel, ce qui aurait été une injustice intolérable, car la loi s'applique même aux accidents qui sont dus à une faute de l'ouvrier, on a imposé cette charge à l'industrie tout entière, ce qui est bien différent.

« L'assurance accident est une charge nouvelle qui grève l'industrie, qui augmente ses prix de revient et qui finalement est supportée pour la plus large part, par ceux qui consomment ses produits » (1).

Au surplus, l'article 1384, al. 1 *in fine*, entendu dans le sens que lui donnent les partisans du système objectif, ne s'adapte pas parfaitement à la notion du risque profes-

rique et pratique du Droit civil : « Du contrat de louage », Paris, Larose, 1907, 3^e éd., t. II, 2^e partie, page 60

(1) Voy. Planiol, *Revue critique de législation et jurisprudence*, année 1905, page 282.

sionnel. Cet article est à la fois trop large et trop étroit. Trop large, parce qu'il engloberait toutes les industries alors que la loi de 1898 est limitative. Trop étroit, parce qu'il ne se rapporterait qu'aux accidents causés par l'outillage, alors que la loi qui nous occupe va plus loin et comprend même les accidents survenus à l'occasion du travail (1).

La loi du 9 avril 1898 se justifie donc par des considérations de solidarité sociale et n'a pas seulement pour but d'appliquer la théorie objective aux accidents provenant des machines.

D'un autre côté, elle tient compte de la faute de l'ouvrier dans la fixation du taux de l'indemnité, son article 20 est ainsi conçu :

« Aucune des indemnités, déterminées par la présente loi, ne peut être attribuée à la victime qui a *intentionnellement* provoqué l'accident. Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une *faute inexcusable* de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre 1^{er}. — Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués, dans sa direction, l'indemnité *pourra être majorée* etc... »

Il est étrange, dans une loi s'inspirant « du risque professionnel » de voir le législateur bouleverser ainsi toute sa théorie, en tenant compte de la faute des parties en

(1) Cfr. Baudry-Lacantinerie et Barde. *Ibidem*.

cause pour fixer le montant de la pension qui doit être accordée à la victime. Permettre de contrôler les faits accidentels, pour en rechercher l'origine et en déduire les fautes commises par les intéressés, n'est-ce pas ressusciter les articles 1382 et suivants?

Et non content d'introduire un élément *subjectif* dans une loi, où semble-t-il, il ne devrait pas s'y trouver, le législateur se sert d'une expression qui n'avait pas encore été employée, de celle de « faute inexcusable ». Est-ce la faute lourde, la *culpa lata* des Romains? En diffère-t-elle, au contraire, par des caractères spécifiques? il est très difficile de le savoir en l'absence d'une définition de la faute inexcusable (1).

Quoiqu'il en soit, nous sommes autorisé à conclure que la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, est loin d'avoir consacré la théorie du risque, telle que la conçoivent ses partisans.

b) Lois en élaboration

Projets de loi réglementant la responsabilité des propriétaires d'automobiles

Trop souvent, l'automobiliste auteur d'un accident échappe à toute poursuite, grâce à la rapidité de sa voiture,

(1) Blondet, *De la responsabilité des accidents du travail sous le régime du Code civil et de la loi du 9 avril 1898*, thèse, Paris, 1901, p. 396.

grâce aussi à l'emploi de supercheries qui dissimulent son identité. Et comme le chiffre de ces accidents s'accroît sans cesse, l'opinion publique s'est émue; en ce moment, plusieurs propositions de lois sont déposées devant le Parlement tendant, pour aggraver la responsabilité des automobilistes, à les soumettre à un régime spécial, dérogeant aux articles 1382 et 1383 (1).

Voici l'aperçu sommaire de ce mouvement législatif :

Proposition Jean Grillon et collègues

La première proposition de loi, soumise à la Chambre des Députés, date du 12 novembre 1906, l'initiative en revient à M. Jean Grillon et plusieurs de ses collègues.

Cette proposition se préoccupe seulement d'assurer le recouvrement de l'indemnité due à la victime. Elle décide à cet effet, que « Toute voiture automobile, ayant occasionné, par la seule faute de son conducteur, un accident mortel ou grave entraînant une infirmité permanente, sera saisie d'autorité de justice. Le tribunal en ordonnera la vente.

Le prix en sera affecté, par privilège, à la réparation de

(1) Consulter sur cette matière : *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1907, pages 222-273-359; Ambr. Colin, « L'accident d'auto et la Loi », *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1908; P. Dupuich, « L'accident d'auto et la Loi », *Revue politique et parlementaire*, 10 février 1908; A. Wahl, « La Responsabilité civile relative aux accidents d'auto », *Revue trimestrielle de Droit civil*, année 1908, n° 1.

toutes condamnations à des dommages-intérêts au profit de la victime et garantira ensuite le paiement de tous les frais de justice et amendes encourus par l'auteur de l'accident, son commettant ou employeur, le tout sans préjudice des responsabilités pénales ou civiles du droit commun » (1).

La preuve de la faute, on le voit, subsiste à la charge de la victime et cet article aboutit seulement à créer un nouveau privilège : le privilège de la victime sur l'outil ou l'instrument de l'auteur de l'accident (2).

On ne voit pas pourquoi, dans la proposition de M. Jean Grillon, une distinction est ainsi faite entre la mort ou l'incapacité permanente et l'incapacité temporaire de la victime, entre les accidents causés aux êtres humains et ceux qui frappent leurs biens. Il est également inexplicable que l'automobile doive être, dans tous les cas, saisie et vendue, quand bien même son propriétaire offrirait à la victime une somme suffisante pour l'indemniser entièrement.

Par dessus tout, l'équité ne demande pas que la personne blessée, par une automobile, bénéficie d'une situation privilégiée, au point de vue de la garantie du paiement de son indemnité ; elle exige seulement que cette personne ait les mêmes chances que la victime d'un autre accident, de recevoir l'indemnité dont elle est créancière.

(1) Chambre S. E., 1906. Annexe, n° 449, page 113.

(2) Voy. Wahl, *op. cit.*

D'ailleurs, le prix de vente d'une machine, souvent détérioré, par l'accident, ne serait-il pas dérisoire ?

Proposition Besnard et Dauthie

Le cinq décembre de la même année, MM. Besnard et Dauthie saisissent la Chambre des Députés d'une proposition plus complète aux termes de laquelle, à l'article 1386 du Code Civil, seraient ajoutées les dispositions suivantes :

« Le propriétaire d'un véhicule automobile est, dans tous les cas et indépendamment de toute faute personnelle, responsable du dommage causé par son véhicule. »

« La responsabilité ci-dessus a lieu à moins qu'il ne prouve directement une *faute lourde* à la charge de la victime (1). »

Dans cette proposition, inspirée de la théorie objective, nous voyons réapparaître la notion *subjective*, puisque la faute lourde de la victime constitue une cause d'exonération.

Il serait en outre manifestement déplacé d'ajouter ces deux alinéas à la suite de l'article 1386, puisqu'une automobile n'est certes pas un bâtiment.

Projet de la Commission de la Société d'études législatives

Aux termes de l'article 1^{er} de ce projet « Tout dommage

(1) S. E., 1906. Annexe, n° 552, page 234.

ou accident, occasionné par le fait d'un véhicule automobile, circulant sur la voie publique, donne droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité du préjudice matériel ou moral, à la charge du propriétaire dudit véhicule, sans qu'il soit besoin de démontrer qu'il ait commis aucune faute (1). »

Il ressort, du début de cet article, que la majorité des membres de la Société d'Études législatives s'est prononcée en faveur de l'application de la théorie objective aux accidents causés par les automobiles. Aussi, est-il intéressant de rechercher si dans le projet de la commission, le système du risque est adopté avec toutes les conséquences qui en découlent.

L'art. 1^{er}, § 1, ci-dessus rapporté, souleva tout de suite une grosse objection qui fut formulée au sein même de la commission, par M. Thaller. « Ce que nous avons mis au seuil de notre projet, s'écriait-il, c'est une sorte de guillotine, instrument d'exécution sommaire de l'industrie automobile, ou quelque chose qui y ressemble... c'est tout à fait excessif..... Il faut être logique, si l'automobiliste est invariablement responsable, il faut lui refuser la voie publique et l'obliger à construire à ses frais des autodromes..... Si la route lui est ouverte, il n'est pas admis-

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1907, pages 222-279.

sible que quelqu'un lui impute, à tort et à travers, toutes les collisions qui se produisent (1).

Cette critique parut si juste que M. A. Colin lui-même, un des plus ardents cependant parmi les réformateurs, proposa alors d'exonérer le propriétaire dans trois cas :

1° pour *faute grave* de la victime.

2° en cas de *force majeure*.

3° toutes les fois que l'accident serait dû au *fait d'autrui*.

Admettre ces causes d'exonération, revenait à établir, à l'encontre de l'automobiliste, une présomption de faute disparaissant devant la preuve de la force majeure ou de la faute d'un tiers, mais laissant à sa charge les cas fortuits (2).

C'est pourquoi la commission de la Société d'Études législatives, finit par se rallier à un système de transaction en ajoutant à l'article 1^{er} un autre alinéa que voici :

« Le propriétaire d'un véhicule automobile peut se soustraire au paiement, total ou partiel, de l'indemnité, en prouvant que l'accident ou le dommage a été provoqué ou aggravé par une *faute grave* de la victime ».

Ainsi, la part faite à l'interversion de preuve réside dans la possibilité, pour le propriétaire, de s'exonérer en

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1907, p. 393.

(2) Rapp. H. Roland, *De la responsabilité des conducteurs de véhicules en cas d'accidents*, thèse, Paris 1909, page 179.

établissant la faute grave de la victime et la conception de la commission touche à la thèse du risque par ce côté, que la démonstration du cas fortuit, ou de la force majeure, ne suffit pas pour exonérer l'automobiliste.

Il est intéressant de signaler que dans les articles 3 à 6 du projet, les membres de la commission ont songé à instituer une caisse de garantie, destinée à indemniser les victimes privées de tout recours quand le propriétaire du véhicule, ayant occasionné le dommage, est insolvable ou inconnu. Nous n'avons pas ici à nous prononcer sur la valeur de cette institution d'un fonds de garantie.

Les quelques développements qui précèdent suffisent pour nous convaincre qu'il ne faut pas exagérer ce prétendu mouvement législatif en faveur de la doctrine nouvelle.

Sans doute, la loi du 9 avril 1898, s'inspire du système du risque, mais elle est tenue, pour l'appliquer, de lui apporter des tempéraments, de faire place à la faute.

Quant au projet de loi, élaboré par la Société d'Études législatives, nous venons de voir qu'il n'échappe pas, non plus, à ce reproche.

On en arrive à douter qu'il soit possible, en législation, d'appliquer la théorie objective, avec toutes les conséquences qui en découlent logiquement.

APPENDICE

Mouvement législatif en matière de responsabilité du fait des choses inanimées dans les législations étrangères.

Il est intéressant de rechercher comment la responsabilité, du fait des choses inanimées, est réglementée par les législations étrangères. Mais les textes ne rendent pas suffisamment compte des réalités concrètes, il conviendrait, pour connaître exactement les idées juridiques d'un peuple, de s'attacher à la façon dont ils sont interprétés par les tribunaux. Qui se douterait, par exemple, en lisant notre article 1384 des trésors insoupçonnés qu'il recélait et que la doctrine et la jurisprudence ont si tardivement découverts ? Cependant, un certain nombre de Codes ayant été promulgués ou répandus récemment, il est utile de connaître la pensée dominante de ceux qui les ont

rédigés, de se demander si, en notre matière, ils ont tenu compte des idées nouvelles qui se font jour à l'heure actuelle dans notre doctrine et nos décisions judiciaires.

Après avoir étudié, dans les législations étrangères, le droit commun applicable en cas de responsabilité du fait des choses inanimées, nous signalerons les dérogations que l'on se propose d'y apporter, par des dispositions législatives particulières.

SECTION I

Dispositions générales des lois étrangères

Dans les législations inspirées par le Code Napoléon, on remarque des tendances assez semblables à celles suivies par notre jurisprudence : la responsabilité du fait des choses inanimées reste subjective, mais elle repose parfois sur une faute présumée.

1. *Législation belge.* — La jurisprudence belge, qui interprète les textes mêmes de notre Code, a déjà plusieurs fois décidé, comme le font beaucoup de nos tribunaux à l'heure actuelle, que l'article 1384 édicte une présomption de faute à l'encontre du propriétaire ou du gardien (1).

(1) Trib. civ., Bruxelles, 31 mai 1871 ; Pasierisic belge, 1872-2, 476; présomption absolue de faute; Gand, 23 juin 1888; Pasier. 1889-2, 84; Trib. civ., Bruxelles, 13 mai 1897; Pasic. belge, 1897-3, 477; Gand, 7 mai 1903, Pasier., 1903-2, 328.

Mais cette interprétation, encore très discutée, semble être condamnée par la jurisprudence la plus récente de la Cour de Cassation (1).

Un arrêt du 26 mai 1904 (2) décide en effet que « l'article 1384 ne déroge en rien, ni par voie de présomption, ni à titre de fiction légale, au principe de preuve inscrit dans l'article 1315 ; d'où la conséquence qu'une responsabilité du fait des choses ne peut exister que pour autant seulement que celui qui réclame l'exécution de cette obligation, formée sans convention, prouve que le fait dommageable a été directement causé par une faute de la personne ». Il convient toutefois de remarquer, qu'aux termes de cet arrêt, la personne lésée par une chose inanimée n'a pas à démontrer la faute du gardien, il suffit qu'elle établisse que la chose était atteinte d'un vice, le propriétaire sera condamné, à moins qu'il ne prouve que l'événement dommageable est dû au cas fortuit ou à la force majeure.

Le 2 juillet 1908 (3) la Cour de Cassation rend un nouvel arrêt consacrant d'une façon plus explicite le système de la faute prouvée. « Attendu, disent les magistrats,

(1) Cour Cass. belge, 28 mars 1889, S., 1890-4, 17; Note de M. Labbé, Bruxelles, 16 avril 1894, S., 1895-4, 20, Gand, 30 janvier 1897; Liège, 5 et 12 novembre 1898, S., 1900-4, 13; Cass., 15 janv. 1906; Pasier. 1906-1, 135; Cass. 2 juillet 1908; Pasier., 1908-1, 285. Voy. dans le même sens *Beltjens Encyclopédie*, t. III, nos 215 et 216, *Pandectes belges*, V^o Accident, nos 119 à 140.

(2) Cass., 26 mai 1904; Pasier., 1904-1, 246 avec les conclusions de l'avocat général Janssens.

(3) Cass., 2 juillet 1908; Pasier. 1908-1, 285.

qu'au point de vue tant de la raison que de l'équité, il se conçoit que le principe de responsabilité soit intimement lié non au fait de l'homme même, s'il cause un préjudice, mais à sa faute, à sa négligence ou à son imprudence ; qu'en effet, le fait de l'homme, le plus légitime ou résultant de la force majeure ou du cas fortuit, peut causer préjudice et qu'il serait exorbitant qu'il engendrât une responsabilité, tandis que l'idée de faute correspond nécessairement à celle de réparation ». L'arrêt répudie donc formellement la théorie objective et il ajoute, pour écarter également le système de l'interversion de preuve, « qu'aucune présomption de faute n'existe contre celui qui a sous sa garde des choses inanimées, et qu'il incombe à celui qui a souffert un dommage par leur fait, de préciser et de prouver le vice dont elles étaient infectées ou la faute, l'imprudence ou la négligence apportées dans leur garde ».

Cependant la théorie qui fait reposer la responsabilité du fait des choses, sur une faute présumée du gardien, compte pourtant, en dehors de Laurent (1) qui l'a préconisée, d'autres défenseurs convaincus (2).

2. *Législation italienne.* — Le code italien reproduit, en matière de responsabilité, presque textuellement les articles de notre Code Civil, relatifs aux délits et quasi délits.

(1) Laurent, t. XX, n° 639.

(2) Sainctelette, *Memoire* dans l'affaire de M^{me} Vve de Sitter; Pirmez, *De la Responsabilité*; Thiery, *Droit Civil*, t. III, n° 205.

L'article 1153 s'exprime dans les mêmes termes que notre article 1384 « chacun est pareillement responsable, non seulement pour le dommage qu'il occasionne par son fait, mais encore par celui qui est causé par le fait des personnes dont il doit répondre, ou par les choses qu'il a sous sa garde ». L'article 1154 édicte ensuite comme notre article 1385 la responsabilité du propriétaire de l'animal ou de celui qui s'en sert. Enfin, l'article 1155 reproduit la disposition de notre article 1386, relatif à la responsabilité résultant de la chute d'un bâtiment.

La jurisprudence italienne (1) paraît interpréter ces dispositions, comme le font nos tribunaux.

La théorie du risque est particulièrement soutenue par M. Orlando (2) dans un ouvrage intitulé *Saggio di una nuova teoria della responsabilita civile*. Les idées de ce jurisconsulte sont combattues par Giorgi (3).

3. *Législation espagnole.* — Dans son article 1902 le code espagnol proclame l'obligation, pour toute personne, de réparer le dommage causé par sa faute ou sa négligence. Il décide après s'être occupé de la responsabilité du fait

(1) Voy. Coviello, *La responsabilita senza colpa*, dans la *Rivista italiana delle scienze giuridiche et Venezian Archivio giuridico*, 1898, pp. 135 et s;

(2) Orlando, *Saggio di una nuova teoria della responsabilita civile*, p. 65; dans le même sens adde Barassi, *Contributo alla teoria della responsabilita per fatto non proprio*, dans *Rivista per le scienze giuridiche*, années 1897 et 1898.

(3) *Teoria della obbligazioni*, t. IV, pp. 382 et s.

d'autrui, que le dommage causé, par un animal, doit être réparé par le propriétaire ou celui qui s'en sert, à moins qu'il ne provienne d'un cas de force majeure, ou de la faute de la victime (art. 1905).

Relativement au fait des choses, il n'existe pas de règle générale. L'article 1907 rend le propriétaire responsable du dommage résultant de la ruine totale ou partielle d'un édifice, si elle a été occasionnée par le manque de réparation nécessaire.

L'article 1908 énumère, en outre, limitativement, un certain nombre de dommages dont la réparation incombe au propriétaire des choses qui les ont causés. Les propriétaires répondront, dit ce texte, du préjudice occasionné : 1^o par l'explosion des machines qui n'ont pas été dirigées avec le soin convenable et par l'inflammation des matières explosibles qui n'auraient pas été placées dans les lieux sûrs et appropriés ; 2^o par les fumées excessives, nuisibles aux personnes et aux propriétés ; 3^o par la chute des arbres placés dans les lieux de passage, à moins qu'il n'y ait force majeure ; 4^o par l'émanation de cloaques ou dépôts de matières insalubres.

Mais la loi ne semble pas instituer de présomption de faute. La victime doit justifier que la machine a été mal dirigée, que la matière explosible n'a pas été placée en lieu sûr et approprié, etc... Toutefois la chute des arbres engage la responsabilité du propriétaire, à moins qu'il ne prouve qu'elle résulte de la force majeure.

4. — *Législation portugaise.* — Il existe, au contraire, dans le Code Civil portugais, une disposition générale qui établit une présomption de faute, en cas de dommage causé par une chose quelconque. Mais cette présomption, seulement relative, peut être combattue par la preuve contraire, c'est ce qui résulte de l'article 2394 qui décide que « le propriétaire d'un animal, ou autre objet, répondra du dommage causé par cet animal, ou cet objet, s'il ne prouve qu'il est exempt de faute ou de négligence.

*
* *

La législation allemande et les autres législations soumises à l'influence germanique adoptent aussi le principe de la faute en matière de responsabilité.

5. *Législation allemande.* — Le nouveau Code Civil allemand consacre, dans les termes les plus absolus, le système de la faute prouvée. On n'y trouve pas de dispositions générales analogues à celle de notre article 1384, il s'ensuit que la faute personnelle est le principe unique d'où résulte la responsabilité. Et en toute hypothèse, c'est à la victime à faire la preuve du fait constitutif d'une faute engageant la responsabilité du défendeur. L'art. 823 décide en effet que « Celui qui, à dessein, ou par négligence, porte illégalement atteinte au corps, à la vie, à la liberté, ou à tout autre droit d'une autre personne, est

tenu envers cette dernière à la réparation du préjudice causé (1). »

En l'absence de disposition législative particulière, c'est seulement par application de l'article 823 que le propriétaire d'une chose inanimée dommageable peut être tenu à réparation. Le premier projet de Code Civil ne faisait même pas exception pour les bâtiments, la preuve de la faute du propriétaire incombait à la victime. Mais la seconde Commission fit prévaloir un autre point de vue, analogue à celui envisagé par les rédacteurs de notre article 1386. La personne lésée doit démontrer que la chute du bâtiment est due à un vice de construction ou un défaut d'entretien ; une fois cette preuve faite, elle n'a pas à démontrer que l'une de ces causes est due à une faute du propriétaire ou du possesseur pour soi. La responsabilité de celui-ci en résulte de plein droit ; toutefois, il peut s'en décharger, en prouvant qu'en vue d'écarter le danger, il avait pris tous les soins requis par l'usage relativement à la construction et à l'entretien. Le propriétaire, d'autre part, est exonéré de toute responsabilité, quand la chute de l'édifice est due à la force majeure, alors que le bâtiment était bien construit et convenablement entretenu. L'article 836 ne vise que les bâtiments et les autres ouvrages incorporés au sol, tels que des canaux, des conduites d'eaux, des baraquements. Il ne s'applique donc

(1) Traduction officielle pour l'Alsace-Lorraine, Strasbourg, 1900.

pas à la chute des arbres ou de tout autre objet mobilier non attaché au sol.

La théorie du risque se trouve donc écartée, en matière de responsabilité du fait des choses inanimées, par la législation européenne la plus récente (1 et 2).

6. *Législation Suisse.* — Le Code fédéral suisse des obligations consacre aux délits et quasi-délits civils les articles 50 à 69. L'article 5 oppose le principe suivant lequel « quiconque cause sans droit un dommage à autrui, soit à dessein, soit par négligence ou imprudence, est tenu de le réparer. » Le Code ne contient pas de dispositions générales concernant le fait des choses. Les articles 67 et 68 réglementent seulement la responsabilité du propriétaire d'un bâtiment, ou de tout autre ouvrage. Cette responsabilité, comme dans notre article 1386, est engagée par le défaut d'entretien ou le vice de construction. Mais le voisin, menacé d'un dommage provenant du bâtiment ou de l'ouvrage d'autrui, a en outre, le droit de con-

(1) La théorie du risque a pourtant des partisans, en Allemagne. Voy. notamment Rumelin, « *Die Gründe Schadenszurechnung* ; Jüng, *Delikt und Schadensverursachung*.

(2) La responsabilité du fait des animaux est, au contraire, purement objective, en vertu de l'article 833. Il suffit d'établir un lien de causalité entre le dommage subi et l'animal qui l'a causé. Mais cette disposition parut à tel point critiquable que le 4 mars 1905 on a renvoyé à une commission le projet du député Von Treuenfels, tendant à substituer le principe de la faute à celui du risque : il existerait, contre le détenteur de tout animal, une présomption relative de faute.

traindre le propriétaire à prendre les mesures nécessaires pour écarter le danger.

7. *Législation anglaise.* — Il n'existe, en Angleterre, aucune responsabilité à raison du fait des choses qu'une personne a sous sa garde. Cependant, celui qui se sert de choses dangereuses est responsable toutes les fois qu'il n'a pas pris les précautions nécessaires pour éviter les accidents. Voici en effet comment M. Lehr résume sur ce point la doctrine anglaise : « Lorsqu'un acte ne constitue pas une imprudence par lui-même le préjudice qui peut en résulter, n'engage la responsabilité de son auteur que si celui-ci a commis une faute distincte de cet acte. Au contraire, lorsqu'un acte est par lui-même un fait d'imprudence, il suffit à rendre délictueux tous les dommages qui en découlent, à moins que son auteur ne prouve qu'il en ignorait le danger, car on ne commet pas une imprudence en faisant un acte qu'on croit sans péril » (1).

SECTION II

Lois en élaboration

En présence des accidents multiples résultant de la circulation de plus en plus intense des automobiles, un mouvement se dessine dans la plupart des législations

(1) Lehr, *Éléments de Droit Civil Anglais*, t. II, p. 284.

étrangères, en vue de soumettre les propriétaires et conducteurs d'automobiles à une législation spéciale, dont les dispositions essentielles s'inspireraient de la théorie du risque. C'est pourquoi il est intéressant de connaître les projets de loi, déposés en ce sens, bien qu'ils n'aient pas encore reçu force de loi.

Allemagne — La réparation des accidents d'automobiles est encore assurée conformément au droit commun des articles 823 et 831 du Code Civil ; la victime, pour obtenir une indemnité, doit prouver que le conducteur a commis une faute. D'après un projet de loi, déposé le 5 novembre 1908 au Reichstag et soumis à l'examen du Conseil fédéral, la responsabilité des automobilistes ferait l'objet, au contraire, d'une réglementation spéciale (1 et 2).

Voici les idées essentielles de ce projet :

Aux termes de l'article 1^{er}, le propriétaire de l'automobile est responsable de plein droit, en cas d'atteinte à la personne ou de dommage matériel. Sa responsabilité toutefois est écartée si l'accident n'est causé ni par la faute du propriétaire, de son préposé ou d'une autre personne autorisée à conduire, ni par suite d'un vice ou

(1) Le texte et l'exposé des motifs (*Kraftfahrzeuge*) de ce projet se trouvent dans le *Bulletin de la Société d'Études législatives*, année 1908, p. 423 et s.

(2) Le projet du 5 nov. 1908, avait été précédé par un autre déposé le 1^{er} mars 1905, par M. de Bülow sur la demande du Reichstag. La dissolution de cette assemblée, le 13 décembre 1906, avait rendu ce projet caduc.

d'un dérangement dans le fonctionnement de la machine. Si l'automobile est mise en mouvement par un tiers, à l'insu du propriétaire, ce tiers est seul tenu du dommage qu'il cause (1).

L'article 2 apporte certaines dérogations à l'article 1^{er} notamment quand la personne, victime de l'accident, est transportée dans la voiture même qui l'a causé et quand la voiture peut dépasser une certaine vitesse.

Les articles 4 et 5 déterminent le montant de l'indemnité, limité par un maximum (art. 6).

La deuxième partie du projet (art. 14 à 16) a trait au permis de conduire et la troisième édicte certaines pénalités (art. 17 à 19).

Le système consacré par l'article 1^{er} revient à admettre une présomption de faute à la charge du propriétaire en le rendant expressément responsable des cas fortuits.

L'exposé des motifs déclare que le tarif forfaitaire, tempéré d'ailleurs par la fixation d'un maximum, a été adopté en vue de faciliter l'assurance.

Le projet ne contient aucune disposition relative à la réparation des accidents anonymes, la commission, chargée de l'examiner, ayant reconnu qu'il était impossible de

(1) Le projet du 1^{er} mars 1905 suivait un système un peu différent : il obligeait le conducteur d'automobile à réparer de plein droit le dommage causé, sauf en cas de force majeure ou d'une faute quelconque de la victime. Voy., *Bulletin de la Société d'Études législatives* année 1907, pp. 614-616 et 1908.

constituer une association obligatoire faute de pouvoir déterminer la part contributive de chaque propriétaire.

Autriche. — La Chambre des Députés a adopté, le 26 janvier 1907, un projet de loi sur la responsabilité civile du conducteur d'automobile (1). La personne qui est responsable, de plein droit, du dommage n'est libérée que si celui-ci a été causé par un événement inévitable (*ein unabwendbar Zufall*) par la faute d'un tiers ou de la victime, mais le défaut de fonctionnement de la machine n'est pas considéré comme un cas de force majeure. D'autre part, le projet ne s'applique pas aux automobiles qui ne peuvent faire plus de 25 kilomètres à l'heure,

Belgique. — La commission de la justice du Sénat a déposé devant cette assemblée, le 9 avril 1908, un projet de loi soumettant les dommages causés par les automobiles à des règles dérogeant au droit commun (2).

Ce projet comprend quatre paragraphes : (3)

Le premier traite du permis de conduire. (articles 1 à 11)

Le deuxième paragraphe s'occupe de la responsabilité civile, en cas d'accident de personne : le propriétaire et le conducteur sont solidairement responsables, indépen-

(1) *Bulletin de la Société d'Études législatives*, année 1907, p. 610 et suiv.

(2) Le 13 novembre 1906 MM. Magnette Proper Hanrez Fléchet et... avait déjà déposé au Sénat un premier projet sur le même sujet.

(3) Voy. sur ce projet le *Bulletin de la Société d'Études législatives*, année 1907, p. 307-315 et 1908, n^{os} 3 et 4.

damment de leur part (article 12). Ils peuvent s'exonérer en prouvant : 1° que l'accident résulte d'un cas de force majeure, le cas fortuit n'est pas une cause de libération (article 13), 2° qu'il est dû, pour tout ou partie, à une faute de la victime (article 14), 3° enfin que l'automobile a été mise en circulation à leur insu, sans leur faute (article 15) (1).

Le troisième paragraphe (articles 21 à 24) décrète l'assurance obligatoire pour le payement des indemnités jusqu'à concurrence de 30.000 francs.

Enfin, le quatrième paragraphe (article 25 à 28) organise, au ministère de l'agriculture, un casier automobiliste destiné à recevoir les bulletins constatant la privation et la suspension du droit de conduite. Il n'a pas été constitué de fonds de garantie contre les accidents anonymes parce que selon le rapporteur du projet, ce fonds aurait eu pour effet « de faire payer les Belges, pour les étrangers beaucoup plus nombreux qui traversent la Belgique, pays de passage » (2).

Suisse. — Jusqu'à nouvel ordre, conformément au droit

(1) L'art. 1^{er} du projet de 1906 établissait une présomption de faute à la charge du conducteur, présomption qui était écartée par la preuve de la faute de la victime ou de la force majeure.

(2) Il existait, au contraire, dans le projet de 1906 une caisse d'assurance contre les accidents anonymes alimentée par des cotisations et par la moitié des indemnités dues en cas d'accidents et portées au double.

commun l'automobiliste ne peut être contraint à réparer le dommage résultant de l'accident que s'il a commis une faute et il cesse d'être responsable des actes de son préposé quand il prouve qu'il a pris toutes les précautions nécessaires pour éviter le dommage (Code oblig. article 62.) Cependant en Suisse, comme ailleurs, un courant d'opinion s'est formé qui tend à aggraver cette responsabilité (1).

Lors de la révision de la loi de 1875, sur la responsabilité des entreprises de chemin de fer, bateaux à vapeur et postes, on tenta d'étendre cette loi aux automobilistes par un article 49 *bis*. Ceux-ci devenaient responsables de tout accident, à moins de prouver la force majeure, la faute d'un tiers ou de la victime. Après de vives discussions, les Chambres fédérales disjoignirent de la loi les dispositions concernant les automobiles, et la loi du 28 mars 1905, sur la responsabilité des entrepreneurs de chemin de fer, (2) fut promulguée sans contenir aucune disposition relative aux automobiles. (3)

Le congrès tenu par des juristes suisses à Schaffhouse, les 30 septembre et 1^{er} octobre 1907, reprit la question. Il s'agissait d'opter entre le système de la

(1) Consulter F. Martin, avocat à Genève, « *La Responsabilité résultant des accidents d'auto* », Bâle, 1907 ; « *La Responsabilité civile des propriétaires d'auto en Suisse* » ; *Annales du Droit commercial*, année 1907, pp. 488-495.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, année 1906, p. 35.

(3) Voy. Martin, *op. cit.*, p. 119.

responsabilité de plein droit (*receptumhaftpflicht*) et le système de la faute.

L'un des rapporteurs, M. Meili, proposa d'appliquer aux accidents d'automobiles les principes de la loi du 28 mars 1905, sur les chemins de fer. D'après lui, la responsabilité incombait au détenteur, et non pas au propriétaire de l'automobile, et la réparation devait être intégrale. M. Meili exceptait, de son projet de loi, certaines catégories de voitures; il se prononçait contre la création du délit de faute qu'il jugeait superflue.

Le second rapporteur, M. Martin (1) adopta un moyen terme, estimant, d'une part, que le système de M. Meili allait trop loin, en laissant tous les cas fortuits à la charge de l'automobiliste; d'autre part, que le droit commun en imposant à la victime la preuve d'une faute de la part du conducteur, mettait celle-ci sur un pied de trop grande infériorité. C'est pourquoi le D^r Martin déclara se rallier au système soutenu par le conseiller Thélin devant le Conseil d'État national, lors de la discussion de la loi sur les transports. Ce système renversait le fardeau de la preuve, comme le fait l'article 65 du Code suisse des obligations en cas de dommage causé par un animal. Pour se libérer, l'automobiliste devait faire la preuve « qu'il avait conduit son automobile avec tout le soin nécessaire et qu'il avait pris toutes les précautions commandées par

(1) Martin, *op. cit.*, page 141 et suiv.

les circonstances et les règlements, pour éviter les accidents. » M. Martin reconnut en outre l'impossibilité d'instituer l'assurance obligatoire pour les automobilistes.

Telles sont les deux opinions principales qui ont été défendues au Congrès de Schaffhouse, le Congrès se sépara sans avoir opté pour aucun des deux systèmes.

Angleterre. — Il n'existe, dans la législation anglaise, aucune disposition appliquant à la responsabilité civile du chauffeur le système du renversement de preuve ou de la responsabilité *de plano* (1)

En résumé, les projets, allemand, autrichien, belge et suisse, s'accordent à peu de chose près, pour libérer le conducteur, en cas de force majeure, de la faute de la victime ou d'un tiers ; ils aboutissent, en réalité, à créer à la charge de l'automobiliste, une présomption de faute en lui faisant supporter les cas fortuits. Peu importent les termes employés, voilà quel est le résultat. On voit, par là, combien ces projets de loi s'écartent du système du risque. (2)

Il convient, d'autre part, de remarquer que l'idée d'instituer un fonds de garantie, destiné à indemniser les victimes d'accidents anonymes, semble quelque peu délaissée, aucun projet n'en parle plus.

(1) On ne s'occupe des automobilistes qu'au point de vue pénal. Voy. Moto Car Art. du 14 août 1903, dans *Annuaire de législation étrangère*, année 1904, p. 18.

(2) En ce sens Henry Roland. Thèse précitée, p. 206.

CONCLUSIONS

En abordant cette étude, nous poursuivions un double but.

Nous voulions d'abord rechercher quels sont les textes de notre Code Civil applicables à la responsabilité du fait des choses inanimées.

Il nous semble que les développements que nous avons fournis sur ce point démontrent que cette responsabilité se trouve soumise aux articles 1382 et 1383, c'est-à-dire au système de la faute prouvée.

En second lieu, nous nous proposons d'examiner s'il est nécessaire qu'une réforme législative intervienne sur cette matière.

A l'heure actuelle, des choses inanimées nouvellement créées par l'homme (locomobiles - automobiles - aéroplanes, etc...) engendrent des dangers qui autrefois

n'étaient pas à redouter. D'autre part, les accidents de de cette provenance non seulement sont plus fréquents mais tendent à changer de caractère, à devenir anonymes. Dans bien des cas, l'origine de la catastrophe reste obscure, sa cause incertaine. La victime, obligée en vertu des articles 1382 et 1383 de démontrer la faute de la personne qui doit répondre de la chose, se trouve donc trop souvent privée de l'indemnité à laquelle elle a droit.

En 1804, les choses inanimées, autres que les bâtiments, étaient peu nombreuses et peu nocives, il est donc naturel que le législateur n'ait pas cru devoir édicter pour elles, comme pour les animaux, de règles spéciales. Aujourd'hui, en raison de l'évolution subie par l'industrie et par suite des découvertes scientifiques qui ont amené l'emploi d'engins nouveaux, ces choses inanimées se sont multipliées et sont devenues très dangereuses, plus dangereuses même que les animaux. Cependant, d'après notre Code Civil, la réparation des dommages qu'elles engendrent est assurée conformément au droit commun, tandis que la responsabilité du fait des animaux se trouve aggravée en vertu de l'article 1385. Cette différence qui ne se justifie plus doit donc disparaître.

Pour ces raisons, nous pensons qu'une réforme légis-

lative est devenue nécessaire et il nous reste à indiquer comment la responsabilité du fait des choses inanimées doit être réglementée en législation. Faut-il rester fidèle à la notion de faute et se contenter d'édicter une présomption contre le propriétaire ou celui qui a l'usage d'une chose inanimée? Est-il préférable, au contraire, de soumettre cette responsabilité au système du risque?

Nous avons tenté d'appliquer la théorie objective à notre sujet. Cela nous a permis de constater que le criterium du risque n'est pas supérieur à celui de la faute au point de vue de la précision, que toutes les conséquences qu'on en fait découler ne sont pas toujours conformes aux principes qui lui servent de base, qu'enfin le système *objectif* ne peut pas se passer du système *subjectif*.

Dès lors, la solution de notre seconde question ne saurait être douteuse. En matière de responsabilité du fait des choses inanimées, notre Code Civil doit être réformé, il faut substituer au système de faute prouvée, tel qu'il résulte des articles 1382 et 1383, celui de la présomption de faute. Mais il ne s'en suit pas que nous adoptions, en législation, le système élaboré par notre jurisprudence sur l'article 1384, al. 1. Il convient de s'en écarter à un double point de vue.

La présomption qui doit être admise contre le propriétaire ou celui qui a l'usage d'une chose inanimée ne doit pas croyons-nous être absolue. « Il est éminemment raisonnable de présumer que celui qui possède et emploie un objet mobilier dangereux par lui-même, ou par l'emploi qui en est fait, soit présumé, jusqu'à preuve contraire, être par sa faute l'auteur du dommage que cet objet cause par son contact ou son voisinage. Il se sert de l'objet à ses risques et périls, mais ne doit point être déclaré responsable du dommage jusqu'à la dernière extrémité alors même qu'il démontre qu'il n'a commis aucune faute et pris toutes les précautions possibles en s'en servant » (1). Si donc le gardien démontre qu'il a prévu toutes les causes de dommages possibles à prévoir et qu'il les a empêchées dans la mesure où elles pouvaient l'être, il démontrera, par cela même, que ce dommage n'est pas imputable à sa faute et sa responsabilité ne doit pas alors être maintenue dans une théorie vraiment *subjective* (2).

La présomption qu'il est désirable de voir instituer doit s'appliquer toutes les fois que le dommage sera occasionné par une chose inanimée sans qu'il y ait lieu de

(1) Esmein, note au Sirey, année 1910-1, p. 17 et s.

(2) En ce sens voy. Pisier, *op. cit.*, p. 122.

distinguer selon que le dommage est dû au fait de l'homme ou au fait de la chose.

Cette distinction doit être écartée.

D'une part, elle aboutit à une conséquence illogique : la responsabilité de l'homme est d'autant plus facilement engagée qu'elle est plus complètement étrangère à l'accident, car sa faute est présumée s'il ne joue qu'un rôle secondaire dans la consommation du dommage, alors qu'elle doit être prouvée lorsqu'il en est la cause efficiente.

D'autre part, nous avons vu que, dans bien des cas, il est souvent fort difficile, en pratique, de savoir s'il y a fait de l'homme ou fait de la chose. Si, pour bénéficier d'une présomption, la victime est tenue de démontrer l'existence de cette seconde condition, sa situation ne se trouverait pas beaucoup améliorée.

Pour synthétiser notre pensée, voici quel est le texte qu'il conviendrait d'adopter, en cas de responsabilité du fait des choses inanimées :

« Le propriétaire, ou celui qui a l'usage d'une chose inanimée, répondra du dommage causé par cette chose, s'il ne prouve qu'il est exempt de faute ou de négligence » (1).

(1) Bien que notre sujet ait porté seulement sur les choses

Nous arrêtons ici notre étude, nous avons conscience d'avoir justifié notre manière de voir sur des indications probantes et nous osons espérer que, si modeste que soit notre travail, il apportera une pierre nouvelle à l'édifice social de la justice.

inanimées, nous avons été souvent conduit à envisager dans nos développements le cas des animaux et des bâtiments régis par les articles 1385 et 1386, nous nous permettons d'ajouter, comme dernière conclusion que l'article ci-dessus rédigé devrait être étendu à toutes les choses en général, y compris les animaux et les bâtiments.

Vu :

Le Président de la Thèse,
R. PIÉDELIEVRE.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWES.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
BIBLIOGRAPHIE	1
AVANT-PROPOS. — But et plan du sujet	7
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Étude de la responsabilité du fait des choses en Droit romain et dans notre ancien Droit.</i>	
SECTION 1. — Le Droit romain	11
SECTION 2. — L'ancien Droit.	19

PREMIÈRE PARTIE

Exposé historique des différentes théories de la doctrine et de la jurisprudence sur la responsabilité du fait des choses inanimées.

CHAPITRE I. — <i>Régime de la faute prouvée, application des articles 1382 et 1383.</i>	31
---	----

CHAPITRE II. — *Palliatifs apportés à la théorie traditionnelle par la jurisprudence et les auteurs.*

SECTION 1. — Théorie ayant pour but de faciliter ou de renverser la charge de la preuve.	
§ 1. — Application de l'article 1386 généralisé.	41
§ 2. — Théorie de la responsabilité contractuelle.	45
§ 3. — Système de la présomption de faute fondé sur l'article 1384, al. 1.	47

SECTION 2. — Théorie de la responsabilité objective . . .	54
---	----

DEUXIÈME PARTIE

De la responsabilité du fait des choses inanimées d'après le Code Civil

CHAPITRE I. — <i>La doctrine du Code sur la responsabilité du fait des choses, spécialement du fait des choses inanimées</i> . . .	61
--	----

SECTION 1. — Responsabilité résultant de la ruine d'un bâtiment	63
---	----

SECTION 2. — Responsabilité résultant du fait des animaux	70
---	----

SECTION 3. — Responsabilité résultant des dommages causés par les choses inanimées.	77
---	----

CHAPITRE II. — <i>Étude juridique du système de la faute prouvée.</i> . . .	83
---	----

§ Préliminaire. — Sens de l'expression : « Responsabilité du fait des choses inanimées »	84
--	----

SECTION 1. — Conditions de fond de cette responsabilité et causes d'exonération.	
--	--

§ 1. — Condition de fond.	88
-----------------------------------	----

a) Existence d'une faute	88
------------------------------------	----

b) Existence d'un lien de causalité entre la faute et le dommage	92
--	----

c) De l'imputabilité.	93
-------------------------------	----

§ 2. — Causes d'exonération	95
---------------------------------------	----

a) Du cas fortuit et de la force majeure.	95
---	----

b) De la faute d'autrui.	99
----------------------------------	----

SECTION 2. — Détermination des personnes responsables	103
---	-----

SECTION 3. — Conditions de preuve de la responsabilité	
--	--

des choses inanimées. Nature et étendue de la réparation.	
§ 1. — Conditions de preuve.	107
§ 2. — Nature et étendue de la réparation . . . , .	113
SECTION 4. — Application du système de la faute prouvée en jurisprudence.	115
CHAPITRE III. — <i>Les limites de la responsabilité délictuelle et de la responsabilité contractuelle du fait des choses inanimées</i>	123

TROISIÈME PARTIE

Etude critique des autres systèmes proposés sur la responsabilité du fait des choses inanimées

CHAPITRE I. — *Examen des systèmes conservant la faute comme base de la responsabilité, mais ayant pour résultat d'alléger ou de renverser la charge de la preuve.*

SECTION 1. — Systèmes fondés sur l'article 1386.	
§ 1. — Théorie de l'article 1386 généralisé	137
§ 2. — Théorie mixte basée sur les articles 1384, al 1 et 1386 combinés	147
SECTION 2. — Système de la faute présumée basé sur l'article 1384, al. 1, in-fine.	
§ 1. — Étude critique du fondement de ce système	155
§ 2. — Conséquences juridiques résultant de ce système	159
a) Conditions d'application de la présomption	159
b) Caractères de la présomption, causes d'exonération	164
§ 3. — Étendue et charge de la preuve	172

§ 4. — Exposé de la jurisprudence appliquant le système de la présomption de faute fondé sur l'art. 1384, al. 1 in-fine	175
CHAPITRE II. — <i>Étude critique de la théorie de la responsabilité objective du seul fait des choses inanimées (système du risque).</i>	
SECTION 1. — Fondement juridique du système du risque. Le problème de la méthode d'interprétation.	
§ 1. — Fondement juridique du système du risque	184
§ 2. — Le problème de la méthode d'interprétation	198
SECTION 2. — Conditions et effets du système du risque.	
§ 1. — Détermination des personnes responsables du dommage occasionné par une chose inanimée	207
§ 2. — Causes exclusives du risque.	218
§ 3. — Fixation de l'indemnité	226
SECTION 3. — Application de la théorie de la responsabilité objective du fait des choses inanimées.	
§ 1. — Étude de notre Jurisprudence.	236
§ 2. — Étude de notre Législation	241
a) Textes ayant force de loi.	241
b) Lois en élaboration.	245
APPENDICE	
De la responsabilité du fait des choses inanimées dans les législations étrangères	
SECTION 1. — Dispositions générales des lois étrangères	253
SECTION 2. — Lois en élaboration.	262
CONCLUSIONS	271

